



SEVENTH NATIONAL ASSEMBLY

PARLIAMENTARY

DEBATES

(HANSARD)

FIRST SESSION

FRIDAY 14 JUNE 2024

CONTENTS

PAPERS LAID

QUESTION (*Oral*)

ANNOUNCEMENTS

MOTION

BILL (*Public*) – The Appropriation (2024-2025) Bill

ADJOURNMENT

THE CABINET

(Formed by Hon. Pravind Kumar Jugnauth)

Hon. Pravind Kumar Jugnauth	Prime Minister, Minister of Defence, Home Affairs and External Communications, Minister for Rodrigues, Outer Islands and Territorial Integrity
Hon. Louis Steven Obeegadoo	Deputy Prime Minister, Minister of Housing and Land Use Planning, Minister of Tourism
Hon. Mrs Leela Devi Dookun-Luchoomun, GCSK	Vice-Prime Minister, Minister of Education, Tertiary Education, Science and Technology
Dr. the Hon. Mohammad Anwar Husnood	Vice-Prime Minister, Minister of Local Government and Disaster Risk Management
Hon. Alan Ganoo, GCSK	Minister of Land Transport and Light Rail
Dr. the Hon. Renganaden Padayachy	Minister of Finance, Economic Planning and Development
Hon. Georges Pierre Lesjongard	Minister of Energy and Public Utilities
Hon. Mrs Fazila Jeewa-Daareewoo, GCSK	Minister of Social Integration, Social Security and National Solidarity
Hon. Soomilduth Bholah	Minister of Financial Services and Good Governance
Hon. Kavydass Ramano	Minister of Environment, Solid Waste Management and Climate Change
Hon. Mahen Kumar Seeruttun	Minister of Agro-Industry and Food Security
Hon. Maneesh Gobin	Attorney General, Minister of Foreign Affairs, Regional

	Integration and International Trade
Hon. Jean Christophe Stephan Toussaint	Minister of Youth Empowerment, Sports and Recreation
Hon. Mahendranuth Sharma Hurreeram	Minister of National Infrastructure and Community Development
Hon. Darsanand Balgobin	Minister of Information Technology, Communication and Innovation
Hon. Soodesh Satkam Callichurn	Minister of Labour, Human Resource Development and Training
Dr. the Hon. Kailesh Kumar Singh Jagutpal	Minister of Health and Wellness
Hon. Sudheer Maudhoo	Minister of Blue Economy, Marine Resources, Fisheries and Shipping
Hon. Mrs Kalpana Devi Koonjoo-Shah	Minister of Gender Equality and Family Welfare
Hon. Avinash Teeluck	Minister of Arts and Cultural Heritage
Dr. the Hon. Mrs Marie Christiane Dorine Chukowry	Minister of Commerce and Consumer Protection
Dr. the Hon. Anjiv Ramdhany	Minister of Public Service, Administrative and Institutional Reforms
Hon. Ms Naveena Ramyad	Minister of Industrial Development, SMEs and Cooperatives

PRINCIPAL OFFICERS AND OFFICIALS

Mr Speaker	Hon. Sooroojdev Phokeer, GCSK, GOSK
Deputy Speaker	Hon. Mohammud Zahid Nazurally
Deputy Chairperson of Committees	Hon. Ashley Ittoo
Clerk of the National Assembly	Ramchurn, Ms Urmeelah Devi
Adviser	Dowlutta, Mr Ram Ranjit, CSK
Deputy Clerk	Gopall, Mr Navin
Clerk Assistant	Seetul, Ms Darshinee
Clerk Assistant	Naika-Cahaneea, Mrs Prishnee
Adviser, Hansard	Allet, Mrs Marie-Hélène Caroline
Assistant Hansard Editor	Hurdoss, Miss Doushika
Parliamentary Librarian and Information Officer	Jeewoonarain, Ms Prittydevi
Acting Serjeant-at-Arms	Seegobin, Mr Somduth

MAURITIUS

Seventh National Assembly

FIRST SESSION

Debate No. 13 of 2024

Sitting of Friday 14 June 2024

The Assembly met in the Assembly House, Port Louis, at 4.00 p.m.

The National Anthem was played

(Mr Speaker in the Chair)

PAPERS LAID

The Prime Minister: Mr Speaker, Sir, the Papers have been laid on the Table.

A. Ministry of Local Government and Disaster Risk Management

The Annual Report and Report of the Director of Audit on the Financial Statements of the District Council of Grand Port for the year ended 30 June 2022. (In Original)

B. Ministry of Labour, Human Resource Development and Training

The Workers' Rights (Social Plan) (Income Support to Workers) (Amendment) Regulations 2024. (Government Notice No. 101 of 2024)

C. Ministry of Arts and Cultural Heritage

The Annual Report and Report of the Director of Audit on the Financial Statements of the Hindi-Speaking Union for the year ended 30 June 2023.

ORAL ANSWER TO QUESTION
GAMBLING REGULATORY AUTHORITY – LICENCES – 2014 TO 14 JUNE
2024

The Leader of the Opposition (Dr. A. Boolell) (*by Private Notice*) asked the Minister of Finance, Economic Planning and Development whether, in regard to gambling and betting, he will, for the benefit of the House, obtain from the Gambling Regulatory Authority, information as to the number of –

- (a) licences (i) issued and (ii) renewed, since 2014 to date, indicating the name of the licensees thereof;
- (b) outlets linked to each off-course betting licensee with remote communication, indicating (i) if the betting software thereof are linked “live” to the Mauritius Revenue Authority and (ii) the fees paid per outlet in 2024, and
- (c) limited pay out machine operator licensees, indicating the number of limited pay out machines licence granted to each licensee as at date.

Dr. Padayachy: M. le président, je remercie le Leader de l’opposition pour cette question.

Comme vous le savez, avant la création de la *GRA*, les activités de *gambling* à Maurice étaient réglementées et contrôlées par les différentes entités suivantes –

- l’*Accountant General’s Office*;
- le *Gaming Control Board*;
- le *Value Added Tax Department*;
- le *Horse Racing Board*, et
- la *Mauritius Revenue Authority*.

La *Gambling Regulatory Authority* a ainsi été créée en décembre 2007 suite à la proclamation de la *GRA Act*.

Avec l’entrée en vigueur de la *Gambling Regulatory Authority Act 2007*, les lois suivantes ont été abrogées –

- la *Gaming Act 1973*;
- la *Prize Competitions Act 1975*;
- la *Horse Racing Board Act 2003*; et
- la *Mauritius National Lotteries Act 2004*.

M. le président, afin de répondre à la question de l'honorable Leader de l'opposition, permettez-moi de rappeler le contexte de l'établissement de la *GRA*.

Au regard de la multitude des entités qui était en partie responsable de l'organisation des jeux d'argent, le gouvernement d'alors avait souhaité rationaliser la supervision de ces activités.

L'objectif de la création de la *GRA* était de placer sous le contrôle d'une seule autorité toutes les activités de *gambling*.

La loi délimitant le mandat de la *GRA* tient compte de l'évolution de l'industrie des jeux dans le monde entier et par conséquent, des exigences juridiques, réglementaires et technologiques.

Les objectifs de la *GRA* sont les suivants –

- (a) réglementer et contrôler les activités de jeu et l'organisation des jeux de loterie, de sweepstakes et de loteries ;
- (b) réglementer et contrôler l'organisation des courses de chevaux ;
- (c) promouvoir la confiance du public dans l'intégrité de l'industrie des jeux d'argent et de l'industrie des courses de chevaux ;
- (d) veiller à ce que les jeux d'argent soient organisés de manière équitable et transparente ;
- (e) encourager le jeu responsable afin de minimiser les dommages causés par le jeu ;
- (f) promouvoir le tourisme, l'emploi et le développement économique en général ; et
- (g) promouvoir le bien-être et les loisirs du public des courses.

Suite à la proclamation de la *GRA Act*, la *GRA* a pris en charge les opérations et est donc maintenant l'autorité responsable de l'octroi des licences et de la surveillance des activités de *gambling* à Maurice.

La *GRA* veille également au respect de la *GRA Act* et des conditions d'octroi des licences, mène des enquêtes et applique des sanctions en cas d'infractions commises par les titulaires de licences.

En accord avec la section 94 de la *GRA Act*, une candidature pour l'octroi ou le renouvellement d'une licence de jeux et de paris doit être soumise à la *GRA*, accompagnée des documents suivants –

- le *BRN* de l'entreprise ;
- le certificat de moralité des directeurs et des actionnaires ;

- les sources de financement ;
- les relevés bancaires ; et
- la liste des locaux.

La demande est d'abord examinée par le département des licences, puis transmise au département *AML/CFT* pour un contrôle approfondi.

Ensuite, conformément aux dispositions de l'article 96(4) de la *GRA Act*, l'avis du Commissaire de police est demandé en ce qui concerne l'adéquation des locaux.

Une fois l'autorisation de la police obtenue pour les locaux, le département d'inspection de la *GRA* effectue une visite des lieux et soumet toutes les conclusions et autorisations au conseil d'administration de la *GRA* pour examen et approbation.

M. le président, pour ce qui concerne la partie (a) de la question, j'ai été informé par la *GRA* que depuis 2014, 9 nouvelles licences ont été accordées et 117 ont été renouvelées. Je dépose le nom des licences renouvelées à la Chambre.

M. le président, au regard de la partie (b) de la question, suite aux amendements apportés à la *GRA Act* en 2012, le système de contrôle des paris de la *Gambling Regulatory Authority*, appelé 'serveur central', a été transféré de la *Gambling Regulatory Authority* à la *Mauritius Revenue Authority* en mars 2013.

Tous les bookmakers, y compris ceux opérant par communication à distance, acceptant des paris sur les courses hippiques locales sont actuellement connectés au *Gambling Regulatory Authority Betting Control System*.

Selon la *Mauritius Revenue Authority*, tous les bookmakers sur le champ de course et hors du champ de course sont connectés en live.

Toutefois le système extrait les informations en batch toutes les heures, car le système ne permet pas, selon la *MRA*, d'obtenir les informations en temps réel.

Les bookmakers connectés opérant par communication à distance et les totalisateurs connectés soumettent les données des paris tous les lundis matin après chaque journée de course. Ils sont 5 au total. Le 6ème totalisateur, People Turf PLC, est actuellement en connexion au travers de courriels.

Au regard du fait qu'aucun opérateur ne puisse transmettre ses données en temps réel, c'est-à-dire un vrai « live », la *MRA* a décidé de mettre en place le *Central Electronic Monitoring System*. C'est un système moderne que la *MRA* a récemment acquis.

En effet, j'ai été informé que la *MRA* a acheté ce système de contrôle des paris, le *Central Electronic Monitoring System*, en mars 2023, auprès d'un fournisseur de service international opérant également dans d'autres juridictions internationales afin d'obtenir les informations en direct et en temps réel.

Le projet est en cours et sera complété d'ici décembre 2024 et tous les opérateurs de jeux et de paris pourront transmettre en temps réel le détail de toutes les transactions des paris à la *MRA*.

M. le président, les bookmakers opérant des paris à cote fixe par le biais de la communication à distance, n'exploitent pas de points de vente mais disposent de centres de services pour l'ouverture des comptes des joueurs, la réception des dépôts, le retrait des gains et l'émission des relevés de compte.

Conformément à la *GRA Act*, les totalisateurs opérant par communication à distance, peuvent avoir un établissement principal et un maximum de 24 points de vente.

La *GRA* m'a informé qu'à ce jour, ces opérateurs détiennent un total de 74 points de vente.

En ce qui concerne la partie b (ii) de la question concernant les droits de licence annuels payables par un opérateur, le *Third Schedule* de la *GRA* prévoit –

- qu'un opérateur effectuant des paris à cote fixe pour des courses locales par le biais de la communication à distance paie 3,5 millions de roupies pour le lieu principal d'activité et 20 000 roupies pour chaque centre de *facilities* ; et
- qu'un totalisateur opérant par communication à distance paie 1 million de roupies, 40 000 roupies pour chaque point de vente et 40 000 roupies pour chaque terminal.

En ce qui concerne la partie (c) de la question, la *GRA* m'a informé qu'à ce jour, un opérateur, SMS Pariaz Ltd, détient 140 machines à paiement limité.

Merci, M. le président.

Dr. Boolell: I thank the hon. Minister for his reply and I take it that he is going to be faithful to what he has said in relation to the regulatory activity of the *GRA* and to ensure that there is equitability and transparency.

Can I come to a specific item regarding cancelling off-course betting? Since 2018, the licences of all the nine off-course bookmakers of this country have been revoked. Can the Minister inform the House as to why all the licences of the nine off-course bookmakers have been revoked?

Dr. Padayachy: M. le président, vous savez, il y a énormément de licences. Je viens de donner les détails concernant la question qui m'a été posé concernant les licences qui ont été révoquées, si je comprends bien l'honorable Leader de l'opposition. Je n'ai pas d'information sur les noms qui ont été révoqués. J'ai les noms concernant la liste de ceux qui ont été renouvelés. Pour cela, il me faudra demander des informations à l'autorité compétente, et je déposerai à la Chambre les informations qu'il me demande.

Dr. Boolell: I am rather surprised that the hon. Minister has not been made aware by the officers. Of course, it is public knowledge that these licences were revoked to the advantage of one specific operator who is now the sole operator offering fixed odd bettings. Am I right to say so, Minister?

Dr. Padayachy: Encore une fois, M. le président, je suis un ministre des Finances. Donc, je regarde beaucoup de sports, mais je suis désolé ; je ne suis pas un passionné des courses ni des jeux. Donc, je ne suis pas au courant de ce qui se passe dans le monde des jeux. Moi, je demande au régulateur de m'informer des problèmes qu'il y a sur ce secteur et s'il faut apporter des amendements, on apporte des amendements. C'est ce que je viens d'expliquer, par rapport au 'live' ; je crois que la question était par rapport au 'live'. Donc, la connexion en direct et en temps réel ; c'était ça le problème principal que la *MRA* est en train de régler. Maintenant, on va mettre en place un nouveau système. J'ai expliqué en détail dans ma réponse qu'on va mettre en place un nouveau système. La *MRA* a acheté ce nouveau système pour qu'on puisse être connecté et avoir la transmission des données immédiatement à la *MRA*. C'était ça le souci principal, et quand on a pris connaissance que ce n'était pas fait en direct, nous l'avons demandé, nous avons travaillé dessus avec la *MRA* qui a énormément d'autres choses aussi à contrôler. Ils ont cherché, ils ont travaillé dessus, ils ont trouvé le meilleur système et ils vont mettre le meilleur système à Maurice pour pouvoir avoir les données en temps réel.

Maintenant, pour revenir à ce que le Leader de l'opposition est en train de me demander concernant ceux qui ont été révoqués, je vais voir s'ils ont été révoqués. Je fais confiance au régulateur. C'est une institution qui a été mis en place depuis 2007, qui fait son travail. S'il a révoqué les licences, il doit bien y avoir des raisons valables pour révoquer ces licences.

Dr. Boolell: Hon. Minister, I grant you your right to say that every effort is being made to ensure that there is the setting up of a Central Electronic Monitoring System. I point out that it is the right step in the right direction. But can I take you back to a question which was put to you

in 2020? Will the hon. Minister tell the House why is it that Government is taking so long to implement this project? Not only is it long overdue, but, in the meantime, it has given special and differential treatment by not implementing it to the ‘lover boy’ of this Government.

Dr. Padayachy: M. le président, je ne vais pas rentrer dans ce genre de ...

Mr Speaker: Excuse me, hon. Minister. Hon. Dr. Boolell, I would ask you to withdraw that term ‘lover boy’ of the Government. Please, withdraw it and apologise for that. This is not the way in which a PNQ is treated. You withdraw and apologise!

Dr. Boolell: If you ask me to withdraw, okay, I will say ‘to the blue-eyed boy of the Government’.

Dr. Padayachy: M. le président, je croyais que c’était moi. Je suis désolé, je croyais que c’était moi *le blue-eyed boy*.

(Interruptions)

Je suis désolé d’apprendre qu’il y a quelqu’un d’autre. M. le président, donc, revenons ; soyons sérieux. En 2020, nous étions confrontés à la pire crise que ce pays a connue. La *MRA*, je le répète, avait quand même beaucoup de choses à faire à l’époque, en particulier trouver de l’argent et payer les salaires de tous les gens. C’était ça la fonction principale que je lui avais demandé de faire, parce qu’à l’époque, il y avait la fermeture de tous les secteurs du tourisme et c’est ce qu’ils étaient en train de faire. Ils n’étaient pas en train de voir par rapport, – je le dis bien – de tout contrôler, parce qu’il y avait d’autres priorités à l’époque. Après cette période, donc après 2021, c’est là qu’ils ont recommencé à regarder toutes les autres, on va dire fonctions, les autres fonctionnalités, parmi le secteur des jeux, de paris, et ainsi de suite.

Donc, ils ont regardé et ils ont vu ce qu’il y avait comme problème. Le problème, comme je l’ai dit et je le répète, c’est qu’on a un système où on peut être connecté, mais malheureusement, ce n’est pas en temps réel. Et, donc, c’est là qu’ils ont dit qu’il fallait trouver un autre système. Ils ont cherché le système et je suis très heureux qu’ils ont trouvé ce nouveau système. Je ne connais pas le prix et je ne vais pas demander des informations là-dessus. S’il faut des informations, je peux chercher ces informations et les déposer à la Chambre. C’est ça qui est très bien. M. le président, il y avait un problème avec un secteur. L’autorité, le régulateur a fait son travail, a fait ses recherches, est venu avec un nouveau système qu’il est en train de mettre en place. Et d’ici la fin de l’année, je le répète, tout le monde sera connecté avec ce nouveau système.

Dr. Boolell: But, in the meantime, is the Minister aware that the turnover of the company of this person who is the sole operator has increased from Rs145 million to Rs700 million, precisely because of undue delay and special and differential treatment being given to the person? Is he aware of this?

Dr. Padayachy: M. le président, je suis un économiste. Quand on donne des chiffres, il faudrait quand même nous donner les années. Ça peut être depuis 1920 jusqu'à 2020 ou de quelle date à quelle date ?

Dr. Boolell: 2015 to 2020!

Dr. Padayachy: Vous savez qu'il y a une entreprise à Maurice, et je suis très fier d'avoir ça, dont le chiffre d'affaires a doublé en un an ; elle va doubler en un an. Savez-vous c'est quelle entreprise ? C'est la première entreprise de Maurice, IBL. Le chiffre d'affaires de cette compagnie va doubler, pas en dix ans, pas en sept ans, mais en un an.

Donc, cela prouve que l'économie va bien à Maurice et que les affaires marchent bien, et que c'est pour cela que le *turnover* est en train d'augmenter. Si vous êtes au courant qu'il y a une augmentation de *turnover*, donc il n'y a pas de maldonne dedans, Monsieur le Leader de l'opposition. Les données sont sorties et on peut retrouver ces données.

Dr. Boolell: I am rather surprised. I would have expected the Minister to be more diligent. Can I ask him to find out the reason as to why this gentleman who is the sole operator and who is acting contrary to the provisions of the GRA Act because of collusion from ...

Mr Speaker: No, I will stop you there. Can you substantiate 'acting against the provisions of the GRA Act'? Yes or no?

Dr. Boolell: Yes, of course, I can! When do you want me to substantiate?

Mr Speaker: Can you substantiate now?

Dr. Boolell: Yes!

Mr Speaker: Substantiate it before I allow the question.

Dr. Boolell: Yes. And I will tell you how. Because mainly...

Mr Speaker: No, I put a question to you. You have...

Dr. Boolell: Yes. Because he is not linked to ...

Mr Speaker: The onus is on you to substantiate that this gentleman or whatever gentleman, I don't know, is going against the provisions of the GRA Act. I can't allow a question where you put like a deliberate falsehood in front of Parliament.

Dr. Boolell: No, I take strong exception to the word 'falsehood'.

Mr Speaker: No!

Dr. Boolell: My statement is based on facts!

Mr Speaker: No, this is parliamentary...

Dr. Boolell: My question is relevant to facts.

Mr Speaker: Whatever I am saying is parliamentary; deliberate falsehood. I have to check. I am asking you: can you substantiate?

Dr. Boolell: Yes, because I ask the Minister to find out...

Mr Speaker: Now you substantiate?

Dr. Boolell: ...whether SMS Pariaz ...

Mr Speaker: No, no. There is no question to you.

Dr. Boolell: ...whether SMS Pariaz ...

Mr Speaker: Hon. Minister, there is no question. You are not asking any question. You substantiate first and then you come with your question. Substantiate that whoever is working against the provisions of the GRA.

Dr. Boolell: I say it loud and clear that most of his business is conducted in rupees and cents. Okay? And when those punters place the bets, these bets are not linked to the main server of the Mauritius Revenue Authority. And you know

Mr Speaker: No, but you have not substantiated.

Dr. Boolell: And the payment is made on Monday!

Mr Speaker: You have not substantiated!

Dr. Boolell: Of course, I have substantiated.

Mr Speaker: You have not substantiated! You substantiate!

Dr. Boolell: The law...

Mr Speaker: No! I will not listen to all this! Either you can substantiate or I stop you there!

Dr. Boolell: But I have said! I have said...

Mr Speaker: I stop you there!

(Interruptions)

Please, mic!

Dr. Boolell: I have said...

Mr Speaker: No mic! And there is no question! I am telling you that you asserted in this august Assembly that there is a gentleman working...

Dr. Boolell: Yes!

Mr Speaker: ...against the provision of the law.

Dr. Boolell: Yes!

Mr Speaker: So, you have to substantiate it first! Then, you go to your other questions.

Dr. Boolell: You do not want me to substantiate. And I have substantiated it.

Mr Assirvaden: *Mikro la tegn!*

Mr Speaker: No, you have not substantiated so far!

Dr. Boolell: That's your opinion!

Mr Speaker: You have not substantiated and I disagree with that! So,...

Dr. Boolell: As per the law...

Mr Speaker: You change the question; you put new questions now!

Dr. Boolell: I maintain that it's not linked to the main server of the Mauritius Revenue Authority, and that goes against the provisions of the GRA Act.

Now, let us come back to COVID-19. During COVID-19 in 2020, at a time when people were confined, were you surprised, Minister, to learn that a licence was issued to SMS Pariaz – another license for fixed odd betting on foreign races, at a time when there was COVID-19 and people were supposed to be confined to their own homes?

Dr. Padayachy: M. le président, encore une fois, on était confiné, mais il y avait des activités qui continuaient. Je me rappelle comment, malgré le confinement, on continuait à travailler. Il y avait des secteurs d'activités qu'on laissait travailler. Je ne suis pas au courant précisément de ce qu'il est en train de dire, mais, pour moi, il n'y a pas de problème. Pendant le confinement, si je me rappelle bien, à l'époque, durant quelques semaines, c'était fermé complètement, mais petit à petit, on a ouvert de nouveau les secteurs d'activités pour que les gens puissent travailler de nouveau, pour que le pays puisse produire et puisse nourrir la population.

Donc, sûrement, à cette époque, petit à petit, chaque secteur a recommencé à ouvrir. On a commencé à donner, je me rappelle bien, des *Work Access Permit* à tous les travailleurs pour pouvoir aller travailler. Donc, peut-être c'est dans cette période-là que vous êtes en train de parler. Honorable leader de l'opposition, c'est assez vague, je n'ai pas de précision ! Donc, il me

faut des informations plus précises. Et en toute transparence, je vous donnerai les informations dessus.

Dr. Boolell: If I understand the hon. Minister right, am I right to say, Minister, that the Board deliberately met under whose instruction to issue a licence for fixed odd betting on foreign races at a time when there was a curfew, when people were confined to the perimeter of their homes? Was this the priority of a government?

Dr. Padayachy: M. le président, encore une fois, on repart dans le passé. Je le répète : à l'époque, on était fermé pendant quelques semaines, personne ne sortait. Je n'ai plus en tête après combien de temps exactement on a recommencé à travailler ; ça été l'ouverture secteur par secteur. On faisait le *work from home*. Mais qu'est-ce qu'il voulait ?

M. le président, est-ce que le Leader de l'opposition voulait qu'on punisse cet opérateur ? Qu'on lui dise 'non, vous n'avez plus le droit de travailler' ? Il faut vérifier : est-ce que tous les autres opérateurs de ce secteur d'activité avaient le droit aussi de travailler, de faire le *work from home*. C'est à cette époque qu'on a commencé à proposer et à pousser ce mode d'activité.

Dr. Boolell: *Le mode d'activité!* Can I ask the hon. Minister whether he has been aware that not only were the licences of the nine off course bookmakers revoked, but there has been increase in outlets for the operator of SMS Pariaz? He was given 65 extra outlets. These were approved by the GRA. 65 extra outlets!

Dr. Padayachy: M. le président...

Dr. Boolell: Given to one operator only!

Dr. Padayachy: M. le président, le Leader de l'opposition est venu avec une *PNQ* sur le secteur des jeux et des paris. Je suis assez étonné qu'il est en train de cibler un seul opérateur. Il y a un seul opérateur ! Je viens de lui donner une liste de 74 opérateurs – je ne sais plus combien d'opérateurs. Et parmi, il ne trouve rien sur les autres opérateurs. Je pensais qu'il allait m'informer, me donner des informations concernant les autres opérateurs. Cela fait trois ou quatre questions sur un seul opérateur, SMS Pariaz, SMS Pariaz !

Pourquoi on ne parle pas de Play Online ? Pourquoi on ne parle pas de PLS Ltd ? Pourquoi on ne parle pas de Lisboa Ltd ? Pourquoi on ne parle pas de Global Sports Ltd ? On ne parle que de SMS Pariaz ! Moi, j'ai plein de noms ! J'ai demandé à mes officiers depuis ce matin d'imprimer les noms des directeurs ! On aurait mieux fait de poser la *PNQ* directement : « faites une thèse sur SMS Pariaz ! »

M. le Leader de l'opposition, vous avez besoin des informations sur SMS Pariaz ? Cherchez les informations ! Partout vous allez avoir les informations. Vous voulez avoir plus d'informations ? Moi, je n'ai pas toutes les informations sur SMS Pariaz. Je vais chercher les informations et je vais les déposer sur la table ici, et vous aurez accès à toutes les informations.

Maintenant, concernant ce que vous est en train de parler, je pense qu'avant SMS Pariaz, il y avait un autre opérateur. Et on m'a donné une petite note là-dessus. On m'a donné une petite note. L'ancien opérateur, je pense que le Leader de l'opposition sait très bien de qui c'était ; c'était Hing Tse Investment Co. Ltd.

(Interruptions)

Si, si, si ! Je le dis ! On est en train d'aller sur trois questions sur SMS Pariaz. J'espère que monsieur le Leader de l'opposition est aussi allé faire des recherches pour savoir c'était quoi avant. Qu'est-ce qu'on avait avant SMS Pariaz ? C'est ce travail qu'on doit bien faire ! Hing Tse Investment, le propriétaire était un certain A. H.

Dr. Boolell: Je ne connais pas A. H.

Dr. Padayachy: A. H.! Il ne connaît pas ! Mais, moi, je vais lui dire. Ce monsieur était en train d'opérer des machines à sous au lieu des *LPM Machine*.

Cet opérateur – je le dis bien, et moi, je l'assume – était protégé par l'ancien régime et était proche de l'ancien Premier ministre. À l'époque, M. le président, il payait R 500 par machine, alors qu'il aurait dû payer R 125 000 par machine.

M. le président, je croyais que le Leader de l'opposition allait me poser la question dessus ! Ça, c'est une information ! J'ai travaillé, j'ai emmené toutes sortes d'informations. J'ai fait comme mon ami, mon collègue ici, qui d'habitude marche avec autant de petits bouts de papier. J'ai fait pareil ! Je suis venu aujourd'hui avec autant de petits papiers. J'ai un petit bout de papier-là ! Je pensais qu'il allait me poser la question là-dessus. Ça, c'est le scandale, M. le Leader de l'opposition !

Dr. Boolell: Can I ask the hon. Minister whether he has been made aware – because that was public knowledge – that the so-called sole operator, the blue-eyed of the MSM, made it public that he was the Special Adviser of the Prime Minister and he donated Rs10 m. as contribution ...

Mr Speaker: May I remind you...

(Interruptions)

Hon. Leader of the Opposition, I am on my feet! I am on my feet!

(Interruptions)

Mr Speaker: The mic there!

Dr. Boolell: *Linn dir sa lor radio! Linn dir sa lor radio!*

(Interruptions)

Mr Speaker: Hon. Leader of the Opposition, have you finished?

An hon. Member: Allégation frivole !

Dr. Boolell: *Linn dir sa lor radio!* Special Adviser!

Mr Speaker: Your question is...

(Interruptions)

No cross-talking!

An hon. Member: Substantiate!

The Prime Minister: On a point of order, Mr Speaker, Sir.

Mr Speaker: Yes, please!

The Prime Minister: Whatever the Leader of the Opposition is saying is completely false! It is frivolous allegations! And I would ...

Dr. Boolell: Frivolous allegations?

The Prime Minister: I would ask him to prove what he is saying unless he withdraws what he said!

Dr. Boolell: What about your Special Adviser when the Police went to his place?

(Interruptions)

Mr Speaker: No! Leader of the Opposition! Leader of the Opposition, I have the floor! I am on my feet! You keep quiet and listen to my ruling! Your PNQ was “whether, in regard to gambling and betting (...)”.

Dr. Boolell: Yes!

Mr Speaker: Your PNQ is not about Adviser or Special Adviser.

Dr. Boolell: ... about Special Adviser!

Mr Speaker: ...which the Leader of the House is saying is false.

Dr. Boolell: Ask Mr L. S., the Special Adviser!

Mr Speaker: You don't do that to me!

(Interruptions)

You apologise now! You withdraw that and you apologise!

Dr. Boolell: What do you want me to withdraw?

Mr Speaker: Whatever the point of order has raised!

Dr. Boolell: Which point of order?

An hon. Member: Special Adviser!

Mr Speaker: You don't know?

Dr. Boolell: Under which Standing Order? Which Standing Order?

An hon. Member: All are allegations!

(Interruptions)

Mr Speaker: Whatever has been said!

Dr. Boolell: Under which Standing Order?

Mr Speaker: Can you please withdraw that allegation?

Dr. Boolell: What allegation?

Mr Speaker: That whatever blue-eyed boy was Special Adviser or Adviser to the Prime Minister?

Dr. Boolell: Okay.

Mr Speaker: Are you withdrawing or not?

Dr. Boolell: Do not threaten me! I will withdraw.

Mr Speaker: That is good! Apologise! Are you apologising or not?

Dr. Boolell: Do not ever threaten me! I apologise.

Mr Speaker: You apologised. So, you withdraw and apologise, I am satisfied.

Dr. Boolell: Yes! Hands up!

The Prime Minister: *Al dimann to boss komien kas lin met dan kof. Al explik sa kas la!*

(Interruptions)

Mr Speaker: Order!

An hon. Member: *10 million to pa kapav explike !*

Mr Speaker: Order!

Mr Assirvaden: *10 million lin doner!*

(Interruptions)

Mr Toussaint: *Larzan BAI kote?*

Mr Speaker: Order! Order! Both sides of the House!

The Prime Minister: *Blaguer 10 million! Al dir deor!*

(Interruptions)

Mr Speaker: Order! Order! Both sides of the House! Order! Order everywhere! So you have only one minute. Do you have any question, instead of laughing?

Dr. Boolell: Laugh?

An hon. Member: *Riy zonn!*

Mr Speaker: Instead of laughing, put question!

Dr. Boolell: Laughter is a good medicine. Is the Minister aware that there was a ruling given by the Supreme Court which made it quite clear that the GRA is in cahoots with Government and, therefore, it bows to instruction given by specific Members of the Government in support Mr L. S. and others?

Dr. Padayachy: Je n'ai pas trop compris la question, M. le président.

Mr Speaker: So, time is over! Your question has not been well-framed and understood. So, I cannot allow this question and time is over.

(Interruptions)

The Prime Minister: *Drom vide fer tapaz!*

Mr Speaker: Hon. Members, I need your silence.

Dr. Boolell: *Ale get zizman lakour supreme to pou koner.*

An hon. Member: *Ayo! Mil fwa Xavier!*

Mrs Luchmun Roy: *Mil fwa Xavier!*

An hon. Member: *Plito Xavier!*

Mr Speaker: I have an announcement. Leader of Opposition, you have done your work. Let me do my work.

ANNOUNCEMENT

HON. AMEER MEEA – IMPUTED MOTIVES – APOLOGIES

Hon. Members, during the course of the debate on the Budget yesterday whilst the hon. Ameer Meea had the floor, the hon. Minister Koonjoo-Shah raised a point of order to the effect that the hon. Member purported in his speech that Members of the Government have made profit on the dead bodies of COVID-19 patients.

The hon. Minister further stated that the hon. Member should be able to substantiate.

Hon. Members, I have perused the recordings. After having been requested by the hon. Deputy Speaker not to indulge in that kind of attack which cannot be substantiated, the hon. Ameer Meea stated the following, and I quote –

“Everything that I have said, go and check it in the report of the Director of Audit. Go and read it; you will see that what I said is the only truth. And you know what? Truth hurts!”

Hon. Members, I rule that the hon. Ameer Meea has not only imputed motives on Members of the Government but has also imputed motives on the Director of Audit who occupies a constitutional post.

As a Speaker, I cannot allow such serious imputations to go unchecked and I, therefore, invite the hon. Member to withdraw the above imputations...

(Interruptions)

Dr. Boolell: *Ki to pe dir mwa?* Can you withdraw that?

Mr Speaker: ... and to present...

(Interruptions)

Dr. Boolell: I heard the Prime Minister saying *bachiar*a ...

An hon. Member: *Ey ale do!*

An hon. Member: Shame!

(Interruptions)

Mr Speaker: I am asking you to withdraw from the Chamber. I am asking you!

Ms J. Bérenger: Shame!

Dr. Boolell: *Akoz li dir bachiar*a...

Mr Speaker: I am asking you to withdraw you from the Chamber instantly!

An hon. Member: *Deor! Deor!*

Mr Speaker: Instantly withdraw from the Chamber!

(Interruptions)

And I am naming for the gesticulation you made. I am naming you.

Hon. Members: Shame! Shame!

Mr Speaker: I take it anew. As a Speaker I cannot allow such serious imputations to go unchecked and I, therefore, invite the hon. Member to withdraw the above imputations and to present his apologies to this august Assembly.

I warn the hon. Member that I am not entertaining any discussion, any negotiation or anything. It is: ‘withdraw’ and ‘apologise’ full stop, or else, otherwise, I will leave the matter in the hands of the House to decide what to do.

Mr Ameer Meea: I withdraw and apologise.

Mr Speaker: Thank you very much.

MOTION

SUSPENSION OF S. O. 10(2)

The Prime Minister: Mr Speaker, Sir, I beg to move that all the business on today’s Order Paper be exempted from the provisions of paragraph (2) of Standing Order 10.

The Deputy Prime Minister seconded.

Question put and agreed to.

PUBLIC BILL

Second Reading

THE APPROPRIATION (2024-2025) BILL

(No. IV of 2024)

Order read for resuming adjourned debate on the Second Reading of the Appropriation (2024-2025) Bill (No. IV of 2024).

Question again proposed.

Mr Speaker: Hon. Vice Prime Minister! Hon. Dr. Husnoo!

(4.36 p. m.)

The Vice-Prime Minister, Minister of Local Government and Disaster Risk Management (Dr. A. Husnoo): Mr Speaker, Sir, thank you for giving me the floor in order to express myself on the fifth and final budget of the present mandate of this government. It is a moment of great pride for all my colleagues and myself to have been able to fulfill the promises and commitments made to the citizens of this country five years ago.

First, I would like to extend my heartfelt thanks to the Prime Minister for his bold decision over the past five years. In one of the most challenging periods of this generation, which has been marred by the COVID-19 pandemic, wars at the international level and the devastating impacts of climate change on the environment, food security and other resources in the country. I would also like to congratulate the hon. Minister of Finance, Economic Planning and Development who showed immense courage and foresight to present a budget with focus on social progress across all the age groups and social strata.

The theme of the budget 2024 -2025 is: “Tomorrow is ours.” Thus, showing the continuous commitment of this government to secure a stable future for the people of this country, be it in terms of social measures or incentives taken to promote economic development in this country.

Governments around the world have faced unprecedented crises during the pandemic, which caused economic and social upheaval. Yet, this Government has been very successful in preserving the social and economic stability in the country while giving assistance to all its citizens.

Mr Speaker, Sir, yesterday listening to the hon. Member from Constituency No. 3, I was surprised he came here yesterday and said that the Government is not doing this or that for some sectors of the economy, but what surprised me? This same gentleman who was pretending to be fighting for the causes of the different sectors of the population, yet when the government came to increase the old age pension, they considered it as an electoral bribe. He was fighting so much for the people in different sectors but when it came to the old people; when the government increased their pension, it was supposed to be an electoral bribe. They went even to the Privy Council where the case was thrown out, Mr Speaker, Sir. That is why I was flabbergasted by this hypocritical attitude.

Another thing struck me yesterday in his speech when he was talking. All the Members have noticed in this House, sometimes during their speeches, either they would speak about the constituency, some of them would say nothing has been done, and others would say that a lot of measures have been taken, a lot of projects have been done in their constituency. But what surprised me is that this hon. Member did not talk about his Constituency No. 3. The only thing he mentioned was about the new delimitation of the constituency and that he was elected three times in the constituency. Well, I am very glad he was elected three times but my question is: you are elected for what? What have you done in the last 15 years? In your first mandate, what project have you done? Nil! In your second mandate, what have you done for Constituency No. 3? *Zéro!* In your third mandate, what have you done? In your third mandate, what have you done for constituency No. 3? *Zéro!*

You are proud that you have been elected three times but you have done nothing for the constituency, not even one project in 15 years? Not even getting *1 lampoul alime dan 1 kolon*.

(Interruptions)

Not even *met 1 blok!* Is that what you are proud of? I am surprised, Mr Speaker, Sir, these people are so proud at being elected, elected to do what? Do nothing!

Mr Teeluck: *Négatif!*

(Interruptions)

Dr. Husnoo: *Exactement!*

Mr Speaker, Sir, when I look at the history of his party; his party has been here since 1969, nearly 55 years. For 15 years they had been in government and for 40 years they have been in the political wilderness – *dan karo kan kuma dire en kreol!* I mean that shows what the population thinks about them, and it has been confirmed by that hon. Member because when they are elected, they can't do anything for the population, Mr Speaker, Sir. That's one!

Secondly, another member from Constituency No.16, asked what had I done when I was the Minister of Health in her speech? Yesterday the hon. Dr. Jagutpal answered her eloquently

and gave her all the statistics, all the projects, and all the work that was done in the last 10 years that we have been here. But I would like to say a few things.

When I was the Minister of Health in 2017, many of our health institutions were in a deplorable state; it was discussed at government level and the government and the Prime Minister decided that we had to do something about the deplorable state of our hospitals. Then, I started working at the Flacq Hospital. We tried to build a hospital which is the first of its kind in Mauritius; it is a teaching hospital. This teaching hospital is not just bricks and mortar, Mr Speaker, Sir. It tried to raise the standard of medical care in that particular district. That is why we worked on it and that is why I started this project – to improve the quality of medical care in the country. And according to this member, I have not done anything. That is one.

Secondly, the New Cancer Centre, who started that? Again when I was the Minister of Health, when I visited Candos Hospital, you could see people coming to the hospital early in the morning during the cold winter for their chemotherapy and radiotherapy. There were no proper facilities to welcome them. Sometimes the equipment were broken, and these people who suffered from cancer had to go back home instead of having their radiotherapies treatment. That's why with the agreement of the Prime Minister, I started working on the New Cancer Centre and recently, about a month ago, the Prime Minister inaugurated the New Cancer Centre. I am proud to say when I was working in the Ministry of Health, I went to Delhi once. I went to visit a cancer centre in Delhi to see what we can do in Mauritius. When I was in Geneva for the WHO Conference, I talked to the International Atomic Energy Agency (IAEA) to see how they could help us because we had to put a lot of sophisticated equipment in this cancer centre. As we did not have the expertise, for that I asked for their help and they were ready to help and they helped us with this New Cancer Centre. I am proud this cancer centre has started. It was inaugurated, like I have said, about two months ago and the patients are getting their proper treatment.

And in this hospital, I will say it again, when the patients were suffering at Candos Hospital, the equipment were broken, they had to go back and they could not get their radiotherapy. So, to make sure this does not happen I made sure that we have 2 linear accelerators in this New Cancer Centre because I do not want when the patients come, one is under maintenance or for some reason, the apparatus is not working. I want to make sure when

the patients suffering from cancer come to the hospital, we make sure they are going to get the therapy, Mr Speaker, Sir. That's what I did, Mr Speaker, Sir. Somebody asked what I did, that's what I did, secondly!

Thirdly, the old ENT hospital was an old wooden building with a leaking roof and when it rains, especially in Vacoas, the patients have to move away from their beds sometimes. So what I did again as the Minister of Health at that time, I started working on the hospital. And within two years, we opened the New ENT hospital and we know how it helped the population during COVID-19 pandemic. Not only that, but recently now, it has been mentioned that we are going to have the first Pediatric Intensive Care at ENT Hospital. I am proud of that because I contributed to that particular project.

Another project that I am going to mention is the New Eyes Hospital coming up at Réduit. Again, when I visited the hospital, we found that the facilities at the Moka Eyes Hospital need to be improved. So, we looked around, we found a space at Réduit Triangle, and we started the project there. And if the hon. member does not know it is just opposite the Financial Crime Commission (FCC) building and every morning when she comes to Port Louis, she looks at the building, she will be reminded that when Dr. Husnoo was the Minister of Health, he started this project.

Apart from these, Mr Speaker, Sir, I did a lot to improve the intensive neo-natal care service. In the north, there was a shortage of dialysis machines. I opened the Montagne Longue Hospital and set up a dialysis unit there to cater for the needs. And do you know what I am proud of as well? In Mauritius, we never had a place where we could give in-patient treatment to young people who have been taking drugs because you cannot mix young people with older people taking drugs. I am proud I did it at Montagne Longue Hospital; we have an in-patient unit catering just for juveniles who have been taking drugs so that we can help them to get out of this problem. And apart from these projects that I have been mentioning, there are a lot of CFCs, Area Health Centres, Mediclinics, all these have been done; a lot of projects have been done. I will just mention these because somebody asked me what I did when I was the Minister of Health.

Mr Speaker, Sir, sometimes ignorance is bliss. Yesterday, hon. Ramful was querying about why we are putting a Director-General in the Council. Mr Speaker, Sir, in a lot of District

Councils, earlier they never used to get enough funds to do the projects but now the government is giving them a lot of money, a lot of fund is being given to them; but as they cannot manage the funds, the projects are not starting on time. What do we do? Do I stay with these same people or we don't do anything or do I try to find a solution? If you can't deliver, we'll try to find other people who can deliver. That's the idea, Mr Speaker, Sir. That is why we did it. And these people will be on contract, by the way.

Next, they were saying that all the District Councils have got lighting lorries and that the District Council of Grand Port has got none. Why? Because the Government gives them in the COVID-19 Fund Rs96 m. They bought the lighting lorries and two tipper lorries, in 2020 and 2023. Once I had the new lorries, I gave them to those councils where their vehicles were more than 12 years old. What was I supposed to do? Give it back to Grand Port? *Soyez raisonnable !* It is not good to come here to blame. If you want to ask me, you can come and ask me why it is so. I would explain it to you.

Talking about the Grand Port District Council, recently, we had the Market Fair at Mahebourg. They were supposed to be looking after that. It was a project for Rs107 m. But what happened? They made a mess of it. We had to pay about Rs45 m. in damage. And now, I have to make...

(Interruptions)

Please, I did not disturb you when you spoke.

Mr Speaker: Hon. Ramful, please!

Dr. Husnoo: Now, we have to start this project which now is going to cost the Government about Rs175 m. because of their incompetence.

An hon. Member: Shame!

Dr. Husnoo: And now, the hon. Member come and tell me about this. If you have any question, you are welcome to meet me and then we can discuss it anytime.

Mr Speaker, Sir, for me, this Budget which has just been read by the Minister of Finance, it has been a long time since we had a budget like that. It is a budget which has been so successful in providing support to individuals from the moment he is born to his old age. Across his whole life cycle, that is, from birth, through childhood, adolescence, adult life, and old age.

Firstly, in order to encourage the expecting mothers to systematically follow the six mandatory antenatal check-ups during their pregnancy, Government will give them a grant of Rs3,000. Mr Speaker, Sir, this measure may appear to be a very simplistic one. It is a one-liner but, it shows the importance that this Government places on the safety of the mother and her unborn child. Improving maternity care is a key component of the health of women, and I would have hoped some of these people in the Opposition, who are criticising us, would appreciate that. We want the expecting mothers in this country to do their regular antenatal check-ups. It is important because if there is any medical problem during pregnancy such as diabetes, high blood pressure or any other condition, the obstetrician will detect it at an early stage and may intervene to prevent any harm being caused to the mother and the baby. That is why this antenatal care is very important, Mr Speaker, Sir. This early intervention during the pregnancy can make the difference between a healthy bouncing baby at birth or a very sick baby at birth. This simple measure, Mr Speaker, Sir, can improve the lives and the chance of survival of hundreds of babies, I will say; I measure my words as I speak, hundreds of babies every year in Mauritius just with this simple measure.

In the same vein, Mr Speaker, Sir, the Government has also announced that it will introduce the Maternity Allowance of Rs2,000 per month. We are starting from the third trimester. The Government is also increasing the maternity leave from 14 weeks to 16 weeks and the paternity leave from one week to four weeks. This increase in maternity and paternity leave will have a positive impact on the health and the well-being of individual family members. The early neonatal period is a very crucial period for both the parent, the mother specifically, and the baby, Mr Speaker, Sir. This paid parental leave will allow mothers to breastfeed their babies for a longer time, and as we all know, breast milk is the best milk for the baby. The prolonged maternity leave will also help to develop a strong bond between mother, father and baby as well, which is crucial for the development of the baby, Mr Speaker, Sir.

Mr Speaker, Sir, in the last Budget, last year, Government showed its commitment to the welfare and protection of children by introducing the monthly Child Allowance of Rs2,000 for children, from birth up to the age of 3 years. This year, we are reaffirming this commitment by increasing the Child Allowance to Rs2,500 per month.

I would like to highlight that this Government has taken other initiatives to provide support to each individual, from early childhood to adulthood. In this context, free primary education has been introduced since January 2024. In addition to this, Government is now introducing a School Allowance of Rs2,000 per month to all children aged 3 years up to 10 years. You would agree with me, Mr Speaker, Sir, for some families, this Rs2,000 per month means a lot. Maybe for some Members of the House, it does not mean a lot, but for some families, this Rs2,000 per month means a lot.

The Government does not stop here. An empowered and healthy youth is vital to a country as it represents the hopes for a better future. Government is fully committed to extending its support to this age group as well. Therefore, in the last Budget, we had introduced the Independence Scheme to provide a one-off grant of Rs20,000 to each citizen at the age of 18 years old.

This year, Government is extending its support to the youth by providing a free monthly data package to all citizens between the age of 18 and 25 to enable them to benefit from free internet. Moreover, they will also be eligible for a zero per cent loan at the DBM for purchase of IT equipment, Mr Speaker, Sir.

Mr Speaker, Sir, it is a sad reality that cases of cancer in children are increasing all around the world and this is so in Mauritius as well. Government acknowledges the pain, suffering and tribulations faced by these young patients and their families from the moment they are diagnosed with such an illness. Therefore, provision has been made for a specific budgetary measure on paediatric cancer care. In the last Budget, it was already announced that the Government will take care of children who have cancer up to the age of 18. This scheme is now being extended to youngsters till the age of 25.

I do not know whether I am wrong, Mr Speaker, Sir, but I have not seen many Members of the Opposition mention this measure. Is this measure not so important, to be able to help people who have cancer, especially a young person? For everybody, it is important, especially for a young person. Taking care of people who have cancer, isn't it important? But I am afraid I have not heard many people from the Opposition mention this.

Mr Speaker, Sir, I have already pointed out the various measures which have been introduced by the Government and which give assistance to an individual. I repeat again, from his birth till adulthood. However, we have not forgotten our elderly people who are the foundation of both our present and future. Therefore, the basic monthly retirement pension which was a mere Rs3,623 in 2014 is currently Rs13,500. And by the way, this is why they went to the Privy Council to object to this Rs13,500. Now, it will be increased to Rs14,000 as from 01 July 2024 and to Rs15,000 as from 01 January 2025. Moreover, the Ministry of Social Security has recruited a large number of medical practitioners who will be providing regular domiciliary medical visits to these elderly patients at home.

Mr Speaker, Sir, I would like to say a few words about my Ministry. I would now like to intervene with respect to the measures concerning my ministry. It is undeniable that Local Government plays a fundamental role in the country as it ensures the representation of people at different levels. As such, Municipal and District Councils are directly responsible for the provision of several essential public services such as street lighting, waste collection and community's infrastructure development. I know that once more the Government has entrusted Local Government Agencies the responsibility to improve the lives of citizens. Each local authority receives a grant-in-aid from the Government so as to cater for the expenses of the organisation. The grant-in-aid allocated to all 12 local authorities as a total budget has increased to Rs4.48 billion in the next financial year. Additionally, Rs5.3 m. will be provided to local authorities for Disaster Risk Management Programmes.

Mr Speaker, Sir, once more, the Government is coming up with innovative measures so as to improve community-based infrastructure in every corner of this country. Local authorities have been allocated a total budget of Rs1 billion in the next financial year to set up market fairs, multi-sport complex, multi-purpose complex, synthetic mini-soccer pitch, construction and

resurfacing of roads and drain projects. The passage of time and the impact of natural calamities make it necessary for local authorities to maintain the road infrastructure in the country. It is laudable that local authorities have been allocated funds to the tune of Rs199.5 m. The rehabilitation and resurfacing of several roads at Rivière du Rempart, Roches Brunes, 16eme Mille, Surinam, Goodlands and Roche Bois amongst others, which are presently in the implementation phase.

Mr Speaker, Sir, local authorities have obtained funds to undertake several minor and major infrastructural projects in the Financial Year 2023-2024. In this context, the new market fair and traffic centre at Goodlands in which the Government has invested Rs350 million, has been inaugurated in January 2024. In addition, there are several other major projects which are under construction, such as the Headquarters of the District Council of Savanne at Souillac to the tune of Rs69 m. and the new market fairs at Chemin Grenier and Pamplémousses at the cost of Rs125 m. and Rs138 m. respectively, which are all scheduled for completion in the coming months. Only a week ago, the Prime Minister inaugurated the Market Fair at Bel Air at a cost Rs154 m. A one-stop shop will be constructed at Montagne Blanche where various services will be provided under one roof, namely the sub-office of CEB, CWA, and Civil Status Division Head Office amongst others.

Furthermore, in view of promoting a healthy lifestyle for the citizens of this country, my Ministry has approved the construction of several multi-purpose complexes and health tracks around the island. This will enable the population to practice sports and recreational activities such as yoga and zumba. These sports amenities will be constructed at Guy Rozemont, Rivière du Rempart, Goodlands, Surinam and St Felix.

The local authorities have also been provided with additional funds for projects and their grant from the Indian Government. Some of the projects include mini-soccer pitch, upgrading of village hall, football grounds, construction of health tracks, sports amenities, amongst others. Most of these projects will be completed during this financial year, Mr Speaker, Sir. And the Government, as has been the case all the time, has been inputting a lot of emphasis on providing sport facilities for our youngsters because we know, giving them sport facilities is going to help them in many ways and eventually it is going to help them to keep in good health as well.

Moreover, after the Municipal Council of Quatre Bornes last year, it is now the turn of the Municipal City Council of Port Louis to embark on the installation of solar voltaic panels on its administrative block, thus going green and promoting the use of renewable energy. Other local authorities are being encouraged to follow the same path. In the same spirit, we are gradually replacing the traditional street lighting in all the regions by LED lighting. My Ministry has also acquired various types of vehicles and equipment for the modernisation of the fleet of vehicles of the local authority to the tune of Rs298 m., including specialised equipment like the 12 mentioned earlier, street lighting lorries, 21 compactor trucks, 24 tipper trucks of different capacities, 2 units of vacuum road sweeper trucks complete with accessories, and 2 units of trucks mounded with a combinational jetting vacuum unit of 6,000 litres for some local authorities and their deliveries are expected in the next 2 to 3 months.

My Ministry has also provided funds to the tune of Rs163 m. to all local authorities to purchase around 245,000 plastic household bins during the financial year. Most of the bins have already been distributed as announced in this budget; we will be initiating the waste segregation outsourcing in this financial year. This is a very significant milestone in our effort to achieve target 12.5 of the United Nations SDG 12, on responsible consumption in production, which requires the country to substantially reduce waste generation through prevention, reduction, recycling and re-use. The local authorities will be called upon to deploy appropriate bins as well as additional personnel and vehicles for the storage and collection of the segregated waste in an effective manner. We would therefore embark on the purchase of two other colours of household plastic bins: blue and brown, so as to be ready for the waste segregation project outsourced in 2026.

Mr Speaker, Sir, there is a waste transfer station at Roche Bois, in my constituency that has been operating there in the city of Roche Bois in the middle of the residential areas for the last nearly 50 years. It is high time that the transfer station be relocated, as it has now become a major source of environmental and health problems. This Government has identified an alternative site for the construction of a new transfer station. The Ministry of Environment is working on this project. It will take a bit of time, obviously maybe one year or two more, but I am confident that in the not-so-distant future, the inhabitants of Roche Bois will be able to live in a healthier environment.

Mr Speaker, Sir, in view of ensuring equality among all citizens in this country, we are going to harmonise the fees for all Building and Land Use Permits across all local authorities. In addition, the validity of BLUP for development work is being extended from 2 years to 3 years. Mr Speaker, Sir, we are almost halfway through 2024 and yet, we have already witnessed countries in all corners of the globe endure extreme weather events. From scorching heat waves to ferocious wildfires and devastating floods, the toll of climate change is all around us. Climate pollution from coal, oil and gas is supercharging our atmosphere and leading to more frequent and severe extreme weather events. Communities around the world are paying the price in terms of impact on health, lives and livelihood.

Unfortunately, Mauritius has not been spared from the impact of natural calamities. Being a small island state, the country is particularly vulnerable to the force of nature, as we have seen in January, the cyclone Belal and the heavy rain event in April 2024.

Mr Speaker, Sir, although we cannot prevent these natural calamities, we are fully committed to mitigating the devastating effects of such extreme weather events and ensuring the safety of our citizens. In the last five years, the National Emergency Operation Command has had to deal with around 100 cases of flooding of varying scales all around the country. Mr Speaker, Sir, with the impact of climate change, the Mauritius Meteorological Service aims to become more proactive, efficient and effective in the delivery of its services. One of the major projects earmarked for the MMS, firstly, is the construction of a new headquarter because there is such a shortage of space now, and with an increase in the number of staff, it is a bit difficult for them. The Mauritius Meteorological Service is reinforcing its manpower and upgrading its equipment in order to improve its predictive capabilities and service delivery.

Mr Speaker, Sir, according to the World Risk Report 2023, Mauritius is now ranked 106th out of 193 countries most vulnerable to climate disaster. We have improved our ranking as in 2014, Mauritius was at the 14th position, in 2021 we were at the 51st position and now, as I mention, we are at 106th position, Mr Speaker, Sir. We have improved our ranking but we still need to continue to improve and make a country as disaster-resilient as possible. The government is prioritising the development of an early warning system, strengthening institutional and community engagement, therefore preparedness at institutional and community levels remains central with simulation exercises for floods, landslides, tsunamis, amongst others.

In line with the International Disaster Risk Reduction Management and Good Practice, the National Disaster Risk Reduction Management Centre has been involved in the process of improving our existing early warning system for cyclones and heavy rainfall with a view to adapting to the dynamics of climate change and societal convenience. The introduction of the safety bulletin within our cyclone warning since 2023 has brought some institutional confidence in maintaining community safety. With the recent introduction of a safety bulletin within our cyclone warning system, guidelines and classification of emergencies and essential services have been prepared and nearing finalisation.

The ICT enhancement of the NEOC facility is ongoing, with continuous ICT investment for NEOC operations and high-speed internet, which will be of great help during emergencies and crisis management. Funds have been allocated in the Financial Year 2024-25 budget for continued and improved service delivery.

Mr Speaker, Sir, in line with the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction, phase 1 of the national project, National Multi-Hazards Emergency Alert System had gone live by the end of June 2022. We are presently working on the second phase of this project.

Mr Speaker, Sir, in the present context it is undeniable that landslide works are crucial to enhance resilience of communities against natural disasters. It enables safer living environment for present and future generations. This budget has made provision for funds to the tune of Rs178 m. for the completion of landslide protection works at different vulnerable places.

Mr Speaker, Sir, making Mauritius a cleaner and greener country continues to be a top priority of this government, as rightly pointed out by my colleague, the hon. Minister of Finance, Economic Planning and Development in his budget. Cleaning, greening and embellishment of our country is a critical and collective effort. Therefore, Rs6 m. have been provided for the cleaning and embellishment of public sites and Rs35 m. for the acquisition of modern equipment for cleaning, namely compactors and tipper lorries.

Mr Speaker, Sir, as we all know, effective and properly maintained drainage systems reduce the chance of flooding as a breeding ground for vector-borne diseases. As we know, we have suffered from leptospirosis and dengue this year and now, it is spreading across many different countries which were not affected by this type of diseases before and this is due to

global warming. So, we have to be prepared. More than 400 km of drains and watercourses were cleaned last year and around 50 drains were constructed and upgraded. In this budget, Rs1 m. are being provided for the cleaning and distilling of 500 km of drains and watercourses, especially in highly flood-prone areas.

Mr Speaker, Sir, with regard to Mauritius Fire and Rescue Service, from July 2023 to May 2024, it has made outstanding achievements by attending some 10,500 fire and rescue incidents with an average response time of nine minutes, inspecting some 6,600 premises, issuing about 4,700 fire certificates as well as undertaking around 425 public awareness campaigns on fire safety and emergency procedures. Furthermore, it has upgraded several of its equipment in order to improve the delivery of its services –

1. Firstly, a fleet management equipment system has been implemented at the Mauritius Fire and Rescue Service;
2. The main control room has been upgraded through the implementation of a Control Room Mobilisation Management System to the tune of Rs3.4 m;
3. Four portable PUBs of an amount Rs5 m. have been acquired so as to incrust the capability of the Mauritius Fire and Rescue Serve to deal with flooding incidents;
4. A new modern radio communiqué system to the tune of Rs4.5m. has been acquired;
5. Protective equipment costing Rs8 m. has been provided to firefighters;
6. Rs26.1 m. has been earmarked for the procurement of other specialised equipment including an aerial drone in case of disaster;
7. Furthermore, 3 major water tenders for an amount of Rs50 m. is expected to be delivered in October 2024, also
8. 5 fast response vehicles to the tune of Rs79 m. will be delivered in January 2025.

Mr Speaker, Sir, it should also be highlighted that consideration is being given for the setting up of the second fire post at South Island in Agaléga as well.

Mr Speaker, Sir, I will now elaborate on the community development project in my constituency. The project of Idriss Goomany Multi-Purpose Complex to the tune of Rs58 m. has already been completed. This facility will be of great help to the inhabitants of the region for the organisation of social, cultural and welfare activities. Several of the projects are currently being implemented. My Ministry through the Municipal City Council of Port-Louis will complete the construction of a modern state-of-the-art multi-sport complex at Plaine-Verte in about two months' time. This facility will cater for activities such as karate, tae kwon do, judoka, snooker, badminton, basketball, volleyball, weightlifting and other indoor games as well. Also, we will have a squash court and we will have facilities for archery as well. We want all our youngsters in this country to benefit from this type of facilities in their respective communities. There is also the construction of the Multi-Purpose Hall at Quartier Shell in Roche-Bois, including a mini soccer pitch, a *pétanque* court and a children's playground to the tune of Rs21 m. I am glad to announce that the contract for the Multi-Purpose Complex will be awarded by next week.

Another project to be implemented in my constituency is the upgrading and extension of the Gorah Issac Municipal Hall to the tune of Rs20 m. which is at the evaluation stage. Under the Indian Grant Assistance, there is the project construction of a multi-complex building at Renaissance La Route Nicolay to the tune of Rs38 m. The Municipal City Council of Port-Louis is in the process of implementing a one-stop shop at Renaissance Port-Louis where various services would be provided. The building will also comprise a multi-purpose hall on the first floor for the Elderly and the Women's Association, and the second floor will be used as a reception and wedding hall.

Next, I must also mention that we are going next week, next Friday, in fact, in a week's time to inaugurate the new Area Health Centre which has replaced the old Eastern Suburb Dispensary, Mr Speaker, Sir. And not forgetting, a second project, a second Area Health Centre at Roche-Bois. Unfortunately, there was some problem with the contractor and the project was stopped. But the project has been re-inserted in the recent budget. I hope that we will get a contractor soon and this project can be started as well.

Mr Speaker, Sir, as you can see, the government has placed its people at the centre of the socio-economic development and we will ensure that our country moves towards sustainable development along with being a sustainable disaster-resilient nation. This budget has been

welcomed by the population at large except for some people, obviously. The government is receiving positive feedback from across the island. I am sure that the population will appreciate that this government has been consistently working for their welfare and betterment since we came here in 2014. Thank you, Mr Speaker, Sir.

Mr Speaker: Hon. Members, I suspend the Sitting for 30 minutes.

At 5.23 p.m. the Sitting was suspended.

On resuming at 6.09 p.m. with Mr Speaker in Chair.

ANNOUNCEMENT

STANDING ORDER 39(1) – ERSKINE MAY – RULES OF DEBATE

Mr Speaker: Hon. Members, I have an announcement to make with regard to the rules of debate. I wish to draw the attention of hon. Members to Standing Order 39(1) which provides that a Member if called upon, shall address his or her observation to the Chair. Furthermore, this principle is observed in the House of Commons as highlighted in Erskine May, I quote –

“Members must address the Speaker and not direct their speeches solely to one part of the House or to any party of either side of the House”.

Hon. Members are invited to stand guided accordingly.

I thank you.

Now, I give the floor to hon. Seeruttun!

(6.09 p.m.)

The Minister of Agro-Industry and Food Security (Mr M. Seeruttun): Merci, M. le président. D’abord, je vous rassure que je vais suivre votre conseil et je vais respecter bien sûr les *Standing Orders* et les règles de la Chambre. M. le président, permettez-moi d’abord de féliciter mon collègue le ministre des Finances, l’honorable Dr. Renganaden Padayachy, qui est venu encore une fois devant la population avec un budget à visage humain et inclusif tout en

s'assurant que l'économie du pays continue sa croissance par rapport aux objectifs fixés par ce gouvernement.

Ce budget, M. le président, est le cinquième de l'honorable Dr. Padayachy et le dixième depuis 2015 présenté par le gouvernement dirigé par le MSM. On est resté tout au long de ces dix ans constant dans notre approche, c'est-à-dire créer la richesse et ensuite la redistribuer à la population. C'est cela, M. le président, la philosophie de ce gouvernement. Si certains appellent cette approche faire « la bouche *dou* », *so be it*. Étant un gouvernement à visage humain, nous ne sommes pas là que pour faire « la bouche *dou* » et surtout pas « la bouche amère » mais pour vraiment donner à la population un avenir certain, faire de bonnes choses, car avec un gouvernement dirigé par l'honorable Pravind Kumar Jugnauth, le pays est entre de bonnes mains.

M. le président, la grande majorité de la population de notre république, trouvant en notre Premier ministre un vrai bosseur, un homme de parole et proche de son people. M. le président, toutes les mesures annoncées et mises en place ces derniers 10 ans ont fait que l'écart entre les riches et les pauvres était réduit considérablement. La dignité des travailleurs a été rétablie. Les femmes se sentent plus en sécurité, le climat des affaires s'est beaucoup amélioré : Maurice est aujourd'hui le pays dans le top 13 du monde d'après le rapport de la Banque mondiale.

Le métro est une réalité. La transformation et la modernisation du pays se font à une vitesse grand V. Les sportifs sont mieux traités, des personnes avec un handicap ont aujourd'hui une place spéciale dans notre société. L'investissement direct étranger a atteint des chiffres record. La démocratie s'est renforcée d'après le rapport *Economist Intelligence Unit*. Le projet logement est sans précédent, aucun autre gouvernement n'a jamais osé prendre un tel défi, et comment oublier nos aînés. Ils n'auraient jamais pu imaginer qu'en dix ans leurs pensions auraient augmenté de R10,000. Et pourtant, M. le président, nous avons connu plusieurs crises à l'échelle mondiale, telles la crise sanitaire, la crise climatique qui d'ailleurs perdure, les conflits en Europe et au Moyen-Orient sont toujours d'actualité.

Jamais avant un gouvernement post-indépendance n'avait connu des périodes aussi complexes et difficiles que ce gouvernement a connues. Le monde et notre République étaient à

l'arrêt pendant la crise de la Covid-19 et ce n'est pas pour autant que ce gouvernement s'est arrêté de travailler pour faire avancer le pays. M. le président, notre bilan et le progrès réalisé par ce gouvernement démontre que notre république s'est démarquée de beaucoup de pays et ce n'est pas moi qui le dis, M. le président, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Banque mondiale, l'OCDE, le FMI, Mo Ibrahim, l'*Economist Intelligence Unit*, le Gafi et j'en passe.

Mais quand on écoute les membres de l'opposition. Ils contredisent ses institutions. Ses institutions, M. le président, sont bien sûr des institutions fiables et très respectées, et il nous donne raison dans la manière dont est géré le pays. M. le président, le cheval de bataille de cette opposition a été pendant ce débat la dette publique. Ils ont tous parlé de la dette comme si la dette était une plaie pour un pays. Nous avons tous bien souvent besoin de contracter une dette ou un prêt pour progresser dans la vie. On prend un prêt pour construire une maison, on prend un prêt pour acheter une voiture, on prend un prêt pour payer les études de nos enfants. Ce n'est pas un crime, M. le président, de s'endetter aussi longtemps qu'on a la capacité de rembourser la dette, et c'est pareil pour un pays, pour son développement, il a besoin de contracter des prêts.

M. le président, le *Fiscal Anchor* pré-Covid était fixé à 60 % pour le pays et l'objectif du pays était de se conformer à cette exigence, mais la pandémie de Covid-19 a tout chamboulé. Pas que pour Maurice, mais pour le monde entier, et c'est la raison pour laquelle, la dette publique de pratiquement tous les pays du monde a dépassé les limites fixées en temps normal. Ce n'est pas une surprise que pendant le pire moment de la crise de la Covid-19, la dette publique de notre pays a frôlé les 100 % et pourtant, me basant sur l'article 4 du rapport du FMI sorti récemment, la dette publique ne cesse de baisser par rapport au PIB qui était de 80. 2 % en 2023 et va passer à 74.6 % en 2024 comme estimé, et projeté de tomber à 71 % en 2025.

Si ce n'est pas une tendance à la baisse de notre dette publique, alors c'est quoi ? Permettez-moi, M. le président, de rappeler aux membres de l'opposition que la dette publique des plus grandes économies du monde est comme suit, et là, je cite les chiffres de fin 2023 –

- Japon, la dette publique est de 225 % ;
- Singapore – 168 % ;
- Italie – 144 % ;

- La moyenne pour les pays du G7 – 128 % ;
- Les États-Unis – 123 % ;
- La France – 110 % ;
- La Grande-Bretagne – 104 %, et
- Le Canada – 106 %.

Est-ce qu'on entend ce genre de rhétorique dans ces pays, M. le président ? Non, je ne crois pas. M. le président, le taux d'inflation est estimé à 4,9 % en 2024 et à 3,5 % dans les années à venir, encore une fois, c'est une tendance à la baisse. Le taux de chômage est actuellement de 6,3 %, le taux le plus faible depuis 27 ans. La croissance et la reprise économique post Covid-19 ont été spectaculaires d'après le FMI. Si ce n'est pas un certificat de compétence, je ne sais pas ce que c'est, M. le président. Nos réalisations, M. le président, comme dit l'anglais, *speaks volume*. M. le président, malheureusement, nos adversaires politiques ne voient que le danger, que des problèmes et veulent faire peur à la population avec des théories les plus pessimistes.

Eux aussi, ils ont été au gouvernement dans le passé et, si je dois comparer les 10 ans du gouvernement du Dr. Ramgoolam de 2005 à 2014 et ce que notre gouvernement a accompli en 10 ans, il n'y a pas photo. Dix ans, M. le président, 2005-2014 pendant le règne travailliste, qu'avons-nous pas vu, M. le président ? Un gouvernement sans cœur et sans pitié vis-à-vis des plus vulnérables ; et ils ont mis en avant la crise financière de 2008 pour prendre des plus faibles pour donner aux plus riches. Contrairement à nous et à notre gouvernement, malgré la pire des crises, nous avons soutenu tout le monde et surtout les plus faibles.

Comment oublier le traitement réservé aux planteurs de Jin Fei ? Comment oublier l'abolition des avantages fiscaux accordés aux petits planteurs ? Comment oublier l'abolition des subsides aux frais d'examen de la SC et de la HSC ? Comment oublier Betamax ? Comment oublier le *hedging* à Air Mauritius et la STC ? Comment oublier le fiasco de Ring Road et la route Terre Rouge-Verdun ? Comment oublier les *Ponzi Schemes* du groupe BAI, *Whitedot*, 'Madame Cabas Sunkai'. Comment oublier les universités marrons, comment oublier le *stimulus*

package donné à certain monsieur R.M, un autre J.S. ? Comment oublier le NRPT ? Comment oublier M. le président, l'abolition du tripartisme et comment oublier la taxe sur l'épargne ? Et comment oublier cette loi de travail où les droits des travailleurs ont été enlevés au profit du patronat et le fameux terme '*hire and fire*' ?

M. le président, la population n'est pas dupe. Elle saura prendre la bonne décision en temps et lieu. Hier, j'ai écouté avec attention l'honorable Aadil Ameer Meea et je note qu'il a parlé beaucoup du secteur du *global business* et je suis content qu'il vienne dire que c'est un secteur qui réalise de bonnes performances. Il a tout à fait raison, mais ce qui m'attriste, M. le président, c'est certain de cette opposition. Il n'y pas longtemps, quelques années de cela, ils étaient en train de critiquer ouvertement la stratégie du gouvernement de faire sortir Maurice de la liste grise du Gafi. Ils priaient nuit et jour pour qu'on ne sorte pas.

Mais le travail dur, j'ai toujours dit, donne des résultats et on a réalisé effectivement de bons résultats. Et aujourd'hui, c'est un secteur qui emploie beaucoup de jeunes diplômés et c'est un secteur qui devient de plus en plus important par rapport à notre contribution au PIB du pays. Donc, cesser de casser maintenant l'élan de ce gouvernement qui fait le bon travail. C'est la même chose que je peux dire par rapport à tous les autres secteurs et d'ailleurs, c'est la raison pour laquelle, dans le dernier rapport du FMI, mention est faite que Maurice est dans la bonne direction et ce qu'on a accompli pendant ces dernières années, est spectaculaire.

L'honorable Ameer Meea a aussi brossé un tableau sombre de l'État de divers fonds de pension qui sont déficitaires. M. le président, nommez-moi actuellement un fonds de pension dans le monde qui est en surplus. On sait très bien qu'un fonds de pension est censé prévoir de la pension à ses membres au moment normalement de la retraite. Et on sait aussi que la contribution est basée sur le salaire et quand les salaires augmentent, la somme à déboursier comme pension aussi doit augmenter. Mais par contre, si la contribution n'est pas ajustée, ça risque de causer un déficit. La raison pour laquelle il y a un exercice actuariel qui est fait régulièrement pour voir quel est le déficit et quelles sont les actions à prendre pour combler les déficits. Et chaque fonds, par rapport aux recommandations faites par l'actuaire, doit appliquer un plan d'action pour pouvoir combler le déficit. Donc, bien souvent, le comblage se fait sur plusieurs années. Donc, ce sont des choses auxquelles font face beaucoup de fonds de pension.

Alors, je dirais arrêter d'être des prophètes de malheur et je crois que ce pays mérite une meilleure opposition. Ça fait aujourd'hui, comme j'ai dit, 10 ans que ce gouvernement est en train de diriger ce pays. Il n'y a pas un jour, il n'y a pas un moment que cette opposition a trouvé quelque chose de bien qu'on a pu accomplir. Et, pourtant, tout le monde à Maurice comme ailleurs trouve qu'on a fait beaucoup d'avancées. D'ailleurs, aujourd'hui, Maurice est citée comme exemple par beaucoup d'institutions internationales. Je dis toujours : rien n'arrive sans le travail. Rien n'arrive sans ce qu'on appelle un 'gouvernement stable' ; rien n'arrive sans un leadership fort, et ce pays, aujourd'hui, a la chance d'avoir un leader fort, solide qui travaille, qui bosse et qui donne des résultats.

Passer son temps à faire des calculs comment gagner les élections, trouver des formules chaque année, changer d'alliés d'une année à l'autre. Ce n'est pas ce genre de parti politique qui va pouvoir inspirer confiance et assurer la stabilité d'un pays. Nous savons tous que pour attirer les investisseurs, pour faire vraiment décoller un pays, sans stabilité, rien n'est possible. Je le redis encore une fois : la chose la plus importante pour développer un pays reste la stabilité politique. Aujourd'hui, c'est ce gouvernement-là qui inspire ce genre de confiance. Moi, je n'ai aucun doute. Je le dis, la population n'est pas dupe, la population fera le bon choix au moment venu.

M. le président, laissez-moi parler maintenant de mon secteur, qui est le secteur agricole. Le secteur agricole, M. le président, est d'une importance capitale pour notre survie et, comme le dit l'anglais –

“Every meal we eat is a reminder of the hard work and the dedication of our farmer.”

En effet, tout ce que nous consommons provient de ce secteur et hommage à tous ceux qui sont actifs dans la production de leur nourriture. Malheureusement, ce secteur est depuis ces derniers temps confronté à plusieurs défis tels que –

- le vieillissement de la population agricole ;
- le manque de main-d'œuvre ;
- la hausse du coût de production pour des raisons hors de notre contrôle, dont des conflits en Europe ;
- un nombre grandissant de vols dans les champs.

En sus de cela, le secteur agricole est la proie du changement climatique. Ce phénomène est un facteur à ne pas négliger vu les dégâts considérables qu'il cause à la production agricole. Son accélération à travers des fortes précipitations, des inondations, des cyclones, la température élevée, la sécheresse, la salinisation de l'eau pluviale, jointe à la croissance de la population, constitue une menace pour notre production agricole et de ce fait à notre survie.

C'est pour cela, M. le président, que la sécurité alimentaire demeure une priorité absolue pour ce gouvernement. D'où la tenue d'une Assise de l'agriculture l'année dernière avec la participation de tous les partenaires concernés. Sur la base des recommandations de cette Assise, un plan stratégique pour le secteur des cultures vivrières incluant l'élevage pour les années 2024-2030 a été élaboré.

En effet, M. le président, ce plan stratégique est notre feuille de route pour l'amélioration agricole et la consolidation de notre sécurité alimentaire. Il faut le dire, M. le président, depuis que je suis à la tête de ce ministère, je ne cesse d'encourager les agriculteurs à –

- adopter de nouveaux modes de production qui sont *climate resilient*,
- avoir recours à des semences de qualité ayant un meilleur rendement,
- améliorer la pratique culturelle,
- aller vers des productions bio, et aussi une utilisation judicieuse des pesticides à nos cultures,
- éviter toute forme de gaspillage alimentaire,
- opter pour la transformation des produits agricoles,
- adopter de nouvelles technologies pour sécuriser la production, et surtout,
- aider le pays à réduire sa dépendance sur l'importation alimentaire qui nous coûte quelque R 5 milliards annuellement.

Et je note avec satisfaction, M. le président, que ce budget contient plusieurs mesures pour atténuer sinon remédier aux problèmes que je viens d'évoquer.

Suivant les mesures énoncées, M. le président, les agriculteurs pourront désormais bénéficier d'une aide allant jusqu'à R 500 000 pour un maximum de deux unités protégées pour les encourager à shifter de l'agriculture conventionnelle. C'est bon de noter, M. le président, que jusqu'à présent, la production de la culture sous abri est très encourageante. D'après les données disponibles, la production sous ce système est passée de 3 158 tonnes en 2019 à 11 227 tonnes en 2023. De même pour la superficie totale récoltée qui est passée de 32 hectares en 2019 à 99 hectares en 2023.

Et là, M. le président, je demanderai à l'honorable Foo Kune-Bacha qui, hier lors de son intervention, faisait une comparaison entre la production de 2014 et la production actuelle, et je vais demander qu'elle aille revoir sa copie, de vérifier ces chiffres et de ne pas dire des choses qui ne sont pas correctes. Moi, j'ai des chiffres officiels, la production agricole de toute la culture vivrière en 2014 était de 113 957 tonnes. En 2023, la production des cultures vivrières à Maurice est de 155 166 tonnes. Alors, si ce n'est pas une augmentation, c'est quoi, M. le président ? Alors vérifiez vos chiffres avant de venir dire des choses ici dans cette Chambre.

M. le président, avec cette mesure, d'octroyer jusqu'à R 500,000 à ceux qui veulent shifter sur des cultures protégées, nos agriculteurs pourront certainement pouvoir augmenter le volume de leur production pour satisfaire le marché local et en même temps se protéger des calamités ou force majeures.

Face à la hausse du prix des fertilisants, la subvention à hauteur de 50 % sur l'achat d'engrais qui a été annoncée sera un apport considérable pour les petits agriculteurs. Cette aide leur sera accordée par le *Small Farmers Welfare Fund*, pour un cycle de culture, pour un montant ne dépassant pas –

- R 7 500 par arpent en plein champ pour un maximum de 10 arpents, et
- de R 90/m² pour l'agriculture protégée pour un maximum de 1 500 m².

En sus de cela, la subvention de 75 % sur les prix de vente des semences de pommes de terre, d'oignons, de haricots, de carottes et d'ail a été maintenue. Cette subvention, M. le président, allègera définitivement le fardeau financier des agriculteurs et leur permettra ainsi d'acheter des semences de haute qualité en vue d'améliorer le rendement de leurs cultures. Je

peux vous informer qu'actuellement, 1200 tonnes de semences sont subventionnées par l'AMB dans le cadre de ce programme.

Toujours concernant l'AMB, M. le président, pour qu'il n'y ait pas de perte au niveau de la production locale, une somme de R 50 millions sera injectée pour la mise en place d'une chambre froide de 500 m³ au *National Wholesale Market* pour permettre la conservation des produits agricoles. Cette mesure, M. le président, permettra non seulement un meilleur stockage et une durée de conservation plus longue, mais aussi aidera les opérateurs à vendre des produits de qualité aux agro-processors et au public.

M. le président, après le passage du cyclone Belal, moi-même j'ai été au *Britannia Bio Farming Zone* pour voir l'état des infrastructures. C'était vraiment la désolation : les routes d'accès éventrées, les projets des cinq bénéficiaires à l'arrêt. J'en avais fait part au Grand Argentier lors des consultations pré-budgétaires et je constate avec énorme satisfaction qu'il a répondu positivement à mon appel, d'où sa décision de débloquer une enveloppe financière de R 10 millions pour la mise à nouveau des infrastructures essentielles.

Je tiens à rassurer tout le monde que cette somme sera bien utilisée pour –

- remettre l'accès dans un état praticable,
- aménager des drains pour une bonne évacuation de l'eau pluviale, et
- permettre aux jeunes agri-entrepreneurs de poursuivre leurs activités dans des meilleures conditions.

M. le président, l'apiculture est un autre secteur qui a d'énormes potentiels et mon rêve, c'est de voir notre pays devenir autosuffisant en miel, ce qui nous permettra de mettre fin à l'importation de miel. Dans un premier temps, nous visons une production de 30 tonnes de miel d'ici 2030, alors que la production annuelle actuellement est de 25 tonnes. Pour cela, nous poursuivons avec la mise en terre des plants mellifères afin de renforcer les trois sites existants à Bras d'Eau, La Ferme et Petit Sable et ainsi attirer plus d'abeilles lors de leur floraison et augmenter la production de miel. Nos efforts ne s'arrêtent pas là, car plusieurs autres facilités sont mises en œuvre pour soutenir la communauté des apiculteurs. Parmi, une subvention de R

500 par reine jusqu'à un maximum de 10 reines pour leur permettre de remplacer les reines improductives.

M. le président, lors d'une réunion que j'ai eue avec des apiculteurs le mois dernier, j'ai été mis au courant qu'ils font face à un problème aigu de vol de ruche. Pour les aider, une subvention de 50 %, d'un maximum de R 30 000, a été mise en place pour l'acquisition des caméras CCTV. Nous les encouragerons à avoir recours à des caméras CCTV à énergie solaire, ce qui cadre avec notre politique nationale de *green energy*. En sus de cela, M. le président, les apiculteurs auront droit à un *one-off grant* de R 200 000 pour la clôture de leur site. Avec toutes ces facilités, et étant donné que nous vivons à l'ère de la technologie, les apiculteurs pourront surveiller leurs sites en temps réel, grâce à leurs *smartphones*.

M. le président, le secteur du thé n'a pas été non plus oublié. Voilà un secteur qui était laissé à une mort lente par l'ancien gouvernement. Et c'est dommage que le leader de l'opposition, l'honorable Dr. Arvin Boolell, n'est pas là. Parce que, à l'époque, c'était lui, en tant que ministre de l'Agriculture, qui avait encouragé les planteurs de thé à abandonner leurs champs de thé, à enlever le thé pour aller planter la canne à sucre à Dubreuil, à La Flora, à Nouvelle France. C'était vraiment demandé à quelqu'un d'aller chercher de l'eau dans le désert, M. le président. Ils ont abandonné complètement le secteur du thé et les planteurs qui travaillent dans ce secteur.

Mais depuis notre arrivée, en effet, depuis 2018, le gouvernement accorde un soutien inébranlable aux planteurs de thé. Après leur avoir remis des équipements, des cisailles et des intrants, nous avons introduit le *Winter Allowance* à 75 sous le kilo en 2018. Ce montant avait été révisé à R 1.50 l'année ensuite avant même d'effectuer le deuxième paiement. Aujourd'hui, on est arrivé à R 4.50 le kilo, plus de 80 % d'augmentation pour le grand bien des planteurs qui sont au nombre d'un millier, M. le président. Ces planteurs de thé, que je rencontre dans ma circonscription et ailleurs assez régulièrement, ont bien accueilli cette annonce.

Et je dois dire que ce budget va encore plus loin lorsque je parle de cette mesure annoncée dans le budget où on vient donner l'opportunité à un planteur qui n'a qu'un seul arpent de pouvoir acheter un 2x4 hors taxe. Alors qu'avant cette annonce, il aurait dû avoir au minimum deux arpents pour pouvoir bénéficier de cette exemption. Aujourd'hui, l'appel de ces gens, de

ces planteurs qui ne détiennent qu'un arpent, auront aussi droit à pouvoir accéder à l'achat d'un 2x4 sans avoir à payer le *duty*. Donc, encore une fois, merci, Monsieur le ministre des Finances, pour avoir considéré cette requête de ces planteurs.

M. le président, l'autre secteur qui me tient aussi à cœur, c'est bien l'élevage. Depuis l'entrée en opération du *heifer farm/livestock zone/fodder zone* de Melrose et de la ferme de moutons à Salazie, il y a un intérêt grandissant pour développer davantage ce secteur en matière de sécurité alimentaire. Ce budget contient une série de mesures pour le progrès de ce secteur, dont le *Pasture Development Scheme*. Le gouvernement encourage aussi les éleveurs à se tourner vers l'importation d'animaux de nouvelle souche à des fins d'élevage.

M. le président, le secteur sucre qui est désormais connu comme le secteur cannier est bien parti pour réussir sa politique d'énergie renouvelable avec l'implémentation du *National Biomass Framework*. Mon ministère, à travers la *MCIA*, participe pleinement à la politique du gouvernement de produire 60 % de notre énergie à partir des sources renouvelables d'ici 2030.

Avec la mise en œuvre du *National Biomass Framework* l'an dernier, 286 GWh d'électricité ont été produits à partir de la canne à sucre. Pour cette année, nous prévoyons une production de quelques 344 GWh. Et une production d'environ 770 GWh en 2030 est réalisable, bien sûr, à condition qu'il y ait une superficie de 45 000 hectares de terres sous culture de la canne.

Pour permettre cela, M. le président, un éventail de mesures a été annoncé et qui comprend, entre autres –

- l'augmentation du revenu minimum garanti du sucre de R 27 500 à R 30 000 la tonne pour la récolte 2024 ;
- des facilités pour remettre les terres abandonnées sous culture de la canne et le renouvellement de plantations de canne pour un meilleur rendement à travers les *Cane Replantation* et *Cane Revolving Fund Schemes* respectivement. C'est bon de noter qu'environ 1 250 arpents sont prévus d'être replantés, tandis que quelques 7 000 arpents vont être renouvelés au cours de cette année financière ;

- une subvention à hauteur de 50 % pour l'achat d'engrais va aussi permettre d'alléger le coût de production des planteurs.

Et bien sûr, les planteurs cultivant moins de 100 ha de canne continueront à bénéficier du *Fertilisers Subsidy Scheme* afin de les aider à faire face à l'augmentation du prix des engrais. M. le président, un budget de R 125 millions est prévu sous cet item, au grand soulagement de quelques 7 000 planteurs.

Il y a aussi –

- une aide financière pour l'achat de système d'irrigation goutte-à-goutte ;
- et bien sûr, l'exemption de la prime auprès du *Sugar Insurance Fund* est maintenue ;
- tout comme l'exemption de la contribution à CESS pour les planteurs, et
- la formation des planteurs à l'agriculture biologique.

Ces mesures, je n'ai aucun doute, M. le président, vont définitivement encourager les producteurs à poursuivre leur activité dans ce secteur dans l'intérêt national.

M. le président, en ce qui concerne le manque de main d'œuvre dans le secteur agricole, c'est vraiment réconfortant de voir que des mesures nécessaires ont été annoncées pour accélérer le recrutement des travailleurs étrangers.

M. le président, de par nos initiatives socialistes, ce gouvernement démontre qu'il comprend la souffrance des autres et qu'il demeure un *caring government*. La preuve est que nous avons décidé d'abolir tout prêt contracté auprès de la *DBM* et qui n'a pas été remboursé depuis plus de 20 ans et jusqu'en juin 2025. Cette institution bancaire à vocation sociale a été demandée d'étendre son programme d'amnistie à ces emprunteurs pour leur apporter un ouf de soulagement.

M. le président, je ne peux pas conclure mon discours sans aborder la question des animaux qui font partie de notre vie et le travail que fait la *MSAW* en leur faveur.

Avant de poursuivre, laissez-moi vous rappeler, M. le président, que lors de son meeting fiasco à Port-Louis le 1^{er} mai, le Dr. Navin Ramgoolam, leader du PTr, avait débité des bêtises quand il avait déclaré que nous avions fait remplacer la *MSPCA (Mauritius Society for the Prevention of Cruelty to Animals)* par la *MSAW (Mauritius Society for Animal Welfare)*. Totalement faux, M. le président. Je crois qu'il a la mémoire très courte. Comme on dit, *perdi latet* en créole. Ce monsieur qui rêve de revenir à la tête de ce pays ne sait plus ce qu'il dit maintenant.

Laissez-moi lui rappeler que la loi pour le remplacement de la *MSPCA* par *MSAW* avait été faite en 2013 alors qu'il était lui-même Premier ministre.

An hon. Member: *Li'nn fini bliye !*

Mr Seeruttun: C'est pour vous dire qu'il ne se rend pas compte non plus que c'est bien son équipe qui était venue avec le *Catch and Kill* d'une manière barbare, alors que c'est nous qui pratiquons le *Catch, Neuter and Release*, ce qui est plus humain. Voilà, M. le président, des gens qui se permettent de dire n'importe quoi, n'importe où et n'importe quand.

M. le président, les chiens se retrouvent abandonnés dans la rue de par l'irresponsabilité de certains propriétaires, et ces quatre pattes deviennent non seulement une nuisance, mais également un danger pour la santé des humains, du public, des automobilistes, des cyclistes et des touristes. Rejetés, ces animaux souffrent énormément. Or, nous déployons des efforts considérables à travers la *MSAW* pour aider ces pauvres créatures.

Une vaste campagne de sensibilisation pour mieux traiter les animaux est en cours et cela découragera les abandons. De même qu'une campagne de stérilisation et d'adoption dans divers quartiers du pays. Depuis 2022, le nombre de chiens stérilisés par la *MSAW* se chiffre à 10 480. Et ce week-end même, la *MSAW* sera dans l'enceinte de Phoenix Mall. Donc, je saisi l'occasion pour inviter, lancer un appel à la population de profiter de cette occasion pour aller faire stériliser leurs chiens. Et pour faire mieux et aller encore plus vite, nous avons prévu l'achat de deux cliniques vétérinaires mobiles. Et aussi, le projet de doter le pays d'un centre de refuge pour chiens abandonnés au coût de R 35 millions se matérialisera. Et nous comptons le démarrer sur un site identifié dans la région de Plaine Magnien.

M. le président, pour conclure, ce budget est nettement en faveur de toutes les couches de la population. Absolument personne, n'a été laissé pour compte. Même pas ceux de l'opposition. Je peux vous dire une chose, M. le président, quand on se sent faible, on se remet à la violence verbale et physique et on a vu, je peux dire et on a aperçu comment lors du meeting du 1^{er} mai de l'opposition, il y a eu des insultes, il y a l'agression verbale et comment aussi on a vu quelqu'un qui faisait son travail, a été malmené et pour moi, ce sont les signes de faiblesse...

An hon. Member: La honte !

Mr Seeruttun : Donc, leur comportement ici aussi, dans cette Chambre, démontre un signe de faiblesse. Pour moi, ce gouvernement est sur la bonne voie. Nos travaux et nos réalisations témoignent aujourd'hui de l'effort de toute une équipe, une équipe soudée, une équipe qui va aller encore plus loin, et je n'ai aucun doute, moi, avec ce budget, avec les mesures annoncées, la population sera toujours de notre côté. Donc le pari est gagné, le peuple est avec nous aujourd'hui et demain.

Merci, M. le président.

Mr Speaker: I now call hon. Bérenger!

(6.55 p.m.)

Mr P. Bérenger (First Member for Stanley & Rose Hill): M. le président, un budget trompeur et dangereux, voilà ce qui est devant nous, un budget trompeur et dangereux. Trompeur parce que les mesures annoncées veulent faire croire qu'elles soulageront les misères quotidiennes de la population en mettant fin à l'inflation et à l'augmentation des prix. C'est une illusion, un mirage. En fait, à cause de la politique économique, monétaire et budgétaire de ce gouvernement et à cause de la dépréciation de la roupie, l'inflation et l'augmentation des prix vont continuer malheureusement de plus belle. La vérité est que ce gouvernement mise sur l'inflation pour sauver son budget alors que tout le monde sait que l'inflation est avant tout une taxe sur les pauvres, la pire des taxes sur les pauvres. L'inflation et l'augmentation des prix vont continuer de plus belle et tout ce qui aura été donné d'une main dans le budget sera repris 10 fois, 20 fois de l'autre main.

Alors que dans ce budget la priorité des priorités aurait dû avoir été le combat contre l'inflation et l'augmentation des prix, alors que c'était cela la priorité des priorités, le budget regarde ailleurs. Alors que dans ce budget et dans le but de combattre l'inflation et l'augmentation des prix, en vérité, la priorité des priorités c'était cela et dans ce but, à part un changement indispensable dans la politique économique, monétaire et budgétaire de ce gouvernement, ce gouvernement aurait dû baisser les prix du diesel et de l'essence, et pas seulement du *cooking gas* et les prix des médicaments. Quant à nous, nous renouvelons la garantie que la pension de vieillesse et les autres allocations sociales seront augmentées autant que possible et nous demandons que le gouvernement, après avoir tellement tardé à tenir sa promesse de porter la pension de vieillesse à R 13 500, la fasse passer à R 15 000 sans que les pensionnés aient cette fois à attendre juillet 2024 et janvier 2025.

Par ailleurs, la population aura déjà noté que plusieurs des mesures sociales présentées dans ce budget avaient été présentées par notre alliance le 1^{er} mai dernier, même si certaines ont été dénaturées. Un budget trompeur, mais aussi un budget dangereux : les chiffres officiels du *GDP growth*, de la dette, du déficit budgétaire et de l'inflation sont dangereusement plus manipulés que jamais pour cacher la vérité. En fait, alors que les devises étrangères manquent déjà cruellement sur le marché local, le risque d'une grave détérioration de la situation financière et économique est grand. Malheureusement, le *GDP growth* de 6,5 % en 2024 annoncé dans ce budget est une dangereuse exagération et manipulation et sera finalement de moins que 5 %. La dette a dépassé les 80 % du *GDP* à ce jour. Le déficit budgétaire, en incluant les *Special Funds*, comme le fait le FMI, a dépassé les 6 % du *GDP*. L'inflation dépassera les 6 % en 2024-2025.

Ce que ces chiffres démontrent bel et bien, c'est que leur risque d'une grave détérioration de la situation financière et économique est malheureusement grand dans les mois à venir. Et le fait inacceptable et intolérable est que l'évolution de la dette du pays hypothèque toujours davantage l'avenir même des jeunes de notre pays.

Un budget trompeur et dangereux mais aussi un budget qui n'apporte pas des solutions aux dangers et problèmes prioritaires du moment dans notre pays. Alors que le *climate change crisis* mondiale fait de plus en plus des ravages, ce qu'est dit dans le budget – dans ce budget concernant l'environnement et la sécurité alimentaire est dérisoire. Alors que les atteintes à

notre démocratie, la corruption, la drogue et le *breakdown du law and order* sont au temps d'urgence, ce qui est dit ou prévu dans ce budget est totalement inadéquat.

Le discours du budget ne contient par ailleurs rien de sérieux pour, entre autres, résoudre les problèmes suivants, entre autres –

- la crise dans l'éducation secondaire privée ;
- l'accord qu'on a négocié avec l'Inde concernant notre secteur *off-shore* ;
- la construction des drains du Rivière des Anguilles Dam ;
- la situation choquante dans le port, à l'aéroport et *Air Mauritius* ;
- la crise qui s'approche quant à la fourniture d'électricité dans le pays ;
- le pillage du thon dans l'océan Indien.

Sur tous ces problèmes, rien !

Je terminerai, M. le président, en posant la question de savoir si ce budget 'trompeur et dangereux' qui est devant nous, rapproche ou éloigne les prochaines élections générales ? On sait déjà qu'au terme de notre constitution, la loi suprême du pays, on sait déjà que le Parlement actuel *stands dissolved* – meurt de sa belle mort le 21 novembre 2024 et cela, rien ne peut rien y changer.

Par ailleurs, un constat s'impose d'après moi, et d'après tous ceux qui ont les yeux et les oreilles ouverts dans ce pays – un constat s'impose. Il n'y a pas eu de *feel-good factor*, bien au contraire, la « *bous dou* » a cédé la place bien rapidement à la déception, puis à l'amertume et enfin à l'inquiétude pour un avenir, toute chose prise en considération. Ce qu'on peut dire, sans risque de se tromper, c'est que le plus tôt les élections générales seront tenues, le mieux pour le pays et son économie. Merci.

Mr Speaker: I now call Hon. Balgobin!

(7.05 p.m.)

The Minister of Information Technology, Communication and Innovation (Mr D. Balgobin): M. le président, je me réjouis de prendre la parole aujourd'hui afin de saluer, à mon tour, un budget qui trace une feuille de route ambitieuse et réaliste pour tous les Mauriciens. C'est à juste titre que le ministre des Finances, de la planification économique et du développement, mon cher ami, l'honorable Dr. Renganaden Padayachy, notre cher *mame*, en a fait un véritable moment sans précédent, et qui en a laissé plus d'un bouche bée. Et cela se comprend, M. le président, car demain est à nous.

Ce budget est le fruit d'un effort sincère pour le bien-être de nos citoyens et une promesse concrète d'un avenir encore plus meilleur et plus prospère pour notre nation dans son ensemble. Les initiatives proposées dans ce budget illustrent la vision de notre Premier ministre, l'honorable Pravind Kumar Jugnauth et de l'action gouvernementale, d'une orientation stratégique qui place nos citoyens au cœur du développement économique et social.

C'est un budget pour le peuple. Les mesures annoncées par notre Grand Argentier – qu'il s'agisse d'améliorer l'accès à l'éducation, à un salaire décent, de protéger le pouvoir d'achat, de renforcer notre système de santé ou de soutenir les petites et moyennes entreprises ainsi que chaque individu de notre République – démontrent une détermination claire à bâtir une société davantage équitable et résiliente.

M. le président, c'était un moment frappant d'observer la réaction des membres de l'opposition alors que le discours budgétaire se déroulait. À chaque ligne et chaque mesure annoncée, leurs expressions devenaient plus préoccupées. C'est compréhensible, étant donné leur incapacité passée à répondre aux besoins de la population lors de leur mandat gouvernemental. Cela suggère, à mon avis, un manque d'idées et un véritable engagement, ou peut-être d'autres agendas qui ont pris le dessus. Alors que nous progressons avec ce budget, il est impératif de se rappeler que, de notre côté de la Chambre, notre devoir, avant tout, est de servir le peuple.

Mr Speaker, Sir, the leader of MMM, hon. Bérenger, who spoke before me, for the last decade has been using the same, similar and stale arguments. I said it in one of my budget speeches, I think it was back in 2021, and I say it again this year – the population has been listening to the same arguments from hon. Bérenger year in and year out. What did he say? Back then, a couple of years back, in 2009-10, *qu'est-ce qu'il avait dit ?* C'est du réchauffé.

- En 2010 – un budget *re-packing*, beaucoup de bla-bla-bla !
- En 2013 – budget *fizet*, frivole, fade.
- En 2014 – budget bluff.
- En 2015 – il poursuit sa débandade, terriblement décevant.
- En 2017 – un budget irresponsable et dangereux.

Aujourd’hui, il vient nous dire un budget trompeur et dangereux. Peut-être entre-temps, il a retrouvé ses notes de 2016. 2018 : rien de sérieux. 2019 : un budget décousus. M. le président, quoi répondre de plus à l’honorable P. Bérenger. Aujourd’hui, le public s’est lassé d’écouter ces mêmes arguments qui ne tiennent absolument pas la route. Des arguments qui sont justes pour le fait de critiquer. Sans doute, M. le président, cela s’est causé par une amertume profonde d’avoir été dans les rangs de l’opposition pendant des décennies et sans doute une amertume profonde, peut-être, de voir notre cher ami l’honorable Obeegadoo devenir un Acting Prime Minister.

M. le président, la vision de ce gouvernement est claire –

- protéger le pouvoir d'achat de nos citoyens ;
- construire une économie résiliente et une croissance durable ;
- garantir l'accès à des soins de santé et à une éducation de qualité ;
- d’investir davantage dans les énergies renouvelables ;
- créer un environnement propice à l’épanouissement des entreprises et à la création d'emplois ;
- offrir une chance égale à tous.

Chaque décision prise, chaque allocation de fonds est dans le meilleur intérêt de nos citoyens et 13 et ce budget reflète notre engagement envers ces priorités. Comme l'a dit Martin Rowinski, pionnier technologique américain et conférencier mondial, je cite –

« Le véritable leadership brille le plus fort dans les moments les plus sombres, où la résilience, la prise de décision et la communication efficace deviennent des phares d'espoir. »

La résilience, les décisions efficaces et les actions décisives de notre Premier ministre, sont les pierres angulaires du véritable *leadership* et c'est ce qui a été la devise qui a conduit l'équipe de ce côté de la Chambre. Nous avons vu la force de notre nation en temps d'adversité et nous sommes déterminés à en sortir encore plus forts. Nous reconnaissons les sacrifices faits par nos citoyens et le dévouement de nos *frontliners* pendant la pandémie de Covid. Leur résilience et leur engagement nous inspirent encore plus aujourd'hui et à tout faire pour continuer à revitaliser notre économie et façonner l'avenir de notre peuple pour le mieux.

C'est pourquoi ce gouvernement, M. le président, a travaillé encore plus dur et en moins de temps, surtout en pleine pandémie et deux *lockdown*, pour mettre en œuvre rapidement des mesures qui apportent un soulagement à tous nos citoyens pour des logements sociaux ; en passant par la priorité donnée au bien-être des enfants et aux soins de grossesse ; la fourniture d'allocations sociales jusqu'à l'amélioration de la pension de retraite de base ; le renforcement de la protection des consommateurs. Jusqu'à l'intensification de la lutte contre la drogue, la lutte contre la violence domestique, ce gouvernement a été proactif sur tous les fronts.

Notre engagement s'étend au bien-être animal et au soutien des contributions inestimables des ONG dans notre société. Nous avons également donné la priorité à des domaines critiques tels que les soins pédiatriques contre le cancer et les programmes de traitement à l'étranger. Plus important encore, nous avons pris des mesures concrètes pour soutenir les revenus des ménages, y compris l'augmentation de l'allocation CSG. Cette mesure bénéficie directement aux familles et aux individus, apportant un soutien nécessaire en ces temps difficiles.

M. le président, ce gouvernement reste résolu dans notre engagement à bâtir une nation plus forte. Nous mettons en œuvre des initiatives stratégiques pour construire une nation moderne et plus prospère. Contrairement à l'opposition, qui proposait des politiques fragmentées, des miettes, durant leur mandat. Nous, nous focalisons sur des solutions réalistes à long terme qui s'attaquent aux causes profondes de nos défis. Nous nous souvenons tous du Plan de Relance,

le fameux *Stimulus Package*, qui a vraiment bénéficié de ce programme, Monsieur le Président?
Les petits copains!

Ce contraste entre ce gouvernement et l'opposition est clair. Nous, nous faisons plus que ce que nous avons promis. M. le président, j'ai suivi l'intervention de l'honorable David cette semaine lors des débats sur le budget. Il a mentionné un rapport de la firme *Analysis*, intitulé « L'Étude sur la confiance des consommateurs mauriciens » et a affirmé que 64 % des Mauriciens pensent que le pays va dans la mauvaise direction. Il est évident de mauvaise foi et je vais vous dire pourquoi.

D'emblée, M. le président, je dois vous dire que je n'ai rien contre ce rapport, parce que nous vivons dans une démocratie où chacun a un droit à son opinion. Toutefois, il est important que le public sache que ce rapport que j'ai ici-là avec moi repose sur un échantillon, vous savez combien de personnes, M. le président? 500 personnes seulement. Donc, l'honorable David de nous dire que 64 % de la population pensent que le pays va dans la mauvaise direction et, quand vous lisez le rapport, l'échantillon de 500 personnes seulement. 500 personnes, M. le président, je me demande quelle est son opinion sur les 35,000 personnes qui étaient présentes à Vacoas le 01 mai. J'ose déduire que le parti de l'honorable David se voile la face.

Par ailleurs, M. le Président, l'honorable David a mentionné le manque de modernisation des services gouvernementaux, il a remis en question le *timing* du Plan Directeur de 5 ans pour le secteur des TIC, il a aussi critiqué nos efforts concernant l'intelligence artificielle.

Il cite par exemple, le Ghana, le Sénégal et l'Afrique du Sud. Mais ce qu'il ignore, c'est que les efforts de ce gouvernement ont permis à Maurice de se classer premier en Afrique en termes de préparation à l'IA (AI Readiness), selon le rapport de Oxford Insights sur la préparation des gouvernements à l'intelligence artificielle. Ce rapport, M. le Président, dit et je cite –

« Maurice mène la région avec un score de 53,27, suivie de l'Afrique du Sud, du Rwanda, du Sénégal... »

(Interruptions)

Mr Speaker: Hon. Juman! I heard you say something. Can you please withdraw that and apologise?

Mr Juman: I withdraw and apologise.

Mr Speaker: And this is the last warning.

Mr Juman: Yes!

Mr Speaker: You have no right to interrupt any orator. You have already spoken? Not yet or? You already made your speech! So, keep quiet now and listen!

Mr Balgobin: « ... du Sénégal et du Bénin dans le top cinq. La force de Maurice réside principalement dans le pilier gouvernemental. »

Et j'invite l'honorable David à aller lire le rapport d'*Oxford Insight* sur l'intelligence artificielle pour Maurice. Cette réalisation remarquable et cette reconnaissance témoignent de l'engagement du gouvernement envers l'IA.

Récemment, son leader parlait de la digitalisation des services et au sein de l'hémicycle, aucun orateur de l'opposition, jusqu'à présent, n'a fait mention du secteur des TIC, sauf quelques arguments, ici et là, mentionnés par l'honorable David. Et bien sûr, je vais prendre le plus grand plaisir de lui répondre, M. le Président.

Permettez-moi d'informer l'honorable membre que ce gouvernement a investi des efforts considérables. Si vous ne voulez pas dire la digitalisation, vous pouvez aussi dire la numérisation des services, notamment –

(Interruptions)

Mr Speaker: Hon. Mrs Koonjoo-Shah!

(Interruptions)

Just give me one second! You see how you disturbed me. How disturbing you are! Please continue! You see what you have done now.

(Interruptions)

Mr Balgobin: Donc je vais redire, la numérisation de ces services notamment –

- en promulguant une nouvelle loi moderne sur la cybersécurité et la cybercriminalité,
- en établissant une infrastructure informatique solide et sécurisée,
- en créant le *Mauritius Emerging Technologies Council* en 2021 pour promouvoir les technologies nouvelles et émergentes.

Ceci dit, nous avons élaboré une stratégie sur l'IA depuis 2018. Je crois que c'est exactement ce que nous appelons « semer pour récolter » ! Donc, les analyses de l'honorable David ne tiennent pas la route, tandis que moi, je m'appuie sur des faits concrets.

Quant à l'honorable Ramful, M. le président, il a vainement essayé de critiquer le thème de ce budget : 'Demain est à nous'. Oui, demain est à nous, parce que nous avons modernisé ce pays. Oui, demain est à nous, parce que le pays est également classé premier en Afrique en termes d'innovation par le *Global Innovation Index*. Oui, demain est à nous, parce que l'Indice mondial de cybersécurité de l'UIT (l'Union Internationale des Télécommunications) a placé Maurice en première position en Afrique depuis huit ans. Oui, M. le président, demain est à nous, parce que la nouvelle carte d'identité nationale lancée en février est conforme aux normes internationales, ce qui en fait la première en Afrique et parmi l'une des toutes premières au monde.

En 2013, ils avaient dépensé la somme astronomique de R 1,1 milliards avec des frais de maintenance de presque R 100 millions annuellement. Et dix ans après, quand normalement la carte devrait coûter plus cher, nous avons réalisé une carte plus moderne et innovante, qui a coûté trois fois moins. Un grand oui, M. le président, demain est à nous, parce que nous sommes un gouvernement avant-gardiste en introduisant le *Mobile ID* qui sera très prochainement lancé, et je suis sûr que mon ami l'honorable Shakeel Mohamed sera parmi les premiers utilisateurs. Oui, demain est à nous, parce que le pays est fibré à 100 pour cent. Oui, demain est à nous, parce que nous sommes parmi les rares pays en Afrique à avoir déployé la 5G à travers le pays. Oui,

M. le président, demain est à nous, parce que ce gouvernement compte plus d'une centaine de services disponibles en ligne et à travers des applications mobiles. Je parle de *MoKloud*, *MauRendezvous*, *Mausign* et tant d'autres.

Oui, M. le président, demain est à nous, parce que nous allons gagner les prochaines élections, et l'honorable Pravind Kumar Jugnauth sera encore une fois Premier ministre et, M. le président, comme disait mon cher ami l'honorable Maudhoo : « *Phir ek baar Pravind Sarkar* ».

Mr Speaker: You have to translate that! I did not understand what you said.

Mr Balgobin: J'avais déjà traduit, M. le président. Et l'honorable Pravind Jugnauth sera encore une fois Premier ministre dans notre pays.

And this is the truth. Yesterday, hon. Ameer Meea said that the truth hurts. Let me invite him to go and ask his alliance leader the truth. He spoke about the truth. The truth is: where do the Rs220 m. come from? The truth: go and ask your alliance leader Navin Ramgoolam, the truth of where do the 3 million dollars come from? And you talk about the truth. This is where the truth will hurt you!

Mr Speaker, Sir, the ICT sector remains a dynamic and resilient industry that leverages innovation and contributes to economic growth. The sector has consistently grown at an average annual rate of 4 % and registered a growth of 4.5% in 2023. In line with this, the budget provides enhanced incentives to boost the sector further, namely –

- Launch of a national 'A.I-for-ALL' campaign throughout the island. To encourage the ethical use of AI tools in schools, universities, businesses and the public at large.
- Training in Artificial Intelligence will be eligible for a 90% refund.
- Introduction of a virtual platform for ICT firms to showcase their services.
- Introduction of a 'Small Business Digital Champion Scheme' whereby small businesses can benefit from a refund of 25% on investment in new technologies and equipment.
- A 5-year blueprint for the digital sector.

- Most importantly, this Government is offering a free monthly data package for the youth aged between 18 to 25 years, which will concern some 88 thousand youth in the Republic.

I read that the Opposition announced that they will offer free internet for everyone. I wonder, Mr Speaker, Sir, if they have done any research, any calculation before announcing this. There is no country in the world, even high-income countries, that offers free internet for the whole population. There is a reason for that.

The other day, the hon. Leader of the Opposition was saying that we are squandering the funds of the welfare state. This measure, maybe they don't know, the other day, hon. Shakeel Mohamed announced on the radio: "we have done our calculation but I would not tell anybody, I will keep it for myself". Fair enough! Maybe the population doesn't know that on one side, they say that we are '*dilapider l'état providence*', on the other side, this measure; internet for all will cost a government more than Rs5.2 billion. Rs5.2 billion to a Government! I believe they have to get the act right. *Met impe lord dan zot dezord*.

Mr Speaker, Sir, over the past four years, my ministry has achieved crucial milestones, driving the successful and continuous digitalisation of our economy. Under the visionary leadership of our Prime Minister, we have established robust digital infrastructures, significantly enhancing connectivity across the nation. Initiatives such as numerous free wifi spots around the country. Digital Literacy Programmes and the expansion of e-government services have drastically improved technology access for our citizens. The Government ChatBot, which is powered by ChatGPT, was launched last year in June. The ChatBot, along with the humanoid MAIA, responds to enquiries which otherwise would have required a phone call or movement of the citizen to an office.

Our commitment to research and development as well as innovation initiatives is helping to position Mauritius as a regional technology hub. My ministry has implemented bold and innovative reforms to stay ahead of the curve in digital trends. We have given priority to the adoption of cutting-edge technologies, streamlined digital services, and enhanced cybersecurity measures to ensure our country remains competitive in the global digital economy.

Mr Speaker, Sir, who would ever think that one day, our small island, our beloved country in the Indian Ocean, would become a space faring nation by NASA? Who would ever think of it? And today, thanks to the efforts of the Government, we are one. The Mauritius Research and Innovation Council and the Indian Space Research Organisation (ISRO) are working in collaboration for the development of the India-Mauritius Joint Satellite (IMJS). This will be the second Mauritian satellite launched in space after MIR-SAT1.

Je sais, M. le président, qu'il y a beaucoup d'internautes qui nous regardent sur les réseaux sociaux, mais malheureusement, nous n'avons pas d'astronautes pour envoyer dans l'espace. Et j'en suis sûr que l'honorable Lobine et l'honorable Richard Duval n'en diront pas le contraire.

Mr Speaker, Sir, the newly established Mauritius Emerging Technologies Council (METC) has effectively pursued its mission of advancing emerging technologies in Mauritius. The Council has provided a strong platform for launching various initiatives and engaging with the private sector. In the very first year of its activity, the Mauritius Emerging Technologies Expo (METX) was organised and comprised of –

- a first-ever Artificial Intelligence Summit in Mauritius,
- an Industry Day which gathered key players of the ICT Sector, and
- an emerging technologies exhibition over 4 days to rouse the interest of our citizens in emerging technologies.

Now, the METC will work on the drafting of a national AI policy which will include the promotion and awareness of AI within key sectors of the economy, with a further vision of making Mauritius an AI hub in the region.

Mr Speaker, Sir, we have transformed the National Computer Board, which was created in 1988, into a new Mauritius Digital Promotion Agency (MDPA). The MDPA aims to ensure that technology is accessible to all. With this mandate, the new agency has devised a series of projects to target citizens of all ages. This year, the MDPA also plans to develop an online-based course in AI for the public and to improve ICT proficiency.

Mr Speaker, Sir, my Ministry has intensified efforts in cybersecurity. We are currently implementing the National Cybersecurity Strategy 2023-2026. The Computer Emergency Response Team (CERT-MU) is working towards strengthening our Security Operations Centre (SOC). Through the SOC, the threats of government networks and devices are monitored and appropriate actions are taken to resolve any incidents. The CERT-MU has become a SIM3 (Security Incident Management Maturity Model) certified team since May of this year and Mauritius is the first country again in Africa and in the southern hemisphere to be compliant with such a significant maturity model in the international arena. Mauritius is also playing an important role in building international collaboration with various stakeholders.

Mr Speaker, Sir, following its transition to my ministry, the Government Online Centre (GOC) has been proactive in delivering efficient and effective services to citizens, non-citizens, businesses, and government users alike. With its efforts to consolidate a highly available and resilient network and security infrastructure, the GOC, as the Data Centre of Government, will be geared towards ensuring optimal security, performance acceleration, and high-density capabilities. The Government is actively looking to extend its hosting activities to a Tier IV Data Centre within Mauritius.

Mr Speaker, Sir, in the Telecommunication Industry, Mauritius has been instrumental in driving the nation's digital transformation. Today, Mauritius is connected with 3 submarine cables (SAFE, METISS and LION). Mauritius Telecom has invested so that now we have another fourth submarine cable called T3 that links Mauritius to Durban. It has reinforced its international fibre submarine connectivity and this submarine cable has the latest fibre optic and low latency technology with a capacity of 18 Terabytes per second for each pair.

Today the T3 cable is already in service, thus providing added resiliency and redundancy on our international routes, and ensures access to a robust and redundant international network for seamless global connectivity.

Mr Speaker, Sir, the Mauritius Post Ltd is embarking on strategic initiatives to diversify its services and products, including e-Commerce and addressing the evolving needs of our society. It has embarked on a new initiative following the formulation and implementation of the

10-year restructuring strategy. Very soon, a Customer App will be launched to empower customers with greater control and convenience over their interactions with our services.

M. le président, permettez-moi de dire quelques mots concernant ma circonscription, Flacq/Bon Accueil. Mes collègues, l'honorable ministre Sudheer Maudhoo et l'honorable Vikash Nuckcheddy et moi-même, avons investi beaucoup d'efforts pour œuvrer en faveur du bien-être de notre circonscription et de ses habitants.

Nous avons consacré notre énergie de manière inlassable au développement et au progrès de notre région. Aujourd'hui, nos concitoyens peuvent légitimement affirmer qu'un progrès significatif a été réalisé à Flacq-Bon Accueil.

Les développements dans la circonscription, M. le président, ont été sans précédents grâce au budget du gouvernement. Nous avons construit des *mini soccer pitch* à travers la circonscription, notamment à Mare d'Australia, La Tapie, Grande Retraite, Petite Retraite, Laventure, Pont Blanc, Mare La Chaux, Saint Julien Village, Queen Victoria, Argy, et très prochainement, à Camp Ranou, Isidore Rose, Camp Garreau et Bon Accueil. Au total, 14 *Mini Soccer Pitch* à travers la circonscription.

Nous avons aussi concentré nos efforts sur la promotion du sport pour tous les âges. Tout récemment, nous avons inauguré le tout dernier MUGA à Flacq. Des salles de sports à Poste de Flacq, et très bientôt à Bon Accueil et Nehru Nagar. Un terrain de football sur une superficie de 2 arpents à Camp Marcellin, avec des gradins, des vestiaires, un gymnase ainsi qu'un *Sub-Hall*. Et l'honorable Quirin vient nous dire qu'il n'y pas de loisirs pour les citoyens.

Mr Maudhoo: ... *zue ek Navin !*

Mr Speaker: What is happening there? Please, walk out from here! Hon. Maudhoo!

Mr Balgobin: *Les li ekout sa bout la enn tigit!*

Un *Sub-Hall* flambant neuf a été construit à Queen Victoria. Des *Village Halls* modernes à Camp Ithier et Grande Retraite. Après Laventure, un incinérateur à Quatre Cocos et à Mare d'Australia.

De nouvelles routes construites de Palmar pour aller à Belle-Mare, par exemple. Et bientôt, La Porte pour aller à Providence, à Poste de Flacq. De nombreuses routes asphaltées. En passant, je salue mon cher ami, l'honorable Bobby Hurreeram pour ses efforts et les projets accomplis dans la circonscription. De nouveaux jardins d'enfants.

M. le président, la circonscription sera bientôt dotée d'une piscine moderne ; le projet est en phase de *consultancy*. Et là, je remercie le ministre des Finances pour ce projet. La liste est longue, M. le président, et j'en passe.

Il faut aussi ajouter que c'est avec une grande fierté que nous allons bientôt procéder à l'ouverture du nouvel hôpital de pointe à Flacq. Et là, je tiens à remercier le Gouvernement au nom des habitants de la circonscription pour avoir nommé cet hôpital le Sir Anerood Jugnauth Hospital afin de rendre hommage à un des plus grands tribuns et visionnaires que le pays a connu.

La liste des projets de développement à Flacq/Bon Accueil est immense, M. le président. *We walk the talk* et non-pas tel un ancien ministre de la circonscription, qui, à la veille des élections générales en 2014, avait posé la première pierre pour une piscine, et vous savez où ? Sur une falaise à Camp Garreau, il allait faire une piscine ! Il manquait de moyens afin d'embobiner les électeurs de la circonscription. Et ils osent dire que ce Gouvernement n'a rien fait pour le peuple ? Que les députés de la circonscription n'ont rien fait pour ses mandants ? Les développements effectués sont visibles et parlent d'eux-mêmes. Et comme dit le Premier ministre, paroles données, paroles sacrées.

M. le président, l'honorable Bhagwan dans son discours, avait dit qu'il allait faire campagne à Lallmatie. Il allait venir faire campagne à Lallmatie, *menmen* ! J'invite avec grand plaisir, l'honorable Bhagwan, non seulement à Lallmatie, mais dans toute la circonscription. Il a bien besoin de la faire. Parce que je dois rappeler à l'honorable Bhagwan qu'en 2019, leur candidat MMM sur 57 000 électeurs a récolté 3 356 seulement. Oui, il doit venir faire campagne dans la circonscription. Venez et vous allez voir comment les électeurs de la circonscription vont donner une raclée à leur alliance et surtout à leur soi-disant roi de l'Est, qui aujourd'hui n'a pas de royaume.

M. le président, je tiens à exprimer ma profonde gratitude à tous nos concitoyens de la circonscription Flacq/Bon Accueil pour leur confiance et leur soutien indéfectible. Je tiens aussi à les rassurer que nous serons toujours là pour les représenter avec dévouement et engagement, et poursuivre nos efforts en faveur du développement et du bien-être de notre circonscription.

Mr, Speaker, Sir, let me conclude, today, as we stand in this hallowed Chamber, we embrace the robust winds of debate, for it is the very essence of our democracy. On this side of the House, we firmly believe that criticism is not merely a right, but an indispensable part of our democratic discourse.

While we stand ready to engage in meaningful and constructive dialogue, we often find ourselves adrift in a sea of opposition rhetoric that, though occasionally spirited, lacks the constructive essence that elevates our governance.

Let us not forget, we are all bound by a common duty to the citizens of this great nation, who expect from us –

- not conflict, but cooperation;
- not battles, but bridges;
- not obstruction, but construction.

They look to us to lead, to guide, and to protect the sanctity of our shared values and aspirations.

Mr Speaker, Sir, with the visionary leadership of our Prime Minister, we are ready to focus even more on the future that we are shaping together with the people. Our focus will also remain on fostering unity and social cohesion, ensuring that every individual feels valued and included in our national journey. Together, we will continue to build a prosperous and resilient Mauritius, ensuring that no one is left behind.

Oui, M. le président, demain est à nous. Je vous remercie.

Mr Speaker: Hon. Members, I will suspend the sitting for one hour.

At 7.50 p.m., the Sitting was suspended.

On resuming at 8.55 p.m. with Mr Speaker in the Chair.

ANNOUNCEMENT

HON. DR. BOOLELL – NAMING

Mr Speaker: Hon. Members, please be seated!

Hon. Members, earlier this afternoon, the hon. Leader of the Opposition, Dr. Boolell willfully obstructed the proceedings of the House in a disorderly manner whilst I was addressing the House by way of an announcement.

I ordered Dr. the hon. Boolell to withdraw from the Chamber and while leaving, the hon. Member made an improper gesture towards the Chair.

Hon. Members, the conduct of Dr. the hon. Boolell is not only unbecoming but constitutes a breach of parliamentary decorum amounting to a grossly disorderly conduct following which I named him.

MOTIONS – S.O. 17(3) & S.O. 29(1)

The Deputy Prime Minister: Mr Speaker, Sir, in view of your decision to name Dr. the hon. Boolell, I beg under Standing Order 17(3) to take the time of the House for urgent business.

Mr Seeruttun seconded.

The motion was, on question put, agreed to.

The Deputy Prime Minister: Mr Speaker, Sir, having obtained your permission, I beg to move under Standing Order 29(1) to present a motion without notice.

Mr Seeruttun seconded.

The motion was, on question put, agreed to.

The Deputy Prime Minister: Mr Speaker, Sir, in view of your decision to name Dr. the hon. Boolell, I beg to move that Dr. the hon. Boolell, be suspended from the service of the Assembly for today's Sitting and the next two Sittings unless unreserved apologies are tendered to the House.

Mr Seeruttun seconded.

The motion was, on question put, agreed to.

Mr Speaker: I now give the floor to hon. Assirvaden!

(8.56 p.m.)

Mr P. Assirvaden (Second Member for La Caverne & Phoenix): M. le président, l'heure du bilan du gouvernement MSM a sonné. Avec ce budget 2024-2025, présenté par l'honorable ministre des Finances, il y a quelques jours, j'ai eu l'occasion d'écouter et d'observer les orateurs des deux côtés de la Chambre. Permettez-moi, M. le président, avant de toucher d'autres secteurs préconisés dans ce budget, de faire quelques commentaires sur la situation énergétique du pays.

Nous avons eu depuis 2014 à ce jour deux ministres de l'énergie, l'honorable Collendavelloo et l'honorable Joe Lesjongard, deux ministres pendant 10 ans. À l'arrivée du gouvernement MSM au pouvoir en 2014, le gouvernement MSM à la tête un Jugnauth, décide de complètement écraser, écrabouiller le Maurice île Durable mis en place par l'ancien Premier ministre, le Dr. Navin Ramgoolam, avec la présidence du professeur Joël de Rosnay. En ce temps-là, en 2015, nous au sein du Parti travailliste, on disait que les résultats dans 10 ans, dans 12 ans seront néfastes pour le pays. Nous sommes aujourd'hui en 2024. 10 ans après 2014, nous nous retrouvons avec un budget qui ne change rien depuis plus de cinq ans avec l'arrivée du ministre Lesjongard à la tête du ministère de l'Énergie.

Arrivée à la tête du ministre de l'Énergie, le ministre Lesjongard commence à démanteler tout ce que son prédécesseur l'honorable Collendavelloo avait entrepris pendant cinq ans, avec la création du *CEB Fibre Net*, du *CEB Facilities*, du *CEB Green*, avec l'investissement de R 1.2 milliards d'investissements dans ces trois subsidiaires du *CEB*. Aujourd'hui, en 2024, le ministre présente son budget 2024-2025 et ce qui est choquant, frappant, pour noter les oublis de ce qui a été dit par le gouvernement de l'honorable Pravind Jugnauth et le gouvernement de 2014 à 2019, les oublis de ce qui a été promis en grande pompe pour faire plaisir à la galerie. Notons cinq points, M. le président, qui ne se retrouvent pas dans ce budget de 2023-2024 et 2024-2025 –

- Le fameux projet de LNG, projet de barges annoncé en grande pompe par le ministre qui se retrouve dans le *Road Map* de 2023, publié en 2022. À ce jour, zéro !
- Le fameux *Solar Farm* de PV Farms de 14 MW annoncé en 2019 à la hauteur de R 1.2 milliards pour être mis à l'aéroport de Plaisance. À ce jour, zéro !
- *Le Waste-to-Energy Project* de 2019, je ne parle pas du KAS Energy, je parle du *Waste-to-Energy Project* annoncé par ce gouvernement depuis 2019, à ce jour zéro !
- *Le Wave Energy*, annoncé à travers des conférences de presse, des présentations *PowerPoint* pour montrer que le gouvernement MSM *prone the green energy*, à ce jour, zéro ! Ni dans le budget 2023-2024 ni dans le budget 2024-2025 ! Et le ministre, l'honorable Lesjongard, annonce dans le dernier budget un investissement de 54 milliards de roupies. Ça se trouve dans le budget, jusqu'ici, zéro !
- Le dernier en date parce que la liste est longue, le fameux *PV Solar* qui se trouve, qu'on a annoncé dans le budget de l'honorable Dr. Padayachy l'année dernière à la page 32 à l'item 186 (e), le *PV Solar* sur l'hôpital de la Jawaharlal Nehru à Rose-Belle, zéro !

Nous l'avons dit depuis plusieurs années : ce gouvernement annonce à l'étranger, le Premier ministre annonce à l'étranger que ce pays passera à 60 % d'énergie renouvelable en 2030.

Le ministre de l'Énergie annonce, il y a quelque temps de cela, qu'en 2025 nous allons être à 35 % d'énergie renouvelable. Je parle sur les faits, sur ce qui a été dit par le ministre de l'Énergie, par ce qui a été dit par le Premier ministre lui-même en matière de transition énergétique. Et aujourd'hui en 2024, on l'utilise depuis 3 ans - 4 ans, on nous a traité de démagogues, on nous a traité de prophètes des malheurs, on nous a traité de toutes sortes de noms pour dire que nous souhaitons que la transition ne se réussisse pas, au sein du Parti travailliste nous prévoyons les malheurs pour le pays et aujourd'hui en 2024, l'heure du bilan

sonne pour ce gouvernement avec ce budget, M. le président. Avec ce budget, l'heure du bilan ne sonne pas que pour le gouvernement. Aujourd'hui, l'heure du bilan sonne pour le gouvernement, pour l'opposition et pour tout le monde dans cet hémicycle, tout le monde qui est assis ici ! Tout le monde.

Et qu'est-ce qu'on a remarqué ? Les statistiques du ministère, le bureau des statistiques, 2 jours après la présentation du budget, M. le ministre des Finances, à travers vous, M. le président, 2 jours après la présentation du budget, *Statistics Mauritius* rend public – je suis content que l'honorable ministre Lesjongard parle après moi, sincèrement, pour du moins expliquer à la nation, expliquer à la population comment depuis cinq ans l'économie verte ne progresse pas, il ne reste pas au même point mais régresse. Les statistiques publiées à 2 jours par le *Mauritius Statistics Bureau*, que je cite ici, M. le président, démontrent que depuis 2019 à ce jour, l'énergie renouvelable a régressé de jour en jour, l'énergie renouvelable recule de jour en jour selon les chiffres du bureau de statistiques.

Et que disent ces chiffres ? Il est important de le dire.

- En 2018 nous sommes à 18.07 % dans la mixte énergétique pour l'énergie verte ;
- En 2019, le ministre Lesjongard après quelque temps est en poste, l'énergie verte est à 19.24 % ;
- En 2020 - 20.30 % ;
- En 2021 -19.23 % ;
- En 2022 -19.20 % ;
- En 2023 – 17.6 %, nous reculons de 2 points en termes d'énergie renouvelable.

Et ce gouvernement ose dire que ce pays va réussir sa transition énergétique avec ce résultat, en reculons !

(Interruptions)

Mr Speaker: Order! Order! You don't have the floor.

Mr Assirvaden: Le gouvernement ose dire que ce pays va réussir sa transition énergétique dans ce mix énergétique. C'est un échec total !

Nous sommes dans l'année des élections générales ; l'année prochaine, il y aura un gouvernement dépendant de ce que le peuple décide. Je ne suis pas de ceux, comme mon ami le ministre Toussaint, je ne suis pas de ceux qui auront la prétention de me déclarer élu avant les prochaines élections générales. Je n'ai pas cette prétention. Je n'ai pas cette prétention, mais quand j'ai écouté l'honorable Toussaint dire que les trois candidats de la circonscription no. 12 vont être déclarés élus, j'ai dit à mon ami l'honorable Ramful, c'est mieux qu'il se retire ! C'est mieux qu'il se retire, car l'honorable Toussaint s'est vue dans la peau du *Presiding Officer* annonçant les élections générales. Il se peut que vous soyez élu, l'honorable Toussaint, aux dires des dernières élections : il y a eu 36 candidats dans la circonscription no. 12. Je conçois que vous avez battu 30 de ces 36 candidats et que vous êtes sorti à la 6e place, très honorable pour vous, mais...

Mr Speaker: No listen! I don't know if you are an elected member or assuming you are an elected member – you are all elected members here and everyone has the same right. You don't have to say ranking, this ranking, that rank. No! This is disrespect to Parliament. Yes. It's true.

Mr Assirvaden: M. le président, il n'y a pas que le Parti travailliste qui préconise que nous allons droit vers le mur, dans le mur. Ce n'est pas que les membres de l'opposition, du MMM, de Nouveaux Démocrates ou du Parti travailliste qui le disent.

Voyons ce que dit l'expert Khalil Elahee en ce qui concerne le 17.6 % -lamentable chiffre de l'énergie renouvelable dans le mix énergétique. Monsieur Elahee, un expert qui n'est pas membre du Parti travailliste exprime ainsi une profonde inquiétude face à la situation actuelle. Il qualifie la baisse de la production d'énergie renouvelable, historique, soulignant qu'une telle situation n'a pas été observée depuis les années 80. C'est vraiment remarquable ce que fait le ministre de l'énergie en terme de performances.

M. le président, il n'y a pas malheureusement que ça. Ce gouvernement, je le dis encore une fois avec tristesse, ce gouvernement préconise le *phasing out* du charbon à partir de 2030. Je me suis posé la question et je l'ai posé ici au sein du Parlement à plusieurs reprises. Comment le

ministère de l'Énergie, le *CEB* va pouvoir s'organiser en ce qui concerne la demande en *base load* si ce gouvernement, comme il le dit, très louablement, qu'il faudra éliminer le charbon ? Bien sûr, je connais cette rhétorique, dire que quand le Parti travailliste était au pouvoir – on comprend, un peu de respect pour ceux qui nous écoutent !

Le charbon, la facture du charbon pour 2002 à ce jour est passée de 6 milliards de roupies à 7.3 milliards de roupies. Le pire, alors que nous avons décrié les contrats des *Independent Power Producers* pendant des années, M. le président, pendant des années, plus de 20 ans. Aujourd'hui, ce gouvernement en place, ce ministre de l'énergie, ce premier ministre qui programme *the phasing out* du charbon à l'étranger dans des *forums* renouvelle le contrat d'Alteo et de Terra, *the Power Purchase Agreement* pour brûler du charbon.

On est en 2024, l'année prochaine, c'est 2025. Ce que j'ai voulu vous démontrer, M. le président, c'est que la vérité des chiffres ne mente pas. L'échec est là, malheureusement, il est déjà trop tard. L'année prochaine, c'est 2025, ce gouvernement avait mis en place une politique énergétique pour arriver à 35 % en 2025, nous sommes aujourd'hui en 2024 à 17,6 %. J'aurais aimé sincèrement pour mon pays, j'aurais aimé que le ministre de l'Énergie, ici présent dans l'hémicycle, M. le président, nous démontre avec des projets en cours comment il va combler ce déficit de plus de 8 % pour arriver à 35 % l'année prochaine.

Quelle a été la politique du ministre de l'Énergie, du ministère de l'Énergie pendant les 2 ans. J'étais suspendu, M. le président, le jour du discours du budget. J'étais à la maison, j'ai pris le discours du budget de 2023-24 dans les mains et j'ai écouté sur le sofa la lecture du budget de l'honorable Dr. Padayachy, très bien lu avec un français parfait, avec des mots vraiment qui donnent du baume au cœur, et l'honorable Dr. Padayachy, vous avez, en ce qui concerne l'énergie, pour ne pas dire autre chose, copié mot pour mot ce que vous avez lu l'année dernière. Cette année, si le ministre parle à la page 35 à l'item 24 (f) de ce budget, des batteries. Tout d'un coup, notre transition énergétique, la solution pour notre transition énergétique, c'est la batterie.

La batterie va régler tous les problèmes des Mauriciens en termes de *peak* en demande, en termes de *base load*, en termes de fréquence sur le réseau. La batterie est devenue la solution idéale. De ce fait, le gouvernement investit R 700 millions à Amaury dans des batteries. Là, dans ce budget, c'est préconisé, je vois que 20 mégawatt de batterie à un endroit qui s'appelle

L'avenir ; moi, je sais que c'est deux fois 20 mégawatt de batterie, alors que les experts, tous les experts - je n'en suis pas un - vous disent que la batterie, l'utilité de la batterie, c'est de charger par un excès d'énergie par rapport à la demande en énergie renouvelable.

Mettons ça un peu plus clair pour la population. Vous rechargez une batterie avec de l'énergie renouvelable. Si vous rechargez une batterie avec du charbon brûlé, c'est vous brûlez du charbon. Les batteries installées par le ministère de l'Énergie - les faits sont tels - aujourd'hui ne restituent même pas d'énergie sur le réseau parce que ces batteries sont aujourd'hui chargées avec l'énergie produite à partir du fossile. Notre batterie aujourd'hui, M. le ministre, à travers vous, M. le président, les batteries installées fonctionnent en mode de contrôle sur la fréquence que ça, que pour la fréquence et les tensions. Les batteries installées à hauteur de R 700 millions à Amaury, R 1.2 milliards à L'avenir ne sont utilisées que pour les tensions sur les réseaux et les fréquences.

Si le ministre a des chiffres en sa possession, j'aurais bien aimé que le ministre nous dise combien d'heures d'énergie provenant des batteries ont été restituées sur le réseau. À ma connaissance, très peu, pour les R 700 millions investis et les R 1.5 milliards prévus. Le ministre a du temps pour demander à ses conseillers de lui dire. Venons-en au bus électrique, annoncé en grande pompe. Ce n'est pas la peine de prendre le temps de la Chambre pour lire à la page 34 de l'année dernière ce qui s'était dit. C'est l'heure du bilan, M. le président, c'est l'heure du bilan ! À l'item 195 pour les bus électriques, aujourd'hui, le ministre va pouvoir nous dire que le ministre du Transport n'est pas là.

Ils avaient préconisé 100 bus électriques pour les prochaines années. Combien de bus électriques nous avons sur nos routes ? Un bus. La CNT et le ministre avaient mis l'emphasis sur cette transition énergétique, parce que nous brûlons énormément dans le secteur du transport et aujourd'hui, la vérité éclate malheureusement au visage de ce gouvernement. Je ne dirais pas comme un orateur avant moi, quand j'ai lu ce que le ministre a dit, que le ministre des Finances a dit des bêtises, je ne dirais pas cela. Je dirais simplement que le ministre des Finances a simplement mis dans ce budget ce que son collègue et pourtant très proche de lui, M. le président, a voulu qu'on mette en termes de projet.

Il n'y a pas grand-chose à dire parce qu'il n'y a rien dans ce budget 2024-25 en ce qui concerne l'énergie renouvelable. Nous nous retrouverons non pas à la case départ, on se retrouve en arrière après 10 ans, 10 ans ! Parce que ce gouvernement, par la faute de ce gouvernement en voulant tout creuser de ce que le Parti travailliste, le Dr. Ramgoolam, en passant j'ai écouté différents orateurs et j'ai vérifié le *Hansard*, le Dr. Ramgoolam, M. le président, n'est pas membre de cet hémicycle, il n'est pas présent physiquement, son nom a été cité 87 fois. 87 fois son nom a été cité comme quoi....

Mr Speaker: You know this is politics.

Mr Assirvaden: No, this is politics.

An hon. Member: This is against Standing Orders.

Mr Speaker: No, this is not against. Let me remind hon. Members. I did not want to correct you, but let me remind you.

It is not unusual; it is permissible to refer to a former Minister, a former Member of Parliament, a former Prime Minister. This is common in parliamentary democracy across the Commonwealth.

If you don't know it, learn it!

Mr Assirvaden: M. le président, je serai bientôt à 60 ans. Je ne vais pas apprendre encore. Assez !

Mr Speaker: I know that.

Mr Assirvaden: C'est trop pour moi.

Mr Speaker: I can...

Mr Assirvaden: Je laisse ça pour les autres, M. le président.

Mr Speaker: I can see.

Mr Assirvaden: Merci pour vos conseils.

M. le président, j'ai écouté avec attention l'honorable ministre Seeruttun parler de ce que le Dr. Ramgoolam avait dit encore une fois le 1er mai, n'en déplaise à certains concernant le

MSAW. C'est étonnant et le peuple doit le savoir, un ministre de la République qui parle de ce qui concerne son ministère. Je dis un ministre de la République à plein temps, je ne parle pas d'un ministre le jour et notaire le soir. Non, je parle d'un ministre à plein temps de la République qui critique la position du Dr. Ramgoolam. On peut comprendre, mais ce ministre ici en fonction, payé de l'argent des publics, l'argent de la population, n'est pas au courant que le *MSAW* qui tombe sous sa responsabilité – je cherche le papier – l'oblige en tant que ministre à déposer depuis chaque année l'*audited report* de *MSAW*. Chaque année, il est obligé de le faire d'après la loi.

Depuis 2024 inclus, ce ministre n'est pas au courant, il fait la sourde oreille quand, en 2021, l'honorable Osman Mahomed le 11 mai 2021 pose la question à l'honorable ministre qui, malheureusement, n'est pas là. Il admet - ce ministre qui était là, peut-être pas lui, mais le *stag* était là. *The attention of the MSAW has been drawn on the matter, the annual report*. Le ministre répond –

“The Annual Report and audited account have not been laid on the table on the assembly since same have not been submitted by the Mauritius Society of Animal Welfare for my Ministry.”

Excusez mon anglais, si ce n'est pas de l'incompétence, c'est quoi ? Et ce ministre ose dans cette Chambre aujourd'hui critiquer l'ancien Premier ministre, alors que lui, il ne connaît même pas ce que la loi lui demande de faire en termes de ses droits comme ministre.

M. le président, malheureusement, je terminerai dessus en ce qui concerne le secteur énergétique. Malheureusement, l'échec nous attend. La politique énergétique du MSM, la transition énergétique du MSM, ne va pas être un échec, est un échec patent. Nous allons perdre 10 ans mais c'est la génération futur, les enfants de nos enfants qui souffriront de ce que ce gouvernement MSM depuis 2014 à ce jour a fait en termes de gaspillage, en termes de milliards de roupies dans les batteries, dans le *CEB* subsidiaire en ce qui concerne les déficits du fonds de pension du *CEB* à la hauteur de 2 milliards.

Mr Speaker: Address the Chairperson!

Mr Assirvaden: 2 milliards, M. le président ? 5 milliards, excusez-moi. 5 milliards ! Hier, j'ai écouté avec attention l'honorable Ameer Meea en disant ce qui m'intéresse surtout le

CEB, R 5 milliards de déficit dans le fonds pension pour les travailleurs de ce pays et les travailleurs qui dans quelque temps vont aller à la retraite. C'est un échec sur toute la ligne !

M. le président, ce n'est pas de gaieté de cœur que je le dis ; c'est un fait. La base de mes argumentaires, la base de mes arguments sont les chiffres du gouvernement. La base de mes arguments : *Mauritius Statistics Bureau*, pas quelques journalistes, pas quelques commentateurs, le *Mauritius Statistics Bureau* montre clairement que vous avez failli dans la politique énergétique de ce pays.

M. le président, il me reste encore un peu de temps. Venons-en aux mesures annoncées par le ministre des Finances concernant le coût de la vie, ce budget 2024/2025 titré : « Demain est à nous ». Le Mauricien qui nous écoute, M. le président, ce Mauricien qui est notre employeur, la population mauricienne est notre employeur, devient de plus en plus, de jour en jour, plus pauvre et va devenir de plus en plus pauvre, M. le ministre des Finances, dans les mois à venir. Ce budget, M. le ministre des Finances, est une occasion ratée, une occasion manquée.

Mr Speaker: Address the Chairperson!

Mr Assirvaden: M. le président, je m'explique. L'inflation selon les experts, encore une fois, je cite les experts, l'inflation cumulée de quatre ans est de 30 %, M. le président. Le dernier rapport de *Statistics Mauritius*, encore une fois, sorti il y a quelques jours, démontre, en ce qui concerne de 2019 à 2024, M. le ministre des Finances. Vous êtes en poste à partir de 2019.

Mr Speaker: If you are going to continue like that, I will walk out myself and I see to whom you will be addressing. You are addressing the Chairperson, this is in Standing Orders. Do not question Minister of Finance or Minister of Energy; if not, I will walk away. The Deputy Speaker is not even here. If you continue like this, I will walk away and you talk to yourself.

Mr Assirvaden: Non, restez, M. le président!

Mr Speaker: Be civilised!

(Interruptions)

Mr Assirvaden: Restez, M. le président. Je m'adresse à vous. Ne vous en faites pas! J'ai un travail à faire, M. le président. Je suis payé pour le faire. Coûte que coûte je vais le faire.

Mr Speaker: I want you to finish.

Mr Assirvaden: Coûte que coûte, je vais le faire. On est en fin de mandat. On est à deux mois des élections générales coûte que coûte. Pour l'année 2019-2024, en ce qui concerne la nourriture, la bouffe, la boisson pas alcoolique, *Statistics Mauritius* préconise qu'il y a eu une hausse de 57.4 %, M. le ministre des Finances. *Statistics Mauritius*, dans votre budget...

Mr Speaker: Again, I am walking out and you talk to yourself. Each time you should address the Chair. Address the Chair! Last warning! If not, I walk then you talk to yourself. You talk to yourself! I am giving you a chance.

(Interruptions)

Mr Assirvaden: M. le président, je m'adresse à vous. Malheureusement, c'est un moment de rire oui, mais l'heure est grave. Les Mauriciens vivent actuellement, M. le président, un cauchemar en entrant dans les supermarchés. Les familles mauriciennes vivent un cauchemar, un chemin de croix en visitant, M. le président, les supermarchés et ce budget ne préconise absolument rien pour les ménagères ; absolument rien contre l'inflation. Je vous donne deux exemples. Les médicaments dans les pharmacies, j'ai posé une question quelque temps de cela au ministre concernant les prix des médicaments qu'achètent nos retraités, M. le président, qu'achètent les diabétiques, M. le président, qu'achètent ceux qui sont malades.

(Interruptions)

Mr Speaker: Order!

Mr Assirvaden : 50 % de l'argent de leur pension : R 4 500-R 5 000, ils dépensent dans des pharmacies. La dépréciation de la roupie par ce ministre des Finances, M. le président, par ce gouvernement, rien dans ce budget. 46 % de dépréciation de la roupie de 2014 à 2024, 10 ans. C'est quoi la dépréciation de la roupie ? J'ai posé la question d'un économiste ce matin. La dépréciation de la roupie, c'est faire grimper les prix dans le supermarché et, M. le président, ils osent dire que sous un gouvernement Travailleiste, sous un gouvernement MMM, soit un gouvernement de l'alliance, rien ne changera. Non, nous avons pris l'engagement. Avec un nouveau gouvernement, c'est une roupie forte qui sera à l'agenda.

Je vous donne trois exemples de ce que vivent les Mauriciens, M. le président. Parlons le langage des Mauriciens. Le *corned mutton* qui est vendu dans les supermarchés – en 2014, M. le président, la boîte de *corned mutton* est sortie R 106 pour venir à R 210. C'est consommé par

tous les Mauriciens. Ils parlent du temps où le Dr. Ramgoolam donnait la pension à R 3500. Quand le Dr. Ramgoolam donnait la pension à R 3500, le piment était à R 800 la livre ? La calebasse était à R 180 l'unité ? Je l'ai vérifié à la foire. Quand le Dr. Ramgoolam donnait R 3500, M. le président, pas R 16 500 comme aujourd'hui, à la fin du mois il ne reste rien. Les R 3500 permettaient à certaines personnes d'économiser, de vivre.

Et vous parlez... La bonbonne de gaz, je n'avais pas noté la bonbonne de gaz puisque j'entends la bonbonne de gaz. La bonbonne de gaz était à R 330, ils ont ramené la bonbonne de gaz à R 240. Ensuite, ils ont ramené la bonbonne de gaz maintenant à combien ? R 190 ! R 50, M. le président, roupies ... par jour. Une bonbonne de gaz était utilisée par certaines familles pour deux mois peut-être, R 25 par mois et les R 500 que le ministre donne à ces pensionnaires et ça aussi, M. le président, pourquoi ? Je me pose la question, pourquoi attendre, M. le président, en janvier 2025 pour donner les R 1000 ? Donner les R 1000 à ces pauvres retraités maintenant.

Et, avec ce que nous voyons dans ce budget, M. le président, en parlant de salaire minimum de R 9000 à R 16 500, minimum revenu garanti de R 20 000. Les retraités R 500/R 1000 dans quelques jours. Dans quelques semaines, tout cela va s'évaporer parce qu'à cause de la dépréciation de la roupie, l'illusion va s'évaporer. La réalité, la dure réalité va refaire surface et j'ai entendu le ministre Maudhoo, il n'est plus là, il a été expulsé. Le ministre Maudhoo parlait de la population, une population 'heureuse' le mot qu'il a utilisé. Une population qui jubile. Une population qui est contente. Le ministre Maudhoo, j'ai entendu un autre honorable membre et l'honorable Balgobin parler de la certitude que le peuple est avec eux, que le peuple les suit, que le budget a été bien accueilli, le peuple est content. M. le président, si le peuple est content.

Mr Speaker: Try to conclude!

Mr Assirvaden: Si le peuple est content, pourquoi des couettes ? Pourquoi des micro-ondes ? Là, j'ai entendu dire, ils vont donner des shampoings. J'ai encore deux minutes. M. le président, les cinq ans, comme l'a si bien dit, qui va oublier en faisant un chapelet de ce que Navin Ramgoolam a fait en 2005 dans son gouvernement, qui va oublier, le ministre Maudhoo qu'il a dit, la vérité, quelqu'un d'autre la dit encore, la vérité. Mais quand saura-t-on la vérité sur l'affaire de Bet365 ? Ils ont parlé du coffre-fort. Quand saura-t-on la vérité sur le *Stag Party* ? Quand saura-t-on la vérité sur Angus Road ? Quand saura-t-on la vérité sur le Molnupiravir

scandale ? Quand saura-t-on la vérité sur un ministre qui est constructeur de clinique? Quand saura-t-on la vérité, M. le président, sur un ministre qui est le jour ministre et le soir notaire ? Quand saura-t-on la vérité ?

C'est cela que vous appelez la vérité, l'honorable membre ? C'est cela que vous appelez l'honorable membre, le peuple ne va pas oublier ? Bien sûr que le peuple ne va jamais oublier et je termine. Le peuple ne va pas oublier, M. le président, comment le ministre des Finances – à travers vous, le *Speaker*... Comment les R 159 milliards ont été partagés dans l'opacité. Comment *Air Mauritius* est en banqueroute. L'argent de la *National Pension Fund*...

Mr Speaker: Now...

Mr Assirvaden: Merci, M. le président. Le peuple va apprécier.

Mr Speaker: I will now give the floor to hon. Minister Lesjongard!

(9.37 p.m.)

The Minister of Energy and Public Utilities (Mr G. Lesjongard): Merci M. le président, merci de me donner l'occasion d'intervenir sur le....

(Interruptions)

Mr Speaker: Order! Hon. Shakeel Mohamed, hon. David, hon. Ms Anquetil! Order!

Mr Lesjongard: ... dernier *Appropriation Bill* de ce gouvernement.

M. le président, c'est un budget qui traduit encore une fois la vision du Premier ministre et de ce gouvernement d'apporter une meilleure justice sociale et un meilleur partage du gâteau national. C'est un budget pour toutes les composantes de la population, n'en déplaise aux membres de l'opposition, mais aussi à certains démagogues de l'opposition. Une chose est claire, M. le président, nous sommes constants dans notre politique sociale et économique.

Et depuis la prise du pouvoir du MSM et de ses alliés, les budgets présentés sous le *prime ministership* de l'honorable Pravind Jugnauth ou aussi de l'honorable le regretté Sir Anerood Jugnauth. Ces budgets ont toujours été marqués par une philosophie socialiste, et cela en dépit des situations chaotiques ou dramatiques comme la pandémie de Covid-19. De ce côté, M. le

président, nous avons maintenu notre conviction politique ancrée en un socialiste pragmatique. Une période de Covid très pénible que le monde entier a connue, mais qui, malheureusement, est volontairement oubliée par les membres de l'opposition. Je vais reprendre certains points soulevés par l'orateur avant moi, pas sur le secteur énergétique, c'est un peu pour plus tard, mais sur la situation en général dans le pays.

Imaginons que c'était le Parti travailliste qui était au pouvoir à cette époque. Imaginons aussi quelles mesures ils auraient prises pendant cette période. J'ai posé ces deux questions, M. le président, pour répondre aux rhétoriques politiques de l'opposition parlementaire sur les différents budgets présentés par ce gouvernement.

M. le président, face à cette adversité, où notre population vivait dans une inquiétude sanitaire, où chacun de nous, même nous, membres de ce Parlement, nous vivions dans la crainte d'être contaminé. Pour le dire, il y a un seul leader politique qui pouvait vraiment prendre les décisions qui s'imposent et c'est l'actuel Premier ministre, l'honorable Pravind Kumar Jugnauth.

M. le président, permettez-moi, juste après la présentation de ce budget, on a pris connaissance de la déclaration du leader du Parti travailliste sur ce budget. Il le qualifie de *marsan kalaminndas*. M. le président, le *marsan* de *kalaminndas*, il apporte toujours un sourire, de la joie aux les enfants. Et ce *marsan kalaminndas*, aujourd'hui, permet aux jeunes et aux enfants qui souffrent du cancer ou de maladies graves d'avoir accès aux soins médicaux gratuitement à l'étranger. Aux étudiants, qui prennent part aux examens de la SC ou de la HSC une seconde fois, de ne pas payer leurs *fees* d'examens. Ce *marsan kalaminndas* permet aux enfants qui vont à l'école, jusqu'à l'âge de 10 ans, d'avoir une subvention de R 2 000, M. le président. Ce *marsan* de *kalaminndas* *pa fi'nn rass manze dan labous zanfana malere pou rampli so coffre*.

M. le président, on connaît tous - je sais que beaucoup d'entre nous étions là à l'époque - la gestion politique et sociale du Parti travailliste sous l'ère de Ramgoolam. Moi, je me rappelle très bien, on avait un budget présenté par un ancien ministre des Finances qui avait parlé de *bumper crop* à un certain moment – *early harvest*. Et qu'est-ce qu'ils ont fait pendant ce *bumper crop*, M. le président ? *Zot fi'nn bwar disan dimounn mizer*, M. le président.

Par contre, de 2014 à 2024, sous le leadership de Sir Anerood Jugnauth et puis de Pravind Jugnauth, nous avons travaillé sans relâche pour toutes les composantes socio-économiques de la population, prônant une plus grande justice sociale.

Alors que sous le *prime ministership* du Dr. Navin Ramgoolam, c'était des mesures économiques pro-capitalistes. Qui ne se rappelle pas de ce *stimulus package* donné gracieusement, M. le président ? Et, malheureusement, nous constatons que cette alliance PTr/MMM va dans cette même direction quand on a écouté certains discours des membres de l'opposition.

Dr. Ramgoolam, quand il était ministre de ce pays, parlait de la démocratisation de l'économie. C'était quoi pour lui la démocratisation de l'économie ? C'était la baisse de la *corporate tax*, l'imposition de ce fameux *National Residential Property Tax*, l'enlèvement des subsides sur les frais d'examens du SC et du HSC, et la refonte du système de distribution de la nourriture dans les écoles, et j'en passe.

M. le président, il est vrai que ces arguments ont été rapportés dans le passé, mais, il est important de les redire pour démontrer qu'entre ces deux blocs politiques, notre vision pour le pays et pour l'avancement du peuple sont complètement à l'opposé.

Et, aujourd'hui, M. le président, je le redis, c'est ce même Navin Ramgoolam, cautionné par Paul Bérenger, qui se présente aujourd'hui comme le leader du changement. Nous savons tous, M. le président, Dr. Navin Ramgoolam n'a pas changé. Alors que l'honorable Paul Bérenger ne représente plus la vraie cause militante du MMM.

M. le président, après quatre ans et demi, c'est l'heure du bilan. Et je le dis, c'est avec un sentiment de grande satisfaction, et je vais expliquer pourquoi, que j'interviens cet après-midi.

Je dois d'abord féliciter mon collègue, le ministre des Finances, l'honorable Dr. Renganaden Padayachy, pour les cinq budgets présentés durant ce mandat. Il faut le reconnaître, tous ses budgets sont empreints d'une forte dose d'humanisme et de justice sociale. Il a été constant dans sa démarche en prônant un équilibre entre le social et le développement économique.

Nous devons, M. le président, rappeler que notre pays a connu au début de ce mandat les pires moments de son histoire depuis notre indépendance. L'économie était assiégée. Le secteur touristique était anéanti. Nous avons connu deux périodes de confinement et nous avons frôlé une crise sociale, M. le président.

Le peuple ne pouvait avoir accès aux denrées de base pendant plusieurs semaines. Il faut être honnête, M. le président, même au sein de la majorité gouvernementale, et je le dis, au commencement de la pandémie, nous n'avions pas de solutions ni de visibilité sur notre avenir. Malgré tous ces obstacles, on a su prendre certaines mesures au bon moment afin de venir en aide à des centaines de milliers de nos compatriotes.

En dépit du fait qu'il y avait de grands risques de contamination, et là, je salue les milliers d'employés, par exemple du secteur de la santé, de la force policière, des collectivités locales, du tourisme et d'autres secteurs, qui ont fait preuve pendant cette période d'un patriotisme exemplaire.

À l'autre extrême, M. le président, certaines personnes ont voulu durant cette période difficile de Covid renverser le pouvoir politique par la force. Qui ne se rappelle pas de ce slogan vulgaire et tristement célèbre '*BLD*', M. le président ?

Hon. Members: Shame!

Mr Lesjongard: Des manifestations financées par des forces occultes soutenues, M. le président, par des leaders des partis politiques de l'opposition parlementaire et extra parlementaire, masquées et avec une logistique coûtant même des millions de roupies. Et pendant cette période, ils voulaient prendre le pays en otage, M. le président.

L'histoire retiendra que deux anciens Premiers ministres, qui se prétendent patriotiques et qui connaissent pertinemment bien les contraintes pour diriger ce pays ainsi que toutes les difficultés d'être au pouvoir pendant cette pandémie, ont soutenu cette manifestation, alors que notre pays vivait une période d'état d'urgence sanitaire et de grande instabilité économique en raison du Covid.

M. le président, malgré tous ces obstacles, notre jeune ministre des Finances, soutenu par le Premier ministre, a su gérer l'économie et relever les secteurs qui étaient à genoux.

Des mesures courageuses ont été prises pendant cette période afin de soulager toute la population, mais aussi les entreprises durement affectées par les conséquences financières du Covid. M. le président, c'est pourquoi je l'ai dit au tout début, c'est avec beaucoup de fierté que j'interviens sur le dernier budget de ce gouvernement.

M. le président, permettez-moi de faire référence à une phrase prononcée le 21 mai 2014 –

« Je suis déçu, frustré et inquiet. »

Savez-vous qui a dit cette phrase ? M. Joël de Rosnay, conseiller du Premier ministre et pourquoi il dit cette phrase ? Il dit cette phrase quand on lui pose la question sur le secteur de l'énergie renouvelable sous l'ère travailliste. À une question de ce journaliste et je fais référence à cette question quand on lui pose : « les énergies vertes sont dans le rouge, êtes-vous inquiet ? » Sa réponse est : « oui, Maurice est une île bénie des dieux où toutes les formes d'énergies renouvelables coexistent ».

Malgré cette chance, le pays est en train de rater le tournant des énergies renouvelables. Il y a 10 ans, 27 % de l'électricité mauricienne étaient d'origine renouvelable, aujourd'hui, cette part est à 20 %, c'est-à-dire une baisse de 7 %, et cela, il dit, à cause des intérêts privés et à court terme. L'honorable Assirvaden a parlé de long en large sur le secteur énergétique. Je sais qu'il s'y connaît, mais quand même, je vais lui dire certaines choses. C'est un secteur dynamique, M. le président. S'il est vrai que les statistiques qu'il a mentionnées démontrent qu'il y a eu une baisse - oui, et je vais expliquer pourquoi il y a eu cette baisse et quelles sont les raisons ? Mais seulement, je dois prendre en considération certaines choses.

M. le président, malgré les lobbies et la démagogie politique, et aussi les arguments fallacieux, mensongers venant de certains membres de l'opposition, l'objectif d'atteindre les 60 % d'énergie renouvelable, l'élimination de l'utilisation du charbon et la réduction de nos émissions carbone seront une réalité d'ici 2030. Aucun gouvernement ne pourra reculer devant cet objectif, sinon l'améliorer. L'avenir de notre pays, notre environnement et notre économie en dépendent grandement. M. le président, dans ce budget, nous avançons dans l'ambition de faire

de l'industrie verte un pilier de notre économie, et je dois le dire, le secteur privé aujourd'hui collabore pleinement. Je vais, M. le président, faire quelques commentaires sur les interventions, premièrement, de l'honorable Paul Bérenger, l'honorable Assirvaden mais aussi de l'honorable Joanna Bérenger et aussi de l'honorable Osman Mahomed.

Les commentaires de la jeune députée, l'honorable Joanna Bérenger, sur le secteur énergétique sont erronés et je me pose des questions sur ses réelles motivations sur la question. M. le président, les arguments avancés par la députée m'interpellent étonnamment. Cette jeune députée qui veut faire croire qu'elle défend les causes écologiques n'a jamais dit un mot sur le projet CT Power. Elle fait des allégations sur le contrat alloué à une société Corex Solar. Mais c'est un contrat alloué après un exercice d'appel d'offre, mais elle ne dit pas un mot sur le contrat alloué sans appel d'offre à la société Sarako, coûtant des milliards de roupies au CEB. M. le président, elle a une mémoire sélective. Et je pense qu'elle est mal informée ou qu'elle fait intentionnellement mention d'informations inexactes. Je pense que ses whistle-blowers lui ont refilé des fausses informations, M. le président.

Je suis informé par le CEB que Corex Solar a déjà déposé un *lease agreement* qui a été fait devant un notaire. Il faut savoir aussi, M. le président, que Corex Solar a payé une pénalité de l'ordre de R 60.78 millions. *And I believe, Mr Speaker, Sir, that she is intentionnally misleading you and the Members of the House.* Et elle persiste et signe dans sa demande de vouloir relancer un nouvel d'offres pour une ferme solaire. La question qui s'ensuit, M. le président, pour qui roule l'honorable Joanna Bérenger ? J'avais soulevé un *point of order* lors d'une question parlementaire sur un possible conflit d'intérêts dans la prise de position de l'honorable Joanna Bérenger sur l'allocation d'un contrat d'énergie renouvelable. Jusqu'à présent, elle n'a fourni aucun éclaircissement sur le sujet.

M. le président, je ne vais pas entrer dans les détails sur les décisions prises par le gouvernement travailliste par rapport au contrat faramineux, comme je l'ai dit, qui a coûté des milliards de roupies, c'est-à-dire la ferme solaire de Sarako. Ce qu'il faut se rappeler, c'est que l'actuel député Travailliste, l'honorable Assirvaden, qui était président du Conseil d'administration du CEB, avait favorisé le projet CT Power, qui est une centrale qui n'allait brûler que du charbon. Et aujourd'hui, ce même député se fait grand défenseur de la cause des énergies renouvelables.

M. le président, j'ai écouté l'intervention de l'honorable Paul Bérenger. Aujourd'hui, il n'a pas parlé de *blackout*, mais par contre, il a dit que la crise qui approche dans le secteur énergétique n'est pas loin. Vous savez, M. le président, en ce qui concerne le secteur énergétique, ce gouvernement a déjà fait ses preuves. Vous vous rappelez, M. le président, l'épisode de Terragen qui avait arrêté ses opérations momentanément. Malgré cette situation compliquée, les employés du CEB avaient démontré leur savoir-faire et il n'y avait ni coupure, ni délestage pendant cette période. Et je dois aussi préciser que Terragen a ensuite respecté les clauses de son *Power Purchase Agreement* avec le CEB et cette compagnie a dû déboursé presque R 80 millions de pénalité.

M. le président, nous avons trois défis majeurs dans le secteur énergétique –

1. C'est répondre à la demande croissante en électricité ;
2. C'est améliorer notre efficacité énergétique et cela de 10 % en 2030 ;
3. C'est d'atteindre les 60 % d'énergie renouvelable et d'éliminer l'utilisation du charbon d'ici 2030.

Et tout cela en maintenant une fourniture d'électricité adéquate et de qualité à la population.

L'opposition oublie, l'honorable Assirvaden n'a fait aucune référence à cela. Il oublie la contribution de la bagasse dans notre production d'énergie renouvelable. J'avais évoqué ça l'année dernière et je reprends les mêmes arguments.

La production de l'électricité à partir de la bagasse est l'élément le plus important qui contribue le plus à notre production d'énergie renouvelable. En 2009, sous régime travailliste, la bagasse représentait 93 % de notre production d'énergie renouvelable. En 2009, sous ce même régime et où l'honorable Patrick Assirvaden était le *Chairperson* du CEB, on produisait zéro pour cent d'énergie solaire.

Au fil du temps, M. le président, les terres sous culture de la canne ont été en nette baisse et il y a une réduction de production d'énergie renouvelable à partir de la bagasse. Et de 2002 à 2022, c'est-à-dire sur une période de 20 ans, nous avons connu une baisse de 40 % de la production de l'électricité à partir de la bagasse. Ce qui a affecté, naturellement, la contribution

des énergies renouvelables annuellement. Et aujourd'hui, c'est un des défis du secteur énergétique.

M. le président, nous sommes venus de l'avant avec le National Biomass Framework qui définit un plan pour la consolidation du secteur de la canne à sucre, une meilleure production de la bagasse, du *cane trash* et du *woody biomass*.

Comme je l'affirmais plus tôt, M. le président, en 2009, nous étions à zéro mégawatt d'énergie solaire, en 2013, sous ce même régime, nous étions toujours à zéro mégawatt en énergies solaires. En 2023, nous sommes à 115.6 MW et en 2024, le CEB prévoit 178 MW de PV installés et en 2025 391 MW à partir de l'énergie solaire. Cela va nous permettre d'atteindre le 37 % en 2025 et notre feuille de route est claire à ce propos.

M. le président, les nouveaux projets doivent être concrétisés avec de l'énergie renouvelable. Je vais énumérer ces projets, nous avons un projet hybride solaire et batterie de 100 MW ; 4 fermes solaires de 10 MW chacune pour un total de 40 MW. Et tous ces projets ont déjà été alloués par le CEB. Nous avons aussi une ferme solaire flottante de 2 MW et je comprends que l'appel d'offre sera lancé bientôt.

Nous sommes réconfortés par la contribution des énergies renouvelables sur le réseau du CEB d'ici fin 2025 avec l'entrée en opération des installations photovoltaïques de 40 usines dans le pays pour un total de 106 MW sur le réseau du CEB. Et c'est pourquoi, M. le président, je le dis : en ce qui concerne la baisse qu'il y a eue, je ne pense pas qu'on doit s'alarmer. L'opposition se sert de ce chiffre pour faire croire que le secteur régresse, qu'il y a une baisse dans la production d'énergie à partir de la bagasse, mais à partir du solaire, il y a eu une nette augmentation pendant ces dernières années.

M. le président, nous avançons dans la bonne direction, naturellement avec le soleil qui nous illumine, et cela nous aide à augmenter notre capacité de production d'énergie renouvelable.

M. le président, la consommation d'énergie connaît une hausse d'environ 5 % chaque année. Du fait qu'il y a plus de constructions immobilières et une hausse du nombre d'opérateurs économiques. Je vous donne quelques chiffres de 2014 à ce jour –

- le nombre d'abonnés domestiques du CEB est passé de 396,335 à 468,900, une augmentation de 18 % ;
- le nombre d'abonnés commerciaux est passé de 40, 000 en 2014 à 47, 000. C'est qui équivaut à une augmentation de 17 % ;
- conséquemment, la production d'électricité est passée de 2549 GWh en 2014 à 3019 GWh en 2023, une hausse de plus de 18 %.

Nous nous adaptons à cette augmentation, M. le président.

M. le président, avant de commenter les projets en cours dans le secteur d'énergie renouvelable, je vais donner quelques détails sur l'*Integrated Electricity Plan* du CEB 2023-2032, un plan qui est échelonné sur une période de 10 ans et qui répond entre autres à la demande de la *base load*. Alors, sous ce plan, le CEB a proposé l'installation de *Renewable Energy Hybrid Facilities* – ferme solaire avec batterie pour une capacité de 130 MW. Ce qui permettra de répondre à la demande de cette *base load*. Ce plan recommande aussi, et c'est recommandé par les ingénieurs du CEB. Cela a été pris par l'honorable Assirvaden – un projet de 40 MW de batterie à être installé à l'avenir qui viendra stocker l'énergie solaire pour répondre au *peak demand*. Ce plan préconise aussi deux centrales de biomasse de 50 MW qui vont entrer en opération en 2026 et 2028, respectivement, et qui coïncideront avec la fin des contrats liant le CEBA à Terragen et à Omnicane.

Le CEB compte aussi procéder à l'installation de fermes solaires flottantes de l'ordre de 17 MW avec des batteries et cela va se concrétiser en 2026. Nous faisons aussi, ça a été approuvé par le gouvernement, une étude de faisabilité pour l'installation d'une ferme éolienne dans nos eaux maritimes dans le nord du pays. Et pour cela, nous travaillons en collaboration avec des organisations danoises.

Autre fait marquant, M. le président, dans le secteur énergétique, c'est la démocratisation dans ce secteur qui est aujourd'hui une réalité. Le *Home Solar Project* est un *success story*. Nous avons aujourd'hui presque 3000 familles qui sont connectées et produisent de l'énergie et injectent sur le réseau du CEB. Pendant la prochaine année financière, 3500 familles,

organisations non gouvernementales et organisations religieuses y compris, bénéficieront de cette facilité.

M. le président, un autre plan d'aide aux familles vulnérables est la mise en place de *Community Based Solar PV Scheme*, cité au paragraphe 204 dans le discours de mon collègue. Et sous ce plan, un mini ferme solaire sera installé afin de fournir aux familles éligibles 50 kilowatts d'heure d'électricité gratuitement chaque mois. Il y a aussi paragraphe 204 (d) et (e), selon lesquels les ménages qui ont les moyens auront la possibilité d'installer des panneaux solaires et de produire jusqu'à 15 kilowatt d'énergie. Ces ménages pourront aussi installer des batteries et donc conserver l'énergie produite et revendre l'excédent au CEB. Nous travaillons actuellement sur les modalités.

Dans ce secteur, je le dis, la participation du secteur privé est primordiale et je me réjouis de la participation des entreprises du privé pour nous permettre d'atteindre 60 % d'énergies renouvelables. Nous avons régulièrement des consultations avec les acteurs du privé, les représentants des planteurs et des éleveurs et nous travaillons afin d'élaborer les différents plans.

Définitivement, M. le président, il y a un enthousiasme certain venant des opérateurs et je cite pour preuve, le *Carbon Neutral Industrial Sector Renewable Energy Scheme*.

« Sous ce *Scheme*, 40 entreprises ont déjà signé leur *connection agreement* avec le CEB pour un total de 106 mégawatts. »

M. le président, avec la mesure annoncée dans le budget, au paragraphe 156, les opérateurs dans le secteur de l'ICT pourront aussi bénéficier d'un tarif d'exportation d'énergie renouvelable à R 4.20 kilowatt heure. Ce qui naturellement va faire baisser leur coût d'opération et faire que le produit mauricien soit reconnu mondialement comme étant un produit vert. M. le président, nous dépendons beaucoup des importations des produits alimentaires, mais nous devons être plus autonomes dans notre production agricole.

Et c'est pourquoi, au niveau du ministère et du CEB, nous voulons apporter notre contribution à cet objectif. Il y a eu des consultations avec les planteurs, les éleveurs et nous avons défini ce qu'on appelle un Agrivoltaïque Scheme qui permettra à ceux intéressés de

produire au maximum 500 kilowatt d'énergie et en même temps soit cultiver soit faire l'élevage des animaux. Le tarif d'achat de l'énergie produite par les fermes agrivoltaïques est de R 5 le kilowatt heure et cela permettra de soutenir la communauté des petits planteurs et des éleveurs. Et sous ce plan, il est envisagé que 20 mégawatt seront alloués.

M. le président, par rapport au 60 % de production d'énergie renouvelable, cela va de pair avec l'élimination du charbon comme matière première à Maurice, et effectivement, le prix du charbon pèse lourd dans les comptes du CEB. Alors, je m'explique, la biomasse est l'une des sources d'énergie subsidiaire pour remplacer le charbon dans le long terme et nous travaillons en étroite collaboration avec les institutions internationales, en l'occurrence la Banque africaine de développement et la Banque mondiale. La Banque africaine de développement nous conseille sur les négociations avec les IPPS pour le remplacement du charbon par la biomasse et la Banque mondiale fournit aussi une assistance technique à mon ministère pour la révision d'éventuels contrats.

M. le président, une plus grande concurrence créée dans le secteur de l'énergie permettra une réduction probable dans le tarif de l'électricité sur le long terme. Sur ce point, permettez-moi, M. le président. Je constate que l'une des mesures annoncées lors de leur rassemblement du 01 mai à Port Louis était une réorganisation du CEB avec une baisse des prix de l'électricité. Au fait des 20 points qu'ils ont annoncés, M. le président, on n'entend pas trop parler de ses 20 points ces derniers temps, M. le président. En ce qui me concerne, moi, j'aimerais bien que le Parti travailliste vienne nous expliquer, parce que pour moi, c'est du bluff. Ils parlent d'une baisse du prix de l'électricité, mais eux, quand ils étaient au pouvoir, M. le président, sur une période de cinq ans, en 2006, ils avaient augmenté les tarifs de l'électricité par 12 %, en 2007 par 15 %, en 2008 par 22 %, en 2010 par 10 %.

C'est-à-dire, sur une période de quatre ans, ils ont augmenté l'électricité par 59 % *across the board*. Comment comptez-vous baisser l'électricité après avoir fait toutes ces augmentations ? M. le président, il faut expliquer à la population. M. le président, pour revenir sur la biomasse, il est intéressant d'informer la chambre qu'un accord a déjà été trouvé avec les trois IPPS. À ce jour, Terragen brûle déjà le *local woody biomass*. Les deux autres IPPS vont suivre dans les semaines à venir. Le prix d'achat de l'électricité à base du *local woody biomass* est nettement inférieur au prix d'achat d'électricité à base du charbon et de la bagasse.

L'objectif, M. le président, est de réduire davantage la quantité de charbon utilisée par les IPPS et de le remplacer par le *woody biomass*, mais graduellement. Autres choses intéressantes à dire aujourd'hui, M. le président, c'est que le CEB a un autre objectif, et ça, c'est intéressant, c'est de remplacer l'huile lourde par du biocarburant. Les unités thermiques actuelles du CEB qui roulent à l'huile lourde devraient progressivement être remplacées par le biocarburant. Permettez-moi, M. le président, de souligner qu'après un audit par les fabricants de ses moteurs, il a été confirmé que les unités de production thermique du CEB, notamment les centrales thermiques de St Louis et Fort Victoria, peuvent être converties pour fonctionner au biocarburant.

Et la conversion de ces centrales thermiques augmentera la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique de 218 mégawatts. L'honorable Assirvaden dit qu'on n'a rien mis en service en ce qui concerne les énergies renouvelables. M. le président, nous avons mis en service deux fermes solaires, l'une se trouvant à Henrietta d'une capacité de 8 mégawatt financée avec l'aide de la Grande péninsule et l'autre qui est gérée par une société qui s'appelle GreenYellow qui se trouve à Arsenal de 10 mégawatts.

Et on a aussi, M. le président, mis en service une ferme solaire de 1 mégawatt à Rodrigues. S'il est vrai, M. le président, que le secteur énergétique est complexe, moi aussi je vais essayer de faire simple et vous expliquer pourquoi on installe des batteries. Produire de l'énergie solaire n'est pas une garantie de fourniture d'électricité 24/24. Nous devons pouvoir conserver cette énergie pendant la journée et ensuite la fournir sur le réseau, c'est pourquoi le CEB a déjà installé 38 mégawatts de batteries au coût de R 1.4 milliards dans plusieurs de ses sous-stations.

La dernière en date est l'installation des batteries de 20 mégawatts à Amaury et ce budget prévoit l'installation de 20 mégawatts de batterie additionnelle à L'avenir pour pouvoir absorber l'énergie intermittente. Permettez-moi, M. le président, aborder maintenant le secteur de l'eau et je vais faire un survol assez vite de ce secteur. Il va sans dire que l'eau aussi est un secteur sensible et complexe. Nous pouvons être animés, M. le président, des meilleures intentions, mais nous sommes impuissants devant les caprices de dame nature. Certes, nous pouvons prendre des mesures visant à atténuer les effets des calamités naturelles, mais certaines sont hors de notre contrôle.

M. le président, ce qu'il faut savoir, depuis une dizaine d'années, la pluviométrie a changé. Les experts dans le domaine parlent de *Changing Pattern of Rainfall* à Maurice et le déficit en termes de pluviométrie aujourd'hui est de l'ordre de 8 % et d'année en année la demande en eau ne cesse d'augmenter, que ce soit pour les consommateurs à usage domestique ou pour les consommateurs à usage commercial et industriel. À titre d'exemple, le nombre de consommateurs en 2016 était de l'ordre de 360 328 et au mois d'avril de cette année, ce nombre est passé à 407 724 et les spécialistes sont unanimes à affirmer que l'eau peut devenir un facteur limitant le développement.

Nous avons l'ambition de devenir un *High Income Country* et on doit, M. le président, pouvoir assurer une production d'eau pour répondre à la demande nationale et la production d'eau doit être augmentée.

C'est pourquoi, dans cette optique, il est impérieux de pouvoir revoir à la hausse la capacité de captage et de stockage. Et là, je tiens à remercier mon collègue le ministre des Finances pour l'enveloppe de R 930 millions pour le projet de Rivière des Anguilles Dam. Force est de constater que c'est un projet complexe qui nécessitait plusieurs études techniques approfondies. C'est chose faite maintenant, M. le président, et on veut tous que ce projet aille de l'avant rapidement, mais c'est vrai que cela a pris du temps. Au niveau des procédures administratives, je tiens à informer la Chambre que le projet est à un stade avancé. En janvier de cette année, un exercice de pré-qualification pour *shortlist* des contracteurs a été fait par le *Central Procurement Board* et je suis informé que les offres reçues sont actuellement évaluées. Le contrat sera alloué d'ici la fin de cette année.

En sus de la construction du barrage de Rivière des Anguilles, 24 nouveaux *boreholes* sont en opération depuis le mois de janvier de l'année dernière. L'amélioration et la réhabilitation de plusieurs stations de traitement d'eau sont aussi envisagées et tout cela n'aurait pas été possible sans le soutien de mon collègue.

M. le président, j'ajoute aussi que le remplacement des tuyaux se poursuit à travers l'île et depuis 2019 à ce jour, nous avons changé presque 570 km de tuyaux et au coût R 4 milliards. Et je suis heureux de constater qu'une somme totale de R 2,5 milliards est réservée aux infrastructures de stockage d'eau parce qu'il y a, M. le président, au niveau du gouvernement une réelle volonté d'améliorer l'approvisionnement en eau.

Deux mesures que je compte évoquer ce soir, M. le président. La première, c'est que je salue l'annonce faite par l'honorable ministre des Finances en ce qui concerne les nouvelles demandes de raccordement au réseau de la CWA, et la CWA devra redoubler d'efforts et être plus efficiente pour atteindre l'objectif d'effectuer une nouvelle connexion dans un délai de 30 jours. Ce sera un véritable défi pour la CWA qui devra répondre à la demande de la population et des opérateurs économiques.

Je salue aussi, M. le président, la mesure annoncée par le ministre des Finances au sujet de 50 % des frais – ça, c'est important – qui seront pris à la charge de la CWA pour toutes nouvelles extensions du réseau. Cette mesure, M. le président, va certainement soulager bon nombre de familles et c'est une nouvelle qui doit rassurer bon nombre de nos citoyens qui se retrouvent souvent à devoir attendre, premièrement, ou payer de fortes sommes pour être approvisionnés en eau.

Mr Speaker: Try to conclude!

Mr Lesjongard: *Yes, Mr Speaker, Sir.* Je vais conclure, M. le président.

M. le président, c'est le dernier budget de ce gouvernement sous le *prime ministership* de l'honorable Pravind Kumar Jugnauth. Je l'ai dit un peu plus tôt, après presque cinq ans au pouvoir, il y a un sentiment de devoir accompli chez nous, M. le président, et cela malgré les obstacles que j'ai mentionnés, en l'occurrence, la pandémie de la Covid-19. C'est indéniable que ce gouvernement sera reconnu comme celui ayant apporté le plus de justice sociale et d'égalité, que ce soient les plus vulnérables, mais aussi pour la gente féminine, M. le président.

Nous avons su gérer dans la stabilité face à l'instabilité constante au sein de l'opposition. Ils disent prôner une politique de rupture. Oui, il y a eu une rupture, M. le président, celle du départ du PMSD au sein de leur alliance. Le lion et le cœur, M. le président, se retrouvent aussi sans le coq. Il faut aussi comprendre, M. le président, et ça, je l'avais dit il y a pas mal de temps de cela, que le mauve ne se mélange pas au bleu dans la politique mauricienne.

M. le président, au fil des années, le Premier ministre s'est affirmé comme un vrai chef d'État. Il est un exemple pour nombreux de nos jeunes politiciens et citoyens. Notre jeunesse, M. le président, ne croit plus en Navin Ramgoolam ni en Paul Bérenger. C'est en notre Premier ministre qu'ils croient, M. le président, et le Premier ministre est reconnu par le peuple comme

quelqu'un de discipliné, bosseur et qui a une vision pour une île Maurice plus juste, plus égale et moderne.

J'en ai terminé, M. le président. Je vous remercie.

Mr Speaker: I will now call hon. Mr Abdul Razack Mohamed!

(10.27 p.m.)

Mr S. Mohamed (First Member for Port Louis Maritime & Port Louis East): Thank you, Mr Speaker, Sir. Actually, the complete name is Shakeel Ahmed Yousuf Abdul Razack Mohamed. I do have all those names and thank you for reminding the House of this and those watching us tonight.

I have listened with a lot of interest to the hon. Minister who spoke just before me, and I was waiting for him to be able to rebut the arguments of hon. Assirvaden. Now, if you want a recipe to have energy drainage, listen to him because he has drained my energy as I have been so patiently waiting for the arguments for him to put forward. Those are the arguments in rebuttal, as hon. Assirvaden has described so well what are the ingredients of failure in the objective of this ministry. He has not been able to achieve what he said he would achieve; the 60% or so was a far cry, but he has only been going in reverse gear. Still, not only is he going in reverse gear as far as objectives hon. Mr Assirvaden has described, but he has been unable to even respond to the very constructive criticisms on hon. Assirvaden. But then again, I see this ability of Ministers of the other side to have to systematically, as we say in Creole, *pas diber*, over the person or personage of the hon. Prime Minister. Fair enough if it is a mantra that they have to recite; this is their choice, which I do not necessarily partake in.

But if we are talking about the hon. Prime Minister, let me just talk about the ability of the noble Prime Minister to impress. You see, once upon a time – if I am not mistaken, the port of this country is under the responsibility of the hon. Prime Minister – the port, the entry of all of our goods using the sea route for exports of our goods, *le central névralgique* of our economy, the port, under the responsibility of the hon. Prime Minister. How efficient that port is depends upon the ability of the Minister responsible to run the show as regards what is under his Ministry. Back in 2022, hon. X. L. Duval, who was then Leader of the Opposition, and it is no secret for anyone that hon. Lesjongard has not been very sympathetic, politically at least, for hon. X.L.

Duval but then again, all of a sudden, for political reasons, he seems to be changing his tune. Then again, has he not in the past changed his tune? Let us not forget how our good friend, the hon. Minister Joe Lesjongard was sitting next to our side back in 2014 when he was then almost cuddling the lion and today he talks about another language. Fair enough, political hypocrisy is something that exists, but I also do not partake in that type of food.

Mr Lesjongard: ... *sinon to ti pou MSM zordi...*

Mr Mohamed: Oh yes! Oh yes!

Mr Speaker: Stop it! Stop it! Stop it!

Mr Mohamed: But then again, the habit of the hon. Minister...

Mr Speaker: Address the Speaker!

Mr Mohamed: I am!

Mr Speaker: Do not respond to whatever he said. I told him to stop with that. Continue your speech!

Mr Mohamed: Good!

So, I am responding to what he said in his speech, not to what he is saying now. In his speech, he was, as I said, trying to show us how great the Prime Minister as a Minister of this country is. The youth admire the Prime Minister, he says. I wonder where he gets that from, sitting in an ivory tower. But then, let us not forget in 2022, when a question was put by the then Leader of the Opposition on the very bad situation of our port, falling down in ranking in the World Bank Report of 2022. What did the then Prime Minister say? He did not agree. He thought things were great, he would invest and I also see that in his answer he said –

“The Government will continue to invest massively in the port infrastructure.”

But then, the proof of the pudding is in the eating! What did the hon. Prime Minister, Pravind Kumar Jugnauth do as far as those promises to invest in the port? Let those youngsters that this hon. Minister believes admire the Prime Minister, let those youngsters, let this population listen to what the record of this actual Prime Minister is as far as the port is

concerned. Instead of doing good, instead of improving the performance of the port, we see in the Index of 2023 of the World Bank that the port has once again fared extremely badly, worse than in 2021, worse than in 2023, and worse still: 369 on 405 ports. That is the performance of the hon. Prime Minister and the young admire him!

Can we admire someone who is dropping in ranks as far as the port is concerned? How do we do that? How does he do that? Can we admire a Prime Minister who has the responsibility of the port in his portfolio but under his watch, Réunion Island is doing better, Madagascar is improving and doing better, *Comores* is doing better, South Africa is doing better, Seychelles is doing better! Let us admire the Prime Minister. The youth admire the Prime Minister he says. But then again, maybe they are living in a parallel world, only believing what they were saying, but then again, if they want to live in that parallel world, let them be but I still do not understand his logic.

You see, recently, I was watching the international news and seeing the G7 country meeting at the moment in Italy...

Mr Speaker: Hon. Member!

Mr Mohamed: Yes?

Mr Speaker: Let me read what I read as announcement regarding rules of debate –

I wish to draw the attention of hon. Members to Standing Order 39(1) which provides that a Member if called upon, shall address his or her observation to the Chair.

Furthermore, this principle is observed in the House of Commons as highlighted in Erskine May, I quote –

“Members must address the Speaker and not direct their speeches solely to one part of the House or to any party of either side of the House.”

I rely upon your cooperation.

Mr Mohamed: Mr Speaker, Sir, I can assure you that I will follow your ruling *à la lettre* and it will be a pleasure to look at you and to address you, and...

Mr Speaker: It is not a question of a pleasure or no pleasure...

Mr Mohamed: It is my pleasure!

Mr Speaker: I have...

Mr Mohamed: It is mine!

Mr Speaker: I do not mind! I have the right to sit here...

Mr Mohamed: Of course.

Mr Speaker: I can also walk away.

Mr Mohamed: Of course.

Mr Speaker: You choose!

Mr Mohamed: I would...

Mr Speaker: You have the right; I have given you the floor...

Mr Mohamed: Yes.

Mr Speaker: You have the right for a speech...

Mr Mohamed: Yes!

Mr Speaker: ...but observe the Standing orders...

Mr Mohamed: I will!

Mr Speaker: ...and the principle of parliamentary democracy.

Mr Mohamed: I will!

Mr Speaker: And you are a seasoned politician, you have been a Minister, you know Parliament maybe more than me, except that you have to apply the rules and regulations. Thank you, Sir!

Mr Mohamed: Thank you for the compliment, Mr Speaker, Sir. Now, as I was saying, I have heard the hon. Minister, Mr Speaker, Sir, say that basically, he thinks that the hon. Prime Minister is the reason why this country has great budgets, almost saying that, Mr Speaker, Sir. But then, I have recently watched the international news and the international news shows the G7 meeting in Italy where we have world leaders meeting on very important issues. And the way a world leader behaves, first of all for as far as I am concerned, a world leader must trust enterprises that are on its territory. Not only must he trust enterprises that operate within his territory, but he must also trust enterprises that hold the name of the country! He must trust state-owned enterprises.

When I saw the Prime Minister of Canada flying into Italy, he was in an aircraft with the flag of Canada upon it. When I saw Prime Minister Modi landing, he had Air India landing in Italy but recently the hon. Prime Minister, Mr Speaker, Sir, whom hon. Lesjongard said the youngsters of this country should trust as a leader, does not even show the slightest respect in my view for Air Mauritius. What confidence does this hon. Prime Minister show...

Mr Speaker: No! No! I will stop you there.

Mr Mohamed: Why?

Mr Speaker: The character and conduct of a Member of this House can only be questioned by way of Motion! You stop with that gimmick; you continue a good speech on the budget. Continue!

Mr Mohamed: Mr Speaker, Sir, I am not in any way challenging your ruling or challenging the conduct. I am saying that Air Mauritius...

Mr Speaker: I have already ruled! Either you accept it or you tell me you have no speech to make! The character and conduct of any hon. Member in this House can be questioned only by way of Motion!

Mr Mohamed: The national airline is doing so badly under this Government that it has also gone into administration. It has been doing so badly ever since they are in power that it has been unable to show proper management, proper direction and proper satisfaction given to clients using that airline – Air Mauritius.

What they have done to this airline, Mr Speaker, Sir, is destruction in the confidence of people in that airline. What have we not heard ever since they are in power? What have we not seen ever since they are in power as regards the way that administrators, with the help of this Government, with the consent of this Government have reduced the pensions and benefits of people who are working there? What have we not heard about how airplanes were sold for peanuts whereas now we are suffering with the types of airplanes and the service that this airline is giving to people!

I respect the staff of Air Mauritius but I have no sympathy for the Government that has destroyed the airline of this country. So much so that the Prime Minister himself does not have any respect for using that airline!

Mr Speaker: Let me remind you, hon. Shakeel Mohamed, the general requirement for moderate language. Good temper and moderation of the characteristics of parliamentary language. Good temper and moderation and before you continue, I would warn you, be careful of insinuations and charges you are putting. You have to substantiate everything you are saying.

Mr Mohamed: Yes.

Mr Speaker: This has been the principle since this morning. I am waiting for you to cooperate and to give a very good speech.

Mr Mohamed: Of course. So, had I been Prime Minister, I would certainly have travelled by Air Mauritius and not chosen any other airline to go anywhere on an official visit.

Had I been Prime Minister, I would have shown respect to the employees of Air Mauritius...

Mr Speaker: Again, I will ask you to come to the budget.

Mr Mohamed: I am talking about the budget!

Mr Speaker: You are talking of something personal and something about the Prime Minister and the budget is left alone! The population wants to hear you about the budget. Please, come to the budget!

(Interruptions)

Hon. Assirvaden, you do not have the floor! You know the rules and regulations now. You had enough time, you said, to look into the papers.

Mr Mohamed: You see, Mr Speaker, Sir, I am talking about the importance of our institutions and of state-owned companies.

As far as the Budget is concerned, it also concerns the amount of money that the MIC, for instance, under the aegis of the Bank of Mauritius and under the responsibility of the Ministry of Finance, has given money to the national airline. So, this is part of the Budget. And as part of the Budget, taxpayers' money has been given to the national airline. In order to ensure that this money one day can be returned to the taxpayers, one should ensure that the company owned by the country, the State can produce profits and can ensure that it gives service to its customers. That is basically the ambit of my speech, at least, as far as the beginning of the speech is concerned.

Now, I think it is important for me to say that in any corporate institution, in any body, basically a company, a small company or big company or listed company, the person at the top of the company should act in such a way that it shows respect for the company owned by the State. That is why I say, *le bon exemple* starts from the top, not the bottom. And that is why I would have said – and I can only dream – had I been Prime Minister, I would have travelled by the National Airline and not done anything else. But then again, I am not Prime Minister and, obviously, good practice cannot happen.

Now, another element which I would like to address, Mr Speaker, Sir, is to hon. Balgobin. Hon. Balgobin has been so good at talking about how great his Ministry has been performing and how great our ranking as far as ICT is concerned all over the world. And I am trying to think, Mr Speaker, Sir, how does all this really translates into our everyday life? How do those figures, those rankings really translate in the lives of Mauritians outside every day, *le commun des mortels*?

But, before I get to that, I would like to draw his attention and remind him, Mr Speaker, Sir, when he talks about internet connectivity, has he forgotten what happened at the beginning of this year? Has he forgotten what problems Mauritius has been facing at the beginning of this year? Let me remind him, Mr Speaker, Sir, of what happened, here, on 26 April 2024, and the reason why this country has suffered a breakdown in our internet connectivity. Cut off completely from the world for an important amount of time; disruption in our financial services; disruption in our banking services; disruption for the State Bank of Mauritius which has its data centre in India; disruption for customers using that Bank; disruption for people using internet in Mauritius. All this has happened, Mr Speaker, Sir, during his watch. He talks about T3. And now, he is even showing me the figure 4 on his hand! But before you get to T4, you have to be able to tell the people of this country... T3 right now, why do you talk so much about T3? In spite of T3, there was a breakdown on 26 April, and not the first breakdown, there have been multiple breakdowns at Mauritius Telecom.

So, therefore, isn't it important in order to ensure the financial viability of this country, the financial viability of our institutions, the financial sustainability for our corporates, for the students of this country, for the customers of this country and for the citizens of this country? You are talking about information and communication technology. Isn't this important, therefore, for him to come to this House, Mr Speaker, Sir, and to tell us why is it that Mauritius Telecom, when it knows that the SAFE cable that exists reaches the expiry of its lifetime in 2027, that he has not said...

Mr Speaker: So, you are not addressing the Chair! I take the liberty of going; there is no need to have a Speaker in this House!

Mr Mohamed: But I am talking through you.

Mr Speaker: You have to...

Mr Mohamed: I look at you.

Mr Speaker: You know better than me...

Mr Mohamed: I do, yes!

Mr Speaker: ... if I walk out, you won't be able to speak! You have to follow the rules and disciplines!

Mr Mohamed: I am trying my best, Mr Speaker, Sir.

Mr Speaker: Try, try because you are a good friend of mine, I give you...

Mr Mohamed: So, as I was saying, Mr Speaker, Sir, talking about hon. Minister Balgobin...

Mr Speaker: You don't have to show the hand! You know what I am preventing? I am preventing both sides of the House from becoming too physical. I know what is happening!

(Interruptions)

I know what is happening! As a Speaker, I have the responsibility. You may laugh but I know. I know what I am doing!

Mr Mohamed: I can assure you, Mr Speaker, Sir, that you are a master in what you are doing but let me, at least, reassure you that I never intended to be physical with hon. Balgobin and...

Mr Speaker: But then, if you don't intend that, you address the Chair!

Mr Mohamed: I...

Mr Speaker: Address the Chair!

(Interruptions)

Address the Chair!

(Interruptions)

Mr Mohamed: And I can assure you, hon. Balgobin does not want to be physical with me but I will physically look at you.

Mr Speaker: All these are not important, hon. Mohamed! Talk! Speak!

Mr Mohamed: Let me talk then.

Mr Speaker: Budget Speech!

Mr Mohamed: Let me talk, Sir.

So, as I was saying, when I was interrupted, as of right, by yourself, that hon. Balgobin has not told the House and the people listening to us. How come he keeps quiet about the connectivity of Mauritius with the outside world internet? Why does he not tell the world that as far back as the day when the SAFE cable was installed, it has a lifetime, it is not forever? There are technical glitches in our internet connectivity, it is affecting our industry, our international reputation, the finance industry, and all other people affected because of bad internet and slow internet. No stability in our internet quality because the cable is reaching the expiry of its lifetime – 2027. And what Mauritius Telecom should have done as far back as 2019? That is called proper management: it should have put up a proper consortium to find the funds in order to start with T4, which should have sorted out the problem of our internet connectivity. But instead of doing that, there has been bad management at the helm of the country when it comes to Mauritius Telecom as well.

Today, we are dependent upon Mauritius Telecom and what they do when they set up a consortium for the T4. Maybe the hon. Minister should ask someone else who speaks after me to come and respond and to tell the House, tell the country, why is it they are late today with the implementation of the work for the T4. Why are they so late? Why is it that they have not started work as far back as 2019? It is going to take a good 2 to 3 years to install the T4. Why are they late about it? Mr Speaker, Sir, the hon. Minister of ICT should also come clean with the fact that the SAFE cable, which is our lifeline in terms of internet connectivity, not enough with the T3. The T3 is only an accessory. The existing SAFE cable got technical glitches precisely because it has reached the end of its lifeline. There are technical glitches happening earlier than before.

So, you see, it is so easy to come here to tell us that things are so good, things are so great. They have brought in modernity, Mr Speaker, Sir, but modernity is also about management.

Modernity and really being proud of what you have achieved is also about having managed the affairs of the country responsibly.

I was going to talk about the environment and I was so happy, Mr Speaker, Sir, to hear, to see for a minute the Minister of Environment, and I was saying to myself that he is back from his night job. But, unfortunately, he has left.

Mr Speaker: This is an insinuation! Whatever he does in the night, this is his personal life!

Mr Mohamed: ... Minister of Environment!

Mr Speaker: You don't have... Minister of Environment!

Mr Mohamed: Yes!

Mr Speaker: Yes!

Mr Mohamed: And he works at night!

Mr Speaker: Whatever he does, this is his private work or private life. You don't have to refer to it.

Mr Mohamed: No, no, no!

Mr Speaker: This is my ruling! It is not yes or no! It is yes! You have to accept it!

Mr Mohamed: I accept!

Mr Speaker: Good! Good boy!

Mr Mohamed: I will not refer to his private life.

Mr Speaker: Good boy!

Mr Mohamed: Thank you. I am a man.

Mr Speaker: Good man!

Mr Mohamed: Thank you.

So, I shall not refer to what he does at night but, let me refer to what he does during the day therefore. During the day...

Mr Speaker: You can refer to his ministerial responsibility. This is all!

Mr Mohamed: So, my difficulty is to should know who does what at what time?

Mr Speaker: I will walk out and you will have nobody to address. The Deputy Speaker is not here. So, you choose whether you want to talk or you don't want to talk!

Mr Mohamed: I was joking! Sit! Sit! Sit! You have a beautiful chair, take it! Resume your seat.

So, I see, Mr Speaker, Sir, at least, we must admit that you see this confusion about private and public issues does bring a smile with your ability to joke about it and make the atmosphere calmer and I thank you for that, Sir, because confusion as far as private and public issues is not good for the affairs of the country but let us smile about it and one day we will sort it out in another forum.

Mr Speaker: That's better!

Mr Mohamed: So, since we are in this forum right now. There is another thing which I have to sort out and it is as follows –

You see, I was reading a report, Sir, and the report was published by AXIS and its title is “Mauritius Economic Deep Dive 2024”. I can assure you, Mr Speaker, Sir, that when the title says Mauritius Economic Deep Dive, I am not sure that he was referring to a dive in the ocean. I was basically most probably understood it to mean that we are diving nose first or head first. In other words, doing very bad. And AXIS is a respected institution. When I read that document, the interesting part about the document in the executive summary, let me refer to, I quote –

“Rising cost of living – The average monthly household expenditure has increased by 46% since 2017...”

That's an interesting figure. The average monthly household expenditure, Mr Speaker, Sir, has increased by 46% since 2017 to 41,870 and since we are a net importing country, the currency depreciation is a major factor behind the rising cost of living. What does the hon. Minister of Finance, Mr Speaker, Sir, propose about that? What he proposes is, in fact, to the pensioners an increase of Rs500, not even a thousand, Rs500! But what it says here 46% rise in the cost of living. What does it say about the depreciation of the rupee? I quote –

“ The USD has appreciated against the Mauritian in 8 years out of the past 10 years by a total of almost plus 46% since 2014”

46% appreciation of the US dollar vis-à-vis the rupee, ever since they are in power. Before 2014, and what it says here, the Expert says that, Mr Speaker, Sir, not me –

“Before 2014, the rupee was stable and fluctuated between Rs30 and Rs32 for 14 years”

Mr Speaker, Sir, are we not entitled to have a stable rupee? Mr Speaker, Sir, are we not, as a people, as a nation entitled to have a stable currency? What I also fail to understand is the inability of this Government to compare like with like. You have Ministers on the other side who talk to you about what pension was at a time when we were in power but the figures of the Statistics Office, the figures from the Ministry of Finance, the figures accepted by one and all, Mr Speaker, Sir, show that in this equation, there is something that they try to push under the carpet.

Let the people not know, Mr Speaker, Sir, what the truth is. The truth is that they are also responsible, they are also guilty, and they are also liable for the consequences of the depreciation of the rupee. Today, when I look at the Budget that this hon. Minister of Finance has come up with, one of the things is the people outside talk about the day that the hon. Minister pronounced his speech and as hon. Assirvaden, I was also not in Parliament but I watched Parliament. I watched you, Mr Speaker, Sir, I watched the hon. Minister of Finance pronounced his speech. I watched every other Ministers hit the table but no, clap even as though it was already planned as if on a music sheet when to stand, when to clap, fair enough at least they organized somehow, somewhere, someplace.

But what's interesting is that outside people were not interested in the figures of hon. Minister Balgobin about the rating, people are not interested. We have heard experts all around the House talk about *croissance*; we have heard about GDP. Nowadays we hear about GVP, GVA, we hear about. Nowadays, we hear about all those inflation rate; we heard about the rate of the rupee, the rate of the US dollar, the Euro, fair enough. But what the people of this country would like to know when they heard the Minister of Finance, Mr Speaker, Sir, was what will happen to the price of commodities, food and the cost of living.

The next morning when they wake up after having heard the Minister of Finance, what would happen to the cost of living? Est-ce que la vie va être meilleur marché pour eux le lendemain d'un budget ? C'est ça que la population voulait savoir, M. le président. Ce que la population voulait savoir, au fait, c'est que s'ils allaient acheter de la nourriture, que ce soit du pain, que ce soit des pâtes, que ce soit de la viande, que ce soit le poulet, les œufs, les légumes, est-ce que ce sera meilleur marché avec l'argent qu'ils ont en poche ? Est-ce qu'aller au cinéma va être plus cher ? Est-ce que voyager en voiture, est-ce que le coût de l'essence va être meilleur marché ou est-ce qu'il n'y aura pas de changement ? C'est ça que la population voulait savoir. Mais beaucoup se sont réveillés le lendemain matin et pensaient que l'honorable ministre des Finances sous la supervision de l'honorable Premier ministre Pravind Kumar Jugnauth aurait au moins écouté la plainte, la souffrance de la population que le coût de la vie était la préoccupation principale. M. le président, cela n'a jamais été le cas.

Je ne viens pas ici simplement pour critiquer. Il est de mon devoir de critiquer, mais constructivement. Être constructif veut aussi dire, M. le président, qu'il est nécessaire que je vienne suggérer des solutions. Quand j'étais leader de l'opposition, j'ai posé des questions et une des questions était sur le sujet de l'import parallèle. La question était sur le prix des médicaments. L'honorable ministre du Commerce est venu dire dans cette Chambre que le prix de 80 % des médicaments avait baissé depuis l'introduction d'un autre système, un autre mécanisme l'année dernière jusqu'à ce que je lui ai posé la question. Le fait est que la population mauricienne ; vieux, jeune, moins jeune, aujourd'hui, sont d'accord avec ce que je vous dis, M. le président, que madame la ministre représentante de ce gouvernement quand elle dit que les prix des médicaments ont baissé. Ce n'est pas juste parce que la vérité est que le prix des médicaments a pris l'ascenseur. Non seulement ça a pris l'ascenseur parce qu'il y a eu une

roupie instable, il y a eu la dépréciation. Certaines personnes, certaines sociétés, certaines compagnies, certains hommes d'affaires ont beaucoup fait d'argent quand la roupie a déprécié. Certains importateurs de médicaments se sont enrichis. Certains sont devenus millionnaires ou un milliardaire.

Mais la population mauricienne en souffre et paie le prix fort pour les médicaments : les diabétiques, ceux qui souffrent de deux problèmes cardiaques, ceux qui souffrent de problèmes artériels, de cancer, de problèmes de *high blood pressure*, de gastrique, toutes sortes de problèmes. Tous les médecins ici et tous ceux qui ont de la famille et des amis qui en souffrent qui doivent aller acheter des médicaments savent que, ce que je dis, le prix des médicaments a augmenté. Qu'est-ce que le ministre des Finances est venu proposer dans ce budget pour avoir au moins écouté la population, adresser cela avec des solutions ? Rien ! Rien !

Mais je me pose la question ce n'est pas simplement ça l'import parallèle. Ce qui était dommage, c'est que quand je parlais d'import parallèle, the doctrine of International Exhaustion of Rights. Mr Speaker, Sir, the hon. Minister of Commerce talked about generic drugs. Unfortunately, it is a pity but let me say to you, Mr Speaker, Sir, that parallel import has nothing to do with generic drugs. It has everything to do with breaking of monopolies that are increasing the prices and making people of this country suffer the consequences of monopoly. This is what parallel import is all about; this is what the doctrine of International Exhaustion of Rights is all about.

Le gouvernement de ce pays est en possession d'un rapport, le rapport qui a été rédigé en date de novembre 2023 et ce rapport, ce dossier qui a été remis au bureau du *Commonwealth Secretariat* parle de secteurs très importants. Ce rapport a analysé, M. le président ...

Mr Speaker: Which report?

Mr Mohamed: Sorry?

Mr Speaker: Which report?

Mr Mohamed: This report, which I am tabling.

Mr Speaker: Give the title of the report!

Mr Mohamed: The title of the report is: Socio-Economic Impact Assessment to determine the feasibility of the adoption of International Exhaustion Regime for Trademarks by the Republic of Mauritius in November 2023 and this document was updated on 18 December 2023.

The hon. Minister of Commerce agreed that there was this report and said in this House that it was being studied. How long does it take you to study a report when we all know there was another report back in 2019 that talks about the same thing? We are a country that is very good at producing reports, a report about the next report and another one about the next one. But in terms of actions, they speak louder than words. What do we do in order to alleviate the suffering of the people?

Et qu'est-ce que je demande au fait, M. le président ? Ce que je demande au gouvernement, c'est d'implémenter l'import en parallèle, le *doctrine of International Exhaustion of Rights* et la raison pour laquelle je demande cela, c'est parce que ce rapport, et là, j'aimerais bien, M. le président, qu'on puisse comprendre cela. C'est dans l'intérêt des consommateurs, l'intérêt des Mauriciens et des Mauriciennes, c'est d'adresser le monopole ! Et, je donne un exemple, ce rapport parle de plusieurs secteurs – secteur pharmaceutique, de l'automobile, quand on parle d'automobiles, mais aussi of *spare parts* (des pièces de rechange), on parle de *food and beverage*, de ce qu'on achète pour manger, des marques de produits qu'on importe, qu'on boit, on parle aussi de vêtements, *clothing and textile industry*, de chaussures. Tout ça, c'est dans le rapport.

Et ce rapport se sert de plusieurs autres pays en comparaison et c'est un rapport fort intéressant parce que ce rapport vient de se baser sur d'autres pays, d'autres expériences et il y a plusieurs pays, M. le président, qui sont utilisés et mentionnés dans ce rapport pour dire que c'est une solution pour l'île Maurice. Et la solution, c'est quoi ? Par exemple, il parle de la Nouvelle-Zélande. Les leçons pour l'île Maurice en se basant sur l'expérience *in New Zealand. It talks about Trinidad and Tobago* ; comment il a eu l'implémentation de ce système pour briser le monopole pour que ceux qui détiennent le droit à certaines marques n'imposent pas et ne dictaient pas les prix. C'est pour ça que les gens de ce pays souffrent parce que ceux qui détiennent les marques dictent les prix. Je ne parle pas simplement de produits pharmaceutiques ; je parle de tout ce qui nous concerne : tous les Mauriciens, toutes les Mauriciennes, les

Rodriguais, tous ceux qui habitent dans les îles éparses. Ça concerne tout le monde de tous âges ; notre vie de tous les jours – ce qu'on achète de tous les jours, ce qu'on mange, ce qu'on porte, ce qu'on a dans nos pieds quand on marche, nos téléphones, nos ordinateurs, la voiture qu'on conduit. Ça concerne nous tous !

Alors ce que je propose, M. le président, c'est une solution basée sur des expériences qui ont été vécues – *tried and tested solutions in other countries* : Nouvelle-Zélande, Trinidad and Tobago, Denmark, Serbie. Tout cela en conclusion, les experts disent que l'avantage d'implémenter ce système, c'est de briser les monopoles. Ceux qui sont contre, M. le président, sont ceux qui détiennent les marques. Et la solution, ça appose quoi comme résultat ?

Le ministre des Finances, M. le président, va me dire qu'on n'a pas de contrôle sur la valeur de notre devise. Ce n'est pas nous qui contrôlons la valeur du dollar. Je ne suis pas tout à fait d'accord en ce qui concerne la dépréciation de la roupie, mais mettons pour un moment qu'on ne peut pas contrôler. Mais il y a quelque chose qu'on peut contrôler, précisément. Je demande, M. le président, que le gouvernement se concentre sur un sujet sur lequel on a contrôle. C'est quoi ? C'est *our trade regime* ! *The policy of trade we have in our country that we can have control upon. We have to move away from the old colonial archaic system where people who held monopolies and abuse of monopolies in terms of prices, this should be something over the past.*

There are but a few countries left in the world that adopt a system where monopolies continue because of those who hold exclusive rights to brands. Mauritius is one of the very few left in the world. In South Africa, India, and all other Small Islands States, products like clothes, pharmaceuticals, cars and car parks are cheaper than in Mauritius because in those countries, youngsters can buy branded goods cheaper; profits are not a matter of abuse. Government has chosen policies in the interest of the people and consumers, and not in the interest of business owners who own exclusive rights to brands and marks.

Is what I am asking, Mr Speaker, Sir, something so unreasonable? There are people on the other side of the House who speak the same language as brand owners and rich business people. Look at *les chiffres d'affaires des importateurs de food and beverages* ! *Regardez les chiffres, M. le président, le bilan des grands hypermarchés à l'île Maurice, que ce soit au nord,*

au centre de l'île, au sud, autour de l'île Maurice ! Tous ces hypermarchés et supermarchés ont augmenté leur chiffre d'affaires malgré le fait que les prix des commodités ont augmenté.

Comment se fait-il que la profitabilité a augmenté ? Simplement, M. le président, parce que ceux qui détiennent les marques deviennent millionnaires pendant que les consommateurs deviennent plus pauvres. Alors, je ne dis pas les choses comme ça dans le vide, je me base sur un document qu'avec votre permission, *I am tabling today*. Parce que, la dernière fois que j'ai fait référence à ce document, madame la ministre du Commerce, a parlé des génériques. C'est dommage que quand je parle de a, elle réponde par z. Mais n'est-ce pas l'habitude, M. de président, de ce gouvernement qu'à chaque fois qu'on parle des choses constructives, on vous parle de Ramgoolam ? N'est-ce pas l'habitude de ce gouvernement qui a appris par cœur les leçons peut être délivrées par les gourous politiques ? Assassiner, assassiner, assassiner comme il se doit la personne qui est Ramgoolam, *former Prime Minister* parce qu'il va être Premier ministre bientôt. C'est ça la raison !

(Interruptions)

Mais moi, je suis devant vous, M. le président, un simple membre de l'Assemblée nationale et je vous remercie pour vos compliments. Vous dites, je pense avec toute humilité que j'ai été dans cette Chambre maintenant pour mon quatrième mandat. Et il est vrai que c'est le dernier discours que je prononce de ce budget 2024, d'un gouvernement qui est en partance. C'est mon dernier discours, mais il est mon devoir de terminer ce discours en demandant au ministre des Finances ...

Mr Speaker: Two minutes left!

Mr Mohamed: Il prononce son discours en français et il le fait dans un très bon français. Il propose des solutions qui existent dans d'autres pays, des solutions qui ont été testées et qui ont vu qu'il y a succès dans cela : les solutions. Il y a des solutions crédibles qui sont proposées dans ce document, et ce que je propose, moi, je le répète, est à l'avantage de tous les citoyens de ce pays, même s'ils sont ceux du MSM, ils vont profiter de la baisse du coût de la vie. Et la solution du parti Travailliste-MMM-Nouveaux Démocrates, c'est de venir de l'avant avec la doctrine of *International Exhaustion of Rights and Parallel Import*. C'est un engagement qu'on a pris, c'est un engagement qu'on va respecter, c'est un engagement parce ce qu'on a comme

priorité, M. le président, la priorité des priorités, c'est de nous assurer que le coût de la vie va baisser et qu'il y aura beaucoup plus d'argent dans la poche de chaque citoyen, pas simplement augmenter artificiellement ce qu'ils ont, mais à la fin du mois ils n'arrivent même pas à économiser.

Alors, ce que je vous dis, malheureusement, le gouvernement en partance de courage ou peut-être n'aura même pas le temps d'implémenter ce qu'on dit parce que pour eux, il est nécessaire de protéger certaines personnes qui détiennent les marques, certains hommes d'affaires que moi je ne connais pas, mais allons dire que d'autres personnes ont d'autres intérêts. Mais pour nous, de ce côté de la Chambre, c'est le peuple qui est notre priorité et cela, on va l'implémenter aussitôt les prochaines élections terminées quand on sera dans le gouvernement. Merci beaucoup.

Mr Speaker: Thank you very much.

Mr Ganoo: Mr Speaker, Sir, I beg to move for the adjournment of the debate.

The Deputy Prime Minister seconded.

Question put and agreed to.

Debate adjourned accordingly.

ADJOURNMENT

The Deputy Prime Minister: Mr Speaker, Sir, I beg to move that this Assembly do now adjourn to Tuesday 18 June 2024 at 10.30 a.m.

The Vice-Prime Minister, Minister of Education, Tertiary Education, Science and Technology (Mrs L. D. Dookun-Luchoomun) seconded.

Question put and agreed to.

Mr Speaker: The House stands adjourned! Adjournment matters? Let us adjourn!

At 11.13 p.m., the Assembly was, on its rising, adjourned to Tuesday 18 June 2024 at 10.30 a.m.